

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

TOME IV

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDÉS, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Dénominations de voies et d'espaces publics

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé à l'approbation du Conseil municipal les dénominations de voies et d'espaces publics suivants :

QUARTIER PORT MARIANNE

- Jacques Cœur

La deuxième phase d'aménagement aux abords du bassin Jacques Cœur, dont les grands principes ont été actés lors de réunions publiques de concertation avec les habitants, a débuté en novembre 2016. Le programme prévoit des espaces de convivialité qui vont optimiser les usages du site. Un parvis sera aménagé en espace de rencontre et d'échange au quotidien.

Il est proposé de dénommer cette place:

Place Michel Rocard (1930-2016)

Homme d'Etat français

Michel Rocard est né le 23 août 1930 à Courbevoie (Seine), il est mort le 2 juillet 2016 à Paris. Militant socialiste à partir de 1949, il est le candidat du Parti socialiste unifié (PSU) à l'élection présidentielle de 1969, puis est élu député des Yvelines. Il rejoint le Parti socialiste (PS) en 1974 et fait figure de rival de François Mitterrand en se voulant le dirigeant d'une «deuxième gauche», réformiste et anticomuniste.

Il occupe la fonction de Premier ministre de 1988 à 1991, à la tête d'un gouvernement d'ouverture sous la présidence de François Mitterrand. Par la suite, il est premier secrétaire du Parti socialiste (1993-1994), député européen (1994-2009) et sénateur des Yvelines (1995-1997). Il fut maire de Conflans-Sainte-Honorine de 1977 à 1994. Il est ambassadeur de France chargé de la négociation internationale pour les pôles arctique et antarctique de 2009 à sa mort.

- Parc Marianne

Un passage ouvert au public sous forme de porche a été créé sous l'opération « Doramar » place Pablo Picasso, en liaison avec l'espace aménagé devant l'école maternelle Chengdu.

Il est proposé de le dénommer:

**Passage Maria Helena
Vieira da Silva
(1908-1992)
Artiste Peintre**

Maria Helena Vieira da Silva, née à Lisbonne le 13 juin 1908 et morte à Paris le 6 mars 1992, est une artiste peintre portugaise appartenant à l'École de Paris. Elle est la première femme à recevoir le grand prix national des arts du gouvernement français en 1966. Elle sera distinguée de : Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres (1962), Grã-Cruz da Ordem de San-Iago de Espada (1977) et Chevalier de la Légion d'Honneur (1979).

QUARTIER CENTRE

• **Nouveau Saint Roch**

Le nouveau Saint Roch est la ZAC de renouvellement urbain créée autour de la gare centrale de Montpellier. Deux rues du programme doivent être dénommées.

Il est proposé de dénommer la rue parallèle à la voie de chemin de fer qui fera le lien entre la rue Catalan et le boulevard Vicussens :

**Rue Isabelle Eberhardt
(1877-1904)
Journaliste et écrivaine**

Isabelle Wilhelmine Marie Eberhardt, née le 17 février 1877 à Genève et morte le 21 octobre 1904 à Aïn-Sefra, en Algérie est une écrivaine suisse, de parents d'origine russe. Son œuvre est profondément marquée par ses voyages dans le sud Algérien et le Sahara. Femme occidentale, journaliste et écrivaine, elle se prit de passion pour une civilisation à laquelle elle consacre ses nombreux articles, nouvelles, récits et romans.

~

Il est proposé de dénommer la rue reliant l'Avenue de Maurin à la rue précédente au droit du parking Saint Roch :

**Rue Irène Joliot-Curie
(1897-1956)
Nobel de chimie 1935**

Née le 12 septembre 1897 à Paris, Irène Joliot-Curie est une chimiste, physicienne et femme politique française. Elle est la fille de Pierre et Marie Curie. Elle a obtenu, avec son époux Frédéric Joliot, le prix Nobel de chimie en 1935 pour la découverte de la radioactivité artificielle. Elle a aussi été sous-secrétaire d'État sous le Front populaire en 1936. En 1945, c'est l'un des six commissaires du nouveau Commissariat à l'énergie atomique (CEA) créé par de Gaulle et le gouvernement provisoire de la République. Elle meurt à Paris le 17 mars 1956 d'une leucémie aiguë liée à son exposition au polonium et aux rayons X, la même maladie qui avait emporté sa mère.

• **Gambetta**

Le programme de rénovation urbaine « passage Clemenceau » sur le site de l'ancien Lycée Pierre Mendès-France va créer plusieurs voies.

Il est proposé de dénommer la voie principale traversant l'ensemble du projet et reliant l'Avenue Clemenceau à la rue des Orchidées :

Passage Clemenceau

~

Il est proposé de dénommer la place centrale du projet :

**Place Nathalie Sarraute
(1900-1999)
Ecrivaine et avocate**

Nathalie Sarraute, née Natalia Tcherniak à Ivanovo-Voznessensk en Russie, le 5 juillet 1900, morte à Paris le 19 octobre 1999, est une écrivaine française d'origine russe. Elle est l'une des figures du Nouveau roman à partir de la publication de *L'Ère du soupçon* en 1956.

~

Il est proposé de dénommer l'allée parallèle au Passage Clémenceau située du côté du Boulevard Berthelot :

**Allée Michel Soulas
(1940 -2016)
Homme Politique montpelliérain**

Né à Montpellier le 15 février 1940, Michel Soulas était un militant socialiste. Fidèle de Georges Frêche, il a été conseiller municipal de 1989 à 2001. Michel Soulas était un passionné d'histoire et un fin connaisseur de la dernière guerre mondiale. Socialiste dans l'âme et dans l'esprit, il lutta sans relâche contre toutes les formes de discrimination. Son histoire personnelle a croisé le chemin de Serge Klarsfeld et il fut présent aux côtés de Philippe Saurel lorsque, jeune conseiller général, il recevait aux archives départementales de l'Hérault l'avocat, alors membre de la mission Mattéoli sur la spoliation des biens juifs.

~

Il est proposé de dénommer l'autre allée parallèle au Passage Clémenceau située du côté de la rue Meyrueis :

**Allée Marie Sagnier
(1898-1996)
Juste Parmi les Nations**

Marie Sagnier est née à Saint-Pons-de-Mauchiens (Hérault) le 28 février 1898 dans une famille catholique. Marie Sagnier était responsable de l'internat d'un établissement pour jeunes filles à Murat (Cantal). Aidée de deux professeurs, Marthe Cambou et Alice Ferrières, elles sauvent et hébergent des enfants et des familles en danger envoyés par la résistance juive. Elles trouvent des refuges pour les familles dans des fermes montagnardes et accueillent une quinzaine d'enfants au sein même du pensionnat en leur faisant attribuer des noms d'emprunt. Le 27 octobre 1983, Yad Vashem lui a décerné le titre de Juste parmi les Nations.

~

Il est proposé de dénommer l'allée partant de cette dernière coupant le passage Clémenceau et l'Allée Michel Soulas :

**Allée Marguerite Duras
(1914-1996)
Femme de lettres et cinéaste française**

Marguerite Duras (nom de plume de Marguerite Donnadiou) est une écrivaine, dramaturge, scénariste et réalisatrice française, née le 4 avril 1914 à Gia Định (près de Saïgon), alors en Indochine française et morte le 3 mars 1996 à Paris. Par la diversité et la modernité de son œuvre, qui renouvelle le genre romanesque et bouscule les conventions théâtrales et cinématographiques, elle est une auteure importante de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, quelles que soient les critiques qui aient pu être adressées à ses œuvres. Elle sera distinguée par de nombreux prix avec notamment le prix Goncourt 1984 pour *l'Amant*.

~

Enfin, il est proposé de dénommer l'allée qui relie l'allée Marie Sagnier à l'allée Michel Soulas en passant par la place Nathalie Sarraute et le Passage Clémenceau :

**Allée Antoinette Fouque
(1936-2014)**

Psychanalyste et militante Féministe

Antoinette Fouque est une militante féministe et cofondatrice du Mouvement de Libération des Femmes, née le 1^{er} octobre 1936 à Marseille et morte le 20 février 2014 à Paris. Universitaire et docteur en sciences politiques, elle a également été députée au Parlement européen de 1994 à 1999. Psychanalyste, théoricienne majeure de la différence des sexes, elle a créé le groupe de recherche Psychanalyse et Politique (1968) et l'Institut de féminologie (1978), les éditions des femmes (1973), des librairies des femmes à Paris, Lyon et Marseille, des journaux et diverses ONG dont l'Alliance des Femmes pour la Démocratie.

QUARTIER HOPITAUX FACULTES

• **Aiguelongue**

Les espaces publics de la résidence Aiguelongue II d'ACM ont été rétrocédés à la collectivité. Afin de pouvoir identifier la placette au cœur de la résidence et notamment créer une place de stationnement PMR, il est proposé de la dénommer :

**Place Agatha Christie
(1890-1976)**

Ecrivaine Britannique

Agatha Christie, née Agatha Mary Clarissa Miller, est une femme de lettres anglaise, auteure de nombreux romans policiers. Son nom est associé à celui de ses deux héros : Hercule Poirot, détective professionnel, et Miss Marple, détective amateur. Agatha Christie fait partie des écrivains les plus connus au monde et elle est considérée comme l'auteure la plus lue de l'histoire chez les Anglo-Saxons, après William Shakespeare ; c'est aussi de très loin la plus traduite dans le monde. Elle a publié 66 romans, 154 nouvelles et 20 pièces de théâtre.

QUARTIER MOSSON

• **Parc 2000**

La ZAC Parc 2000 deuxième extension prévoit la création d'une voie qui desservira les lots situés à l'est de l'opération. Cette voie nouvelle partira de la rue du Pilory pour aboutir sur la rue Fabre de Saint Castor, au Sud du rond point Merce Cunningham.

Il est proposé de la dénommer :

**Rue Georges Séguy
(1927-2016)**

Syndicaliste et résistant

Georges Séguy est un homme politique, résistant et syndicaliste français, né le 16 mars 1927 à Toulouse et mort le 13 août 2016 à Amilly, à l'hôpital de Montargis. Apprenti imprimeur pendant l'occupation, il adhère aux Jeunesses communistes et il devient un des responsables d'un groupe des Francs-tireurs et partisans français. Arrêté puis déporté en camp de concentration, il sera libéré par les alliés en 1945. Membre du parti communiste, il intégrera le comité central puis le bureau politique du parti communiste. En parallèle, après avoir été membre du syndicat des cheminots toulousains, il deviendra secrétaire de la Fédération CGT des cheminots puis secrétaire général de la CGT.

QUARTIER PRES D'ARENES

• **Aiguerelles**

A l'occasion d'un permis de construire pour un logement collectif situé entre l'avenue du Pont Trinquat et l'Avenue Germaine Tillion, le chemin privé situé derrière le bâtiment des Douanes va être aménagé et permettra l'accès à plus de 80 logements. Il est proposé de le dénommer :

Mireille Laget

(1936-1986)
Historienne et pédagogue

Historienne. Agrégée d'histoire à 22 ans, Docteur en lettres (1980) ainsi que Maître-assistant à l'Université de Montpellier 3. A la suite de la publication de ses premiers travaux sur l'alphabétisation en Bas Languedoc après la Révocation, elle est devenue une historienne reconnue de la naissance et de la petite enfance. Mère de six enfants, elle menait tout de front : activités pédagogiques, recherches et même les orgues de la chapelle des Dominicains.

QUARTIER CROIX D'ARGENT

- Croix d'Argent

A l'occasion d'un permis de construire pour un logement collectif, la rue Lino Ventura est prolongée jusqu'à la rue Raimon de Trencavel.

QUARTIER Les Cévennes

- Pergola

A l'occasion de travaux de voirie destinés à permettre le désenclavement du quartier, l'Allée de la Gardiole est prolongée jusqu'à la rue de l'Oasis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à ces affaires.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2016 / 487**

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Attribution de subventions à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier soutient les associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire. Ces associations sont, compte tenu du contexte sociétal et économique précaire, fortement sollicitées et connaissent une augmentation croissante du nombre de leurs bénéficiaires.

La Ville rencontre quotidiennement ces associations agissant au plus près des publics en difficultés et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions.

Dans le cadre de la politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion menée par la Ville de Montpellier, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle aux associations ci-dessous.

Les associations bénéficiant de ce dispositif exceptionnel sont des associations œuvrant dans le champ de la solidarité et de la lutte contre les exclusions sur le territoire communal et bénéficiant à ce titre d'une subvention de fonctionnement.

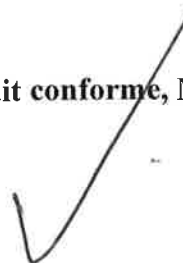
Associations	Montants
Banque Alimentaire de l'Hérault	10 000 €
Restaurants du Cœur	9 000 €
Secours Catholique	9 000 €
Secours Populaire Français	9 000 €
Société Saint Vincent de Paul	7 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale – ISSUE	5 000 €
L'Avitarelle	4 000 €
A Cœur Ouvert	2 500 €
Solidarité DOM TOM Hérault	2 500 €
Association Nationale Le Refuge – Délégation Montpellier	1 800 €
La Porte Ouverte	1 000 €
SOS SDF Les Amoureux de la Vie	700 €
Kalisi	500 €
Total	62 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions;
- de prélever ces sommes au budget 2017, sous réserve d'inscription des crédits au budget 2017, sur l'imputation : 6574/925/17564, pour un montant de 62 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),, représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de€ attribuée pour l'année 2017 par la Ville de Montpellier lors du, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Titulaire du compte:

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2017 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2017.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789
« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Théâtre Jean Vilar Convention de partenariat avec l'association Centre Culturel International Musique sans frontières

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier ambitionne que son théâtre municipal Jean Vilar offre une programmation variée et de qualité à destination du plus grand nombre, et plus particulièrement aux personnes les plus éloignées de la culture.

Le Bar du Théâtre, récemment rénové, représente un outil de proximité particulièrement adapté à la poursuite des objectifs d'ouverture vers le quartier. Il peut devenir un nouveau lieu de vie au cœur de la Mosson, grâce à l'association d'une activité conviviale et d'une offre culturelle inventée spécifiquement avec et pour les habitants.

Il est ainsi souhaité la construction d'une programmation artistique et d'actions culturelles en collaboration avec des acteurs associatifs de la Paillade, au sein de cet espace.

L'association Musique Sans Frontières, installée depuis 2007 dans le quartier de la Mosson, anime un centre culturel international ouvert à tous où une attention particulière est apportée aux jeunes et aux plus démunis. Elle promeut la diversité des cultures du monde à travers la création artistique, développe la curiosité et la bienveillance à l'égard de l'autre, la solidarité et le goût du « faire ensemble ».

Une équipe pluridisciplinaire et multiculturelle d'artistes, de médiateurs et d'intervenants conduit des actions de médiation, d'information et d'accompagnement. Elle est soutenue par la Ville au titre du contrat de Ville et de la cohésion sociale, au titre de ses interventions sur les temps périscolaires et de la réussite éducative, et au titre de l'aide au fonctionnement des associations culturelles. L'association propose spécifiquement en cohérence avec les objectifs des deux parties, plusieurs interventions artistiques dans le bar du Théâtre : des concerts pédagogiques à destination des élèves scolarisés sur le quartier, des soirées conviviales d'échanges et de découvertes, des concerts de musique du monde.

La Ville de Montpellier souhaite donc soutenir cette association portant un projet adapté à ses exigences de lien social et à ses objectifs de revalorisation du quartier prioritaire de la Mosson.

Il est en conséquence, et sous réserve de la signature de la convention de partenariat annexée à la présente délibération, proposé le versement d'une subvention de la Ville de Montpellier à hauteur de 9 500 €, somme correspondant aux dépenses liées au projet et prises en charge par l'association: cachets des artistes, salaires des intervenants, mise à disposition d'instruments de musique, frais techniques et logistiques. Ce montant s'inscrit dans un projet plus vaste d'animations organisées par le théâtre Jean Vilar au sein du bar du théâtre, pour un montant total de 30 000 € au titre des crédits « Politique de la Ville ».

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat avec l'association Musique Sans Frontières,
- D'attribuer une subvention d'un montant de 9 500 € à l'association,
- De dire que la dépense sera inscrite au budget de la Ville, fonction 923,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER
ET

L'ASSOCIATION CENTRE CULTUREL INTERNATIONAL MUSIQUE SANS FRONTIERES

Entre les soussignés

La Ville de Montpellier, N° Siret : 213 401 722 017 87 code APE : 8411Z, domiciliée 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014, Licence d'entrepreneur de spectacles : 1 – 108 22 19 ; 2 - 108 22 34 ; 3 – 108 22 35, N° de TVA intracommunautaire : FR 37213401722, désignée ci-après par le terme "La Ville" d'une part,

et

Centre Culturel International Musique Sans Frontières (CCI-MSF)
Numéro Siret : 392381 - Code APE : 9001Z
Licences d'entrepreneur de spectacles : 2-1082322 ; 3-1082323
N° de TVA intracommunautaire : *TVA non applicable ou exonérée, article 293 B du CGI*
domiciliée à : 164 rue de Saragosse, square Jupiter 34080 Montpellier
et représentée par Viviane MAURI en qualité de présidente,
ci-après dénommée "L'association " d'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

1°/ Le théâtre municipal de Montpellier a pour missions :

- d'offrir au plus grand nombre une programmation culturelle variée et de qualité,
- de soutenir et d'accompagner les équipes artistiques locales,
- de favoriser les échanges entre artistes et habitants afin de favoriser l'attraction de nouveaux publics issus du quartier de la Mosson.

Le Bar du théâtre, récemment rénové, représente un outil de proximité particulièrement adapté à la poursuite de ces objectifs d'ouverture vers le quartier. Il peut devenir un nouveau lieu de vie au cœur du quartier, grâce à l'association d'une activité conviviale et d'une offre culturelle inventée spécifiquement avec et pour les habitants.

2°/ L'association Musique Sans Frontières a pour but de promouvoir les cultures du monde à travers la création artistique, de développer la curiosité et la bienveillance à l'égard de l'autre et de promouvoir la diversité, la solidarité et le goût du « faire ensemble ». Installée depuis 2007, dans le quartier de la Mosson, elle anime un centre culturel international ouvert à tous où une attention particulière est apportée aux jeunes et aux plus démunis. Une équipe pluridisciplinaire et multiculturelle d'artistes, de médiateurs et d'intervenants conduit des actions de médiation, d'information et d'accompagnement. Elle est soutenue par la Ville au titre du contrat de Ville et de la cohésion sociale, au titre de ses interventions sur les temps périscolaires et de la réussite éducative, et au titre de l'aide au fonctionnement des associations culturelles.

3°/ L'association propose également en cohérence avec les objectifs des deux parties, plusieurs interventions artistiques dans le bar du Théâtre : des concerts pédagogiques à destination des élèves scolarisés sur le quartier, des soirées conviviales d'échanges et de découvertes, des concerts de musique du monde. La Ville de Montpellier souhaite soutenir cette association portant un projet adapté à ses exigences de lien social et à ses objectifs de revalorisation du quartier prioritaire de la Mosson.

C'est dans ce cadre que les parties ont décidé de collaborer.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Dans le cadre de l'action menée par l'association Musique sans Frontières au Théâtre Jean Vilar, durant la saison 2016/2017, la Ville de Montpellier apporte un soutien au projet suivant :

La mise en œuvre de 2 concerts pédagogiques répartis en quatre séances :

Le premier concert pédagogique s'attachera à présenter les musiques anciennes d'orient et d'occident et leurs nombreux points communs.

Le second abordera la musique arabo andalouse de l'ensemble El Meya, en collaboration avec l'école de musique de Tlece, En Nadha.

Les séances du matin (10h30) seront à destination des élèves de primaires et largement ouvertes aux parents accompagnateurs. Celles de l'après-midi (14h30) mélangeront collégiens et élèves de l'Ecole de la Deuxième Chance.

L'organisation de 3 soirées « échanges et découvertes » :

Ces soirées chaleureuses et informelles s'adressent à toutes celles et ceux qui désirent se rencontrer, échanger et partager un moment de convivialité autour des arts : musique, danse, théâtre, conte, arts de la rue, cinéma, vidéo, photographie, création multimédia, arts plastiques. Débutant traditionnellement par un repas partagé auquel chaque participant est invité à apporter sa contribution, elles sont l'occasion pour le public de découvrir le talent des artistes amateurs et professionnels qui s'y produisent, enfants comme adultes, de toutes cultures et de toutes provenances. Les soirées « échanges et découvertes » sont un élément fédérateur riche, un moment de partage culturel.

L'organisation de 3 concerts de musique du monde :

Ces concerts, où la proximité et l'écoute sont privilégiés, chercheront à se rapprocher d'une diffusion la plus acoustique possible. La programmation cherchera à diffuser des groupes ou artistes tels que *New Orleans Gospel Quartet*, *Brasilia Jazz Quintet*, *Asswatte* ou *Max Grèze*. Les concerts se dérouleront sur trois samedi à 20h afin de répondre au manque d'activités sur le week-end dans le quartier.

L'ensemble des propositions ci-dessus énoncées sera en accès gratuit dans la limite des places disponibles.

ARTICLE 2 : Engagements de La Ville de Montpellier

2.1 Afin de soutenir l'association dans la réalisation de son projet, La Ville s'engage à lui mettre gracieusement à disposition l'espace bar du Théâtre Jean Vilar pour la réalisation du projet tel que défini à l'article 1. Le calendrier et le planning d'occupation se feront d'un commun accord entre les parties.

2.2 La Ville mettra à disposition le matériel et le personnel technique nécessaires à son lieu en état de marche conformément à sa fiche technique, jointe en annexe. Tout matériel ou personnel supplémentaire sera à la charge de l'association.

2.3 La Ville mettra en place un dispositif de sécurité uniquement pour les soirées, composé de deux agents de surveillance à l'intérieur du théâtre et en assumera le coût.

2.4 La Ville apportera un soutien financier de 9 500 € versé au compte de l'association dès notification de la présente convention.

2.5 La Ville pourra diffuser une présentation du partenariat, objet de la présente Convention et différentes actualités relatives au projet sur ses différents supports de communication internes et externes.

2.6 Il est précisé, de convention expresse, que la responsabilité de la Ville est limitée au soutien apporté à l'association dans les conditions définies au présent article. L'association conserve en conséquence l'entière responsabilité de la réalisation du projet ainsi que, dans cette perspective, de la relation entretenue avec tout fournisseur, partenaire ou tout autre tiers intervenant dans ce cadre.

ARTICLE 3 : Engagement de l'association Musique sans Frontières

3.1 l'association déclare avoir déposé et sollicité auprès des autorités administratives compétentes, toutes autorisations nécessaires pour l'organisation des activités énoncées dans l'article 1.

3.2 l'association acquittera exactement les impôts, taxes et contributions diverses, ainsi que les frais dont elle serait redevable envers toute personne ou organisme en raison de ses soirées. Elle doit par ailleurs respecter la réglementation de la propriété littéraire et artistique, et notamment conclure tous accords préalables avec les organismes intéressés, en particulier les sociétés de droits d'auteur, et régler les droits et les taxes qui pourraient être dus à ces organismes.

3.3 l'association s'engage à respecter la législation sociale en sa qualité d'employeur et déclare être régulièrement affiliée à tous les organismes sociaux existants et être en règle avec lesdits organismes.

3.4 L'association s'engage à produire un compte rendu financier des actions menées.

3.5 l'association s'engage à respecter les normes et consignes de sécurité du lieu et s'engage particulièrement à respecter la jauge du bar du Théâtre Jean Vilar fixée à 135 places assis/debout.

3.6 L'association déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant les dommages pouvant advenir du fait de son activité, tant aux biens qu'aux personnes.

3.7 L'association s'engage à faire apparaître sur tous ses documents de communication relatifs à l'objet du projet ci-dessus décrit la mention « en partenariat avec la Ville de Montpellier, Théâtre Jean Vilar » et à apposer le logo de la Ville de Montpellier sur tous les documents matériels et immatériels liés au projet. Dans tous les cas, l'association s'engage à faire état du soutien de la Ville de Montpellier et du Théâtre Jean Vilar au-delà des publications et supports de communication au cours de colloques, réunions, séminaires, en relation avec le projet.

ARTICLE 4 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour 12 mois à compter de sa date de signature. Toutefois, dans l'hypothèse où, pour quelque cause ou motif que ce soit, le projet n'aurait pu aboutir à cette date, la présente Convention pourra, d'un commun accord entre les parties, être prorogée par voie d'avenant, dans les conditions ci-après définies à l'article 7.2

ARTICLE 5 : Evaluation du partenariat

Au terme de la Convention, Musique sans frontière et le Théâtre Jean Vilar établiront un rapport commun de 1 à 2 pages, synthétisant le bilan qualitatif et quantitatif des actions menées sur la durée du partenariat et les perspectives que celles-ci auront ouvertes. Ce rapport fera également le bilan des actions de communication menées dans le cadre du partenariat.

ARTICLE 6 : Confidentialité et secret professionnel

Hormis dans le cadre des actions de communication réalisées dans le cadre du projet, les parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

ARTICLE 7 : Résiliation - Révision

7.1 En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant, ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des parties de trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

7.2 La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

ARTICLE 8 : Sanctions

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de La Ville, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 L'Administration informe l'association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : Litiges

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. A défaut, les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Montpellier, le

Pour Monsieur le Maire et par délégation
L'Adjointe déléguée à la Culture
Sonia KERANGUEVEN

Pour Musique Sans Frontières,
La Présidente
Viviane MAURI

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Chapelle de l'Œuvre de la Miséricorde : restauration du tableau de la Sainte Famille avec saint Jean-Baptiste et sainte Anne de Reynaud Levieux (1613-1699)

Convention d'accueil de l'œuvre dans les ateliers de restauration du Centre Interdisciplinaire de Conservation et de Restauration du Patrimoine « Belle de Mai »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La chapelle de l'Œuvre de la Miséricorde recèle l'unique témoignage de l'activité du peintre nîmois Reynaud Levieux à Montpellier, où il a séjourné de 1647 à 1649 à son retour de Rome.

La restauration de ce tableau et de son cadre, propriété de la compagnie des Filles de la Charité et dont la Ville de Montpellier est affectataire (délibération n°2009/349 du 27 juillet 2009 portant approbation de la convention de dépôt) fait partie du programme de travaux lancé dans le cadre du plan-objet en 2016. En effet, cette œuvre, classée au titre des Monuments historiques le 17 février 1995, nécessite d'être restaurée (cadre et châssis fragilisés par une attaque d'insectes xylophages, toile distendue, soulèvement et lacunes de la couche picturale, fort empoussièrement).

Conformément à l'article 2 de la convention, la Ville de Montpellier doit en assurer l'entretien, la conservation et la protection.

Le Centre Interdisciplinaire de Conservation et de Restauration du Patrimoine « Belle de Mai » (CICRP), siégeant à Marseille, intervient dans la restauration du patrimoine culturel protégé au titre des Monuments historiques. Il dispose d'une équipe et de matériel scientifiques permettant d'effectuer les études préalables à la restauration de l'œuvre (imagerie scientifique et documentaire, radiographie, analyses des pigments) et d'accueillir le restaurateur Hervé Giocanti de l'atelier Lazulum, titulaire du marché de restauration 6B0069 lot 2.

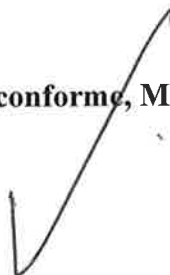
Le montant des frais engagés par le CICRP est estimé à 4 253,25 € TTC. Cette somme sera prélevée sur les crédits annuels 2017 prévus au budget de la Ville pour la réalisation de la convention plan-objet, fonction 903 et 923.

Compte tenu de la qualité picturale remarquable de cette œuvre et de son état de dégradation, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention d'accueil d'œuvre dans les ateliers de restauration du CICRP « Belle de Mai » à Marseille ci-annexée,
- d'autoriser l'inscription des dépenses correspondantes au budget de la Ville, sur les imputations précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

CONVENTION D'ACCUEIL D'ŒUVRE DANS LES ATELIERS DE RESTAURATION Montpellier, Chapelle de la Miséricorde 2017

Entre :

L'affectataire de l'œuvre, la **Ville de Montpellier**,
Représentée par Monsieur **Philippe Saurel**, son Maire en exercice, agissant en vertu de la délibération du 15 décembre 2016

Adresse : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2
pour la **Chapelle de la Miséricorde**,
Appelé ci-après le maître d'ouvrage.

D'une part,

ET :

Le CICRP

Représenté par Monsieur Roland May, directeur,

D'autre part

Par la présente convention, le maître d'ouvrage confie au CICRP l'accueil dans ses ateliers de l'œuvre picturale de Reynaud Levieux, *La Sainte Famille avec saint Jean-Baptiste et sainte Anne* 1648, Classé MH, 134.3 x 134.5 cm, valeur d'assurance 200 000 € pendant la totalité de la campagne de restauration.

La présente convention définit les procédures des opérations et les relations entre les différents acteurs de ces opérations au sein des locaux du CICRP, dans le respect du Code du Patrimoine et dans le cadre des missions et des statuts de l'institution.

Chapitre I : Modalités scientifiques et techniques d'admission et de suivi

Art. 1 Protocole d'intervention

Le CICRP et Christine Feuillas, responsable de l'œuvre auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine Ville de Montpellier, conseillée par Hélène Palouzié de la DRAC Occitanie, établissent le protocole d'intervention suivant :

Arrivée de l'œuvre au CICRP au début du mois de janvier 2017.

- Imagerie scientifique et documentaire et radiographie préalables à la restauration de l'œuvre
- Analyses de pigments et emploi d'autres méthodes non destructrices en vue d'une connaissance approfondie des matériaux du peintre.
- Restauration par Hervé Giocanti et Stéphanie Vialle de l'atelier *Lazulum* -- l'intervention de Bénédicte Streit de l'atelier *Il Dito magico* 'encadrement et dorure, ne pourra être réalisé dans les ateliers du CICRP --

Départ de l'œuvre restaurée courant décembre 2017.

Réunions de début et fin des travaux : La responsable de l'œuvre auprès de la DCP devra prendre l'attache du Responsable du pôle scientifique et des ateliers pour les nécessaires réunions de début et fin des travaux ; d'autres rencontres pourront avoir lieu en fonction des besoins de l'équipe de restauration.

Art. 2 Déroulement des opérations

Le déroulement des opérations est établi par le protocole d'intervention.

Toute modification sur le déroulement des opérations doit faire l'objet d'une concertation entre les différents acteurs. Elle sera, après accord, transmise au maître d'ouvrage pour validation par écrit et pourra faire l'objet le cas échéant d'un avenant à la présente convention. Lequel mentionnera notamment la nature des modifications et leur incidence financière (cf. chapitre II, art.1)

Art. 3 La responsabilité des acteurs

Le maître d'ouvrage se charge de faire assurer les œuvres pendant leur transport (arrivée et départ) et établit le constat d'état contradictoire à l'arrivée comme au départ des œuvres en présence d'un membre du CICRP et du régisseur à l'arrivée et, au départ du CICRP, des restaurateurs chargés de l'opération.

Le CICRP assure le suivi de l'intervention en liaison avec le responsable de collection. Il en garantit les bonnes conditions matérielles et scientifiques. Il assure l'œuvre accueillie dans les ateliers. Le CICRP est seul habilité à réaliser ou faire réaliser les examens scientifiques en concertation avec le responsable de collections

Art. 4 Clôture de l'intervention

Le CICRP conserve un dossier avec les pièces originales (prélèvements, imagerie scientifique...) dont il est propriétaire. Le Ville de Montpellier autorise le CICRP, sauf notification contraire, à communiquer ce dossier scientifique à un public spécialisé.

Toute diffusion extérieure – publication, exposition... – qui pourrait être menée par le CICRP se fera dans le respect de la propriété intellectuelle en sollicitant les personnes concernées : propriétaire des œuvres.

Toute diffusion de la part du propriétaire ou de l'affectataire des œuvres concernant les opérations ayant eu lieu dans les ateliers du CICRP devra mentionner : « avec l'assistance du CICRP ». Les documents établis par le CICRP ne pourront être repris in extenso : leurs résultats devront être réélaborés et imputés à leur auteur (CICRP – nom du spécialiste).

Plus généralement, chacune des parties s'engage à se conformer à la législation en vigueur (articles L. 122, du Code de la propriété intellectuelle).

Le CICRP informe le responsable des collections au moins 15 jours avant la date d'enlèvement prévu dans le protocole. Si le maître d'ouvrage ne retire pas les œuvres du CICRP à la date convenue, il s'acquittera du coût des primes d'assurance à partir de la date prévue de l'enlèvement augmenté d'une indemnité forfaitaire de 15 euros par jour.

Art. 5 Modification du protocole d'intervention

Dans le cas où un événement imprévu modifie le déroulement de l'opération visée aux chapitre I, article 2, 3 et 4, le CICRP en informe le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage fait part de son accord par écrit. Le cas échéant, un avenant à la présente convention est établi, notamment pour réactualiser le montant des frais engagés par le CICRP.

En cas de modification du planning, le maître d'ouvrage ne doit en aucun cas le remboursement de frais pour des prolongations d'hébergement d'œuvres dont les causes ne lui sont pas imputables.

Tout nouvel examen ou documentation complémentaire non prévu au protocole devra recevoir l'accord du maître d'ouvrage. Le surcoût sera acquitté par ses soins conformément au chapitre II, article 2.

Chapitre II : Modalités économiques

Art. 1 Estimation des frais

Au vu du protocole d'intervention et selon les termes du Règlement de participation financière du CICRP, un coût des frais engagés par le CICRP est estimé à 4525.52 €.

Art. 2 Engagement

Le maître d'ouvrage s'engage à s'acquitter auprès du CICRP les frais mentionnés au chapitre II, article 1.

L'estimation des frais n° 2016/42 (ci-joint en annexe) est dûment signé par le maître d'ouvrage ou son représentant dûment habilité et portant la mention « lu et approuvé ».

Le maître d'ouvrage s'engage à s'acquitter auprès du CICRP de tout surcoût lié à une modification du protocole (cf. chapitre I, article 5)

Chapitre III : Résiliation

En cas de non respect des clauses de la présente convention par le maître d'ouvrage, le CICRP se réserve le droit de faire rapatrier les œuvres à la charge de la maîtrise d'ouvrage sans aucune forme de dédit ou d'indemnités et de réclamer des pénalités financières selon le cas.

Chapitre IV : Durée

La présente convention est valable jusqu'au 31 décembre 2017.

Fait à Marseille, en trois exemplaires, le

Pour **la Ville de Montpellier**,
Le Maire ou son représentant dûment habilité

Pour le CICRP
Le Directeur

Roland MAY

Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine « Belle de Mai »

roland.may@cicrp.fr, Directeur ; jean.fouace@cicrp.fr responsable du pôle scientifique ;

elisabeth.paraillous@cicrp.fr, coordinatrice administrative et juridique ;

21, rue Guibal F-13003 Marseille / Tél. 33 (0) 4.91.08.23.39 – Fax : 33 (0) 4.91.08.88.64

27

Annexe 1



Les visites dites de cadrage n'étant pas apparentées à une intervention proprement dite, (il s'agit d'évaluer la nature de la demande faite au C.I.C.R.P.) sont exonérées de chiffrage. Toutefois, en dehors de la Région PACA, elles ne pourront excéder une journée sans autorisation préalable du directeur et donneront lieu à des remboursements ou à la prise en charge des transports et des défraiements (lorsque ces derniers excèdent 200 €) par le demandeur, en dehors de la Région PACA.

Participation financière, modalités 2017 N° Dossier : 2016 / 42

Demandeur : Ville de Montpellier

Service: Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine-Marseille

Adresse : 21 rue Guibal 13003 Marseille

téléphone :

Agents :

Objet : restauration du tableau de R. Levieux de la chapelle de la Miséricorde

Poste 1	Objet		Montant
Conseils	Forfait assistance	simple : 750 € - complexe : 1500 €	- €
	Forfait études	Niveau 1 : 2000 € - Niveau 2 : 3000 €	- €
Assistance	Imagerie scientifique mobile	500 €/jour	- €
	Divers		- €
	Transport	1 mission 2 jours SNCF / Avion - Frais réels	- €
	Défraiements	Repas : 3 16 €	- €
		Nuitée 1 Frais réels	- €
	Total		- €
Poste 2	Objet		Montant
Accueil	Séjour des œuvres	Voir tableau	2 000,00 €
	Dossier d'imagerie scientifique	500 € / œuvre	500,00 €
	Radio	Sur Devis	290,88 €
pour	Etudes préalables	Niveau 1 : 1000 € / Niveau 2 : 1500 € / Niveau 3 : 3000 €	1 000,00 €
	Etudes complémentaires en cours de restauration	1 000 € / œuvre	- €
Etudes	Mouvement des œuvres hors norme (+ de 100 kg ou dimension > à 3,50 m)	500 € / œuvre	- €
	Primes d'assurance		144,36 €
	Frais de structure	15%	590,29 €
ou Restauration	Total		4 525,52 €
Poste 3	Objet		Montant
	Pénalités de retard	15 €/jour/œuvre	- €
	Rupture de convention	11 €/jour/œuvre	- €
	Primes d'assurances		- €
	Total		- €
Total Général			4 525,52 €
	1 à 3 œuvres	4 à 10 œuvres	> 10 œuvres
3 mois	500 €	150 € / œuvre	130 € / œuvre
6 mois	1 000 €	200 € / œuvre	180 € / œuvre
9 mois	1 500 €	300 € / œuvre	270 € / œuvre
12 mois	2 000 €	400 € / œuvre	370 € / œuvre
> 12 mois par trimestre supplémentaire	300 € / œuvre	150 € / œuvre	90 € / œuvre

* Pour les œuvres graphiques, se référer à la case "1 à 3 œuvres" pour l'ensemble du lot exceptées les œuvres complexes ou de grand format.

* Les collectivités publiques de la Région Paca sont exemptées des postes 1 et 2, hormis les pénalités de retard et la

à régler en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom de :

GIP C.I.C.R.P. BELLE DE MAI 21 RUE GUIBAL 13003 MARSEILLE

Code banque 1 0 0 7 1 Code guichet 1 3 0 0 0 N° de compte 0 0 0 1 0 0 5 8 2 5

Libellé établissement bancaire T P M A R S E I L L E T R E S O R G A L E

Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine « Belle de Mai »

roland.may@cicrp.fr, directeur ;

elisabeth.parailous@cicrp.fr, coordinatrice administrative et juridique ;

21, rue Guibal F-13003 Marseille / Tél. 33 (0) 4.91.08.26.47 – Fax : 33 (0) 4.91.08.88.64

Annexe 2
FICHE TIERS

Raison Sociale

C	I	C	R	P															
---	---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Nature juridique

G	I	P																	
---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Adresse n° et rue

2	1		R	U	E		G	U	I	B	A	L							
---	---	--	---	---	---	--	---	---	---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--

Code Postal

1	3	0	0	3
---	---	---	---	---

 Ville

M	A	R	S	E	I	L	L	E						
---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	--	--	--	--	--

N° de téléphone

0	4	9	1	0	8	2	3	4	2
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

 N° de Fax

0	4	9	1	0	8	8	8	6	4
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

SIRET

1	8	1	3	3	7	1	4	8	0	0	0	1	7
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

 APE

7	5	1	C
---	---	---	---

Activité Principale Exercée (APE) 8412Z - Administration publique (tutelle) de la santé, de la formation, de la culture et des services sociaux, autre que sécurité sociale

SIREN

1	8	1	3	3	7	1	4	8					
---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	--	--	--	--

 Ville

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Nota Bene **Le CICRP n'est pas assujetti à la TVA article 256 B du code général des impôts**

Domiciliations bancaires
GIP CICRP BELLE DE MAI
19 21 RUE GUIBAL
13003 MARSEILLE

Code banque

1	0	0	7	1
---	---	---	---	---

 Code guichet

1	3	0	0	0
---	---	---	---	---

 N° de compte

0	0	0	0	1	0	0	5	8	2	5			
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	--	--

Clé RIB

			2	9															
--	--	--	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Libellé établissement bancaire

T	P	M	A	R	S	E	I	L	L	E		T	R	E	S	O	R		G	A	L	E
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	---	---	---	---	---	---	--	---	---	---	---

IBAN

FR76	1007	1130	0000	0010	0582	529	TRPUFRP1	BIC						
------	------	------	------	------	------	-----	----------	-----	--	--	--	--	--	--

Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine « Belle de Mai »

roland.may@cicrp.fr, Directeur ; jean.fouace@cicrp.fr responsable du pôle scientifique ;

elisabeth.parailous@cicrp.fr, coordinatrice administrative et juridique ;

21, rue Guibal F-13003 Marseille / Tél. 33 (0) 4.91.08.23.39 – Fax : 33 (0) 4.91.08.88.64

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Agora des Savoirs saison 8 Partenariat Radio Pays d'Hérault

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la diffusion des conférences de l'Agora des Savoirs sur les ondes radiophoniques, en complément du partenariat historique avec la radio associative Divergence FM, il est proposé un partenariat avec la radio Radio Pays d'Hérault.

Créée en 1986, Radio Pays d'Hérault compte plusieurs milliers d'auditeurs quotidiens et émet sur un territoire touchant les alentours de Pézenas, Lodève et Clermont-l'Hérault. En plus de 3 directs quotidiens et d'une riche programmation, RPH produit l'émission « Allez savoir » qui rassemble et diffuse des conférences et des débats autour de thèmes variés, organisés sur l'ensemble du territoire départemental.

Dans le cadre de ce partenariat, dont les conditions sont précisées dans la convention jointe en annexe de la présente délibération, RPH diffusera sans contrepartie financière une sélection de conférences de la saison 8 de l'Agora des Savoirs dans le cadre de son émission « Allez savoir », à partir des contenus audio produits et montés par la Maison des Sciences de l'Homme. Cette diffusion permettra d'accroître encore l'audience de l'Agora des Savoirs.

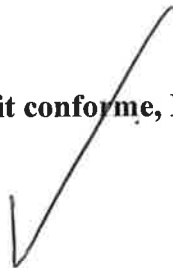
La Ville de Montpellier offrira une valorisation à Radio Pays d'Hérault en faisant figurer son logo sur les différents supports de communication de l'Agora des Savoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver ce partenariat et la convention de partenariat annexée à la présente délibération.
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer toutes les conventions et documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



Agora des Savoirs 2016-2017 – Saison 8
CONVENTION DE PARTENARIAT
DIFFUSION DE CONFÉRENCES AU FORMAT RADIOPHONIQUE

Entre les soussignés :

La Ville de Montpellier,

Hôtel de Ville de Montpellier, 1 Place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2

Téléphone: 04 34 88 76 68 Fax: 04 99 58 87 66

N° SIRET : 213 401 72 20 1787 Code APE : 8411Z

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Ci après dénommée « La Ville de Montpellier »,

La Communauté d'Universités et Établissements « Languedoc-Roussillon Universités »,

163 rue Auguste Broussonnet 34090 Montpellier,

Établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Représentée par son Administrateur provisoire, Monsieur Emmanuel ROUX,

Agissant pour le compte de la **Maison des Sciences et de l'Homme de Montpellier**,

Groupement d'Intérêt Scientifique, situé 17 rue l'Abbé-de-l'Épée 34090 Montpellier,

Représentée par son directeur Monsieur Frédéric ROUSSEAU,

ci-après dénommés «**COMUE-LR- MSH-M**»,

Ouverture et communication – RPH Sud,

Rue Aspiran Lebaron, 34 530 Montagnac,

Radio associative,

Représentée par Emmanuelle Rubiella-Esclafit, sa présidente,

ci-après dénommée « **RPH** »,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La Ville de Montpellier organise l'Agora des Savoirs, cycle de conférences gratuites les mercredis soirs de novembre à mai hors vacances scolaires. La saison 8 proposera 22 conférences sur le thème « Par-delà les frontières », du mercredi 2 novembre 2016 au mercredi 10 mai 2017.

La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier réalise la captation, le montage et la diffusion des conférences.

RPH produit l'émission « Allez savoir » qui rassemble et diffuse des conférences et des débats autour de thèmes variés, organisés sur l'ensemble du territoire départemental.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les relations entre la Ville de Montpellier, la MSH-M et RPH dans le cadre de la diffusion de conférences de l'Agora des Savoirs. RPH diffusera une sélection de conférences de la saison 8 de l'Agora des Savoirs dans le cadre de son émission « Allez savoir », à partir des contenus audio produits et montés par la MSH. Cette diffusion permettra d'accroître encore l'audience de l'Agora des Savoirs.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville de Montpellier s'engage :

- à fournir à RPH, en amont de la première conférence le calendrier complet des conférences comprenant le nom des conférenciers, le titre de leur conférence.
- à valoriser le partenariat en faisant figurer le logo de RPH sur son site internet et sur le programme papier de la saison 8 de l'Agora des Savoirs en cas de réimpression.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA MSH-MM

La MSH-M s'engage :

- à mettre à disposition, en ligne, le fichier vidéo des conférences, sous la licence Creative Commons « Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 2.0 France ».

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE RPH

RPH s'engage :

- à ne pas utiliser les conférences de l'Agora des Savoirs à des fins commerciales.
- à inclure, lors de chaque diffusion de conférence, la mention orale systématique des producteurs à savoir la Ville de Montpellier d'une part, et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier d'autre part, ainsi que le contexte d'enregistrement à savoir : l'Agora des Savoirs, saison 8.
- à faire apparaître en ligne, sur la page présentant les conférences, les producteurs ainsi que leurs logos, le contexte d'enregistrement ainsi que l'adresse mail du site de la Ville de Montpellier, rubrique Agora des Savoirs : <http://www.montpellier.fr/3806-savoirs.htm>
- à ne pas monter ou modifier les propos du conférencier enregistrés.
- RPH n'a pas d'obligation de résultat en terme d'audience.
- Les émissions seront diffusées les 1^{er} et 3^{ème} mardis du mois, à 21h, et rediffusés le samedi suivant à 15h sauf en cas de modification exceptionnelles.

ARTICLE 5 – RÉGLEMENT

Ce partenariat n'engendre aucun financement.

ARTICLE 5 – DURÉE

La présente convention est conclue pour une année à compter de sa signature.

ARTICLE 6 – LITIGES

La présente convention sera interprétée selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable. À défaut, les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.

Fait en quatre exemplaires originaux.
À Montpellier, le

La Maison des Sciences de l'Homme de
Montpellier
Frédéric Rousseau
Directeur

Pour la COMUE Languedoc-Roussillon
Universités
Emmanuel Roux
Administrateur Provisoire

Pour RPH
Emmanuelle Rubiella-Esclafit
Présidente de l'association

Pour la Ville de Montpellier
Philippe Saurel
Maire de Montpellier
Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Culture et Patrimoine

Attribution de subvention à des associations culturelles

Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Culture pluri disciplinaires et spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution d'une subvention à l'association Nouveau Sainte-Anne pour les différentes animations du quartier qu'elle propose.

Code de l'association	Nom de l'association	Nature	Montant

	SPECTACLE VIVANT - Musique		
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	Projet	3500

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention à l'association telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention type le cas échéant ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour les manifestations et pour un montant de 3 500 € ;
- D'approuver la conventions type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 70 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 697 600 € au titre de l'exercice 2017.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
80	Les Amis du Musée Fabre	F	4 000
200	Objectif Image Montpellier Photo	F	1 900
771	Champ Libre	P	7 000
1659	La Sphère Oblik	F	500
2081	Clap'Arts	P	1 500
69760 05037	Transit Collectif	P	4 000
5149	Les Briscarts	F	1 500
5238	Les Galeries de Montpellier	P	6 500
5567	Artothèque à Montpellier	F	500
6535	Association Line Up	F	800
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
29	Montpellier Contacts- Radio Clapas	F	8 000
38	Radio Aviva 88 FM	F	8 000
48	FM Plus Asso Protestante de Radio-Télévision	F	8 000
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier CINEMED	F	267 600
307	RCF Maguelone Hérault	F	8 000
491	Son e Resson	F	8 000
992	Le Camescope Apprivoisé-Vidéastes amateurs	F	800
1171	So Bollywood Montpellier	P	1 000
1215	Croqu'Oreilles Divergence	F	8 000
1281	Kaïna	F	4 000
1281	Kaïna	P	4 000
1919	Association pour le Développement d'un Outil Radiophonique Etudia - ADOREM	F	8 000
4283	L'Eko des Garrigues	F	8 000
5095	Les Chiens Andalous	P	3 500
5154	C'est Rare Film	P	2 000
	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	F	4 500
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	P	2 000
5358	Association des Cafés Géographiques de Montpellier	F	500
	LIVRE		
130	Friends of the Anglophone Library	F	400
511	Association Méridiane	F	800
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	F	17 000
1973	Association des Amis du Grain des Mots	F	900
2242	L'oiseau Lyre	P	500

3022	Revue Souffles - Les Ecrivains Méditerranéens	F	800
3064	Lâche les Mots	F	900
5386	Graphie	F	500
5386	Graphie	P	1 000
PATRIMOINE			
184	Escola dau Paratge de Montpelhiér	F	900
227	Théâtre Talhers Production la Rampe TIO	F	10 000
500	Cercle Occitan de Montpellier	F	1 200
783	Centre Communautaire et Culturel Juif	F	31 000
1246	Amistats Max Rouquette	F	3 800
1969	Institut Protestant de Théologie	F	1 800
2113	Atelier de Recherche Théâtrale - Art Cie	F	7 000
2119	Centre Lacordaire	F	9 000
2265	Association Culturelle des Bèrbères de Kabylie	P	2 700
2732	Cercle Algérieniste de Montpellier	F	500
3403	Association Internationale Saint Roch de Montpellier	P	3 000
3636	Association Montpelliéraine pour un Judaïsme Humaniste et Laïque	P	800
3930	La Bourréio del Clapas	F	1 200
4478	Identités et Partage	P	500
4527	Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide	F	40 000
4544	Chœur Occitan de Montpellier Nadalenca	F	900
4573	Atelier de Rencontre et de Recherche comparative en Ethnologie	F	700
5055	Lo Talhier Parlar - Centre Formacio Professionala Occican	F	3 500
5192	Association Recherche Enseignement Langues anciennes Montpellier	P	500
5432	Inter'Cal	P	1 000
PLURIDISCIPLINES			
4389	Association Régionale pour le Développement des Entreprises Culturelles - ARDEC	F	8 500
SPECTACLE VIVANT / Danse			
2432	Allons'Z'Enfants - Cie Didier Théron	F	20 000
3104	Etre en Scène	F	7 000
SPECTACLE VIVANT / Musique			
1902	Association du Nouveau Saint Anne	P	5 000
3745	Association Chrétiens et Cultures	P1	13 000
3745	Association Chrétiens et Cultures	P2	15 000
4953	L'Arc en Ciel des Faubourgs	P	14 000
4955	Musiques sans Frontières	F	15 000
6250	Montpellier Accordéon	P	6 000
SPECTACLE VIVANT / Théâtre			
1071	Université Paul Valéry Montpellier III	F	9 000
3283	Compagnie les Têtes de Bois	F	4 000
3283	Compagnie les Têtes de Bois	P	4 000
3845	Centre des Arts du Cirque Balthazar	F	15 000
4214	U Structure Nouvelle	F	7 500
4364	Exit Compagnie	F	6 700

4812	Compagnie Adesso e Sempre	F	10 000
4937	Compagnie Tire pas la Nappe	F	7 000
5109	Compagnie de l'Astrolabe	F	6 000
	TOTAL		697 600


Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement, des conventions types et spécifiques le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 697 600 € ;

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016

D'une part,

Et :

L'association Festival International du Cinéma Méditerranéen représentée par Aurélie FILIPPETTI, Présidente.

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les financements, leurs affectations ainsi que l'ensemble des moyens et avantages en nature accordés par la Ville; de préciser les modalités de règlement des subventions; les modalités d'intervention et le soutien de la Ville de Montpellier en terme de communication ; les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires.

Pour la mise en œuvre de ses projets, l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen a sollicité auprès de la Ville de Montpellier une subvention de 267 600 euros pour son fonctionnement.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

La Ville de Montpellier accorde à l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen une subvention de 267 600 euros pour :

- l'organisation du festival Cinémed,
- les journées professionnelles Cinémed
- le Prix du jeune public,
- l'opération Hors les murs.

Article 4 : Mise à disposition de locaux pour l'association festival International du Cinéma méditerranéen

La Ville de Montpellier met à disposition toute l'année pour les besoins de l'organisation et de l'administration de l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen les locaux situés au rond-point Moulin de l'Evêque, 78 rue du Pirée. Il s'agit d'un immeuble isolé sur 3 niveaux d'une superficie totale de 330 m².

Ces locaux sont situés dans un endroit privilégié en entrée de ville, à 8 minutes de l'aéroport et à 1,5 km de la gare Montpellier St Roch. Ils sont desservis par les lignes 1 et 4 du tramway ainsi que par le réseau bus de la TAM. Ils sont par ailleurs en accès direct de l'autoroute A9 et possèdent un parking de 22 places. Outre cette facilité d'accès, leur excellente visibilité contribue à la notoriété du festival. La valeur locative annuelle est estimée à 36 400 euros.

Article 5 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire original (R.I.B.) de la structure (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes de résultat et le bilan 2016 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ; Le compte de résultat devra notamment faire apparaître les subventions reçues par les collectivités auprès desquelles une demande a été faite conformément au budget prévisionnel 2016;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2016 final faisant état de la part des représentations faites sur la Ville de Montpellier par rapport à l'ensemble de la programmation;

Et du tableau ci-dessous impérativement renseigné dans la présente convention :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

Le montant des mises à disposition apparentées à des subventions en nature devront apparaître expressément dans les comptes de l'association.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- à faire apparaître sur tous documents relatifs à la 39ème édition du Festival l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 5, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 10 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 11 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association Festival
International du Cinéma Méditerranéen

Monsieur le Maire,

La Présidente

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016.

D'une part,

Et :

L'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. représentée par Monsieur Pierre MONFRAIX, Président, élu au conseil d'administration ou le bureau le 14 décembre 2011 ;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

L'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. qui poursuit les buts suivants : promotion, création, production, diffusion du théâtre, spectacle vivant et audio-visuel occitan, a sollicité une subvention de 30 000 € pour son fonctionnement au titre de l'année 2017.

Considérant que les actions de l'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion à la culture occitane, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à l'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. **une subvention d'un montant de 10 000 euros** pour son fonctionnement.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire original (R.I.B.) de la structure (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes de résultat et le bilan 2016 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ; Le compte de résultat devra notamment faire apparaître les subventions reçues par les collectivités auprès desquelles une demande a été faite conformément au budget prévisionnel 2016;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2016 final faisant état de la part des représentations faites sur la Ville de Montpellier par rapport à l'ensemble de la programmation;

Et du tableau ci-dessous impérativement renseigné dans la présente convention :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations. Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

A Montpellier, le

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association Théâtre Talhers
production la Rampe T.I.O.

Monsieur le Maire

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016.

D'une part,

Et :

L'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) représentée par Madame Michèle BENSOUSSAN, Présidente, élue par le conseil d'administration ou le bureau le 18 décembre 2011.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

L'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) qui poursuit les buts suivants : diffusion et rayonnement de la culture juive sur Montpellier et sa région a sollicité une subvention de 50 000 € pour son fonctionnement au titre de l'année 2017.

Considérant que les actions de l'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) peut contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à l'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) **une subvention d'un montant de 31 000 euros** pour son fonctionnement.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire original (R.I.B.) de la structure (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes de résultat et le bilan 2016 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ; Le compte de résultat devra notamment faire apparaître les subventions reçues par les collectivités auprès desquelles une demande a été faite conformément au budget prévisionnel 2016;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2016 final faisant état de la part des représentations faites sur la Ville de Montpellier par rapport à l'ensemble de la programmation;

Et du tableau ci-dessous impérativement renseigné dans la présente convention :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- L'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à l'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association Centre
Communautaire Culturel Juif

Monsieur le Maire

La Présidente

article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Ville de
Montpellier



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016.

D'une part,

Et :

L'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide représentée par Madame Mireille HADAS LEBEL, Présidente, élue au conseil d'administration le 30 décembre 2014 ;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

L'institut Euro- Méditerranéen Universitaire Maïmonide propose des conférences grand public prononcées par des personnalités du monde universitaire articulé autour de la théologie, de la philosophie, de l'histoire, du patrimoine, de la politique et de la sociologie, des cours de langue et de civilisation hébraïques bihebdomadaires en partenariat avec l'université Paul-Valéry Montpellier 3, des séminaires auxquels participent des universitaires français et étrangers, des conférences-débats et des voyages d'études. L'association possède une bibliothèque d'étude de plus de 800 titres mise à disposition de tous les chercheurs qui en font la demande. L'association a sollicité une subvention de 50 000 € pour son fonctionnement au titre de l'année 2017.

Considérant que les actions de l'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville dans la connaissance et la promotion de l'histoire du peuple juif et plus particulièrement à Montpellier, et que l'association participe à la valorisation du patrimoine historique juif médiéval (par des visites du mikvé notamment pendant les Journées européennes du Patrimoine et lors des journées européennes du patrimoine juif), la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à l'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide **une subvention d'un montant de 40 000 euros** pour son fonctionnement.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation d'un relevé d'identité bancaire et de chacune des pièces suivantes :

- ^ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2016 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ^ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure,

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- L'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à l'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association Institut Euro-Méditerranéen
Universitaire Maïmonide

Monsieur le Maire

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789
« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la **quotité**, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Et :

La structure bénéficiaire ..., représentée par ..., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Considérant que la structure bénéficiaire ... contribue au développement de la politique de la Ville en matière de ... et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour son fonctionnement.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Le budget prévisionnel global de la structure pour 2017 s'élève à : ... HT.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation d'un relevé d'identité bancaire et de chacune des pièces suivantes :

- ▲ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2016 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ▲ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure,

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION **POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Et :

La structure bénéficiaire ..., représentée par ..., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Considérant que l'organisme contractant a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire ... contribue au développement de la politique de la Ville en matière de ... et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour le projet "...".

Le projet porté par la structure bénéficiaire ... poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : ... HT.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ▲ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2016 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ▲ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure,
- ▲ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- ▲ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet ;
- ▲ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Partenariat Culturel

Mairie de Montpellier

1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),, représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de€ attribuée pour l'année 2017 par la Ville de Montpellier lors du, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Titulaire du compte:

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2017 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2017.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Convention avec l'association Les Amis du Musée Fabre pour la présentation de l'exposition "Géométries amoureuses" de Jean-Michel Othoniel

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier porte une politique culturelle ambitieuse et particulièrement dans le domaine de l'art contemporain. Avec une offre de cinq lieux d'exposition dédiés, renforcée par le rayonnement du musée Fabre, Montpellier est aujourd'hui une place forte de l'art en France.

Le Carré Sainte-Anne est l'un des fleurons de cette politique culturelle. Avec plus de 120 000 visiteurs accueillis en 2016, l'espace d'art contemporain municipal se positionne parmi les lieux les plus visités de la région.

Au titre de l'exposition *Jean-Michel Othoniel – Géométries amoureuses au Carré Sainte-Anne – Montpellier*, la Ville de Montpellier a souhaité s'appuyer sur l'expertise de l'association Les Amis du Musée Fabre pour son commissariat. Jean-Michel Othoniel, artiste internationalement reconnu, présentera à Montpellier les plus belles pièces de sa collection.

L'artiste présentera également ses dernières créations au Centre Régional d'Art Contemporain de Sète, sous le même titre.

Une convention de partenariat est donc proposée aujourd'hui, dont les termes sont les suivants :

- Engagement de l'association Les Amis du Musée Fabre :
 - o l'écriture et pilotage du projet d'exposition ;
 - o l'encadrement de la production de l'exposition ;
 - o la supervision du montage et de la présentation au public de l'exposition ;
 - o le commissariat d'exposition ;
 - o la prise en charge financière des frais liés à l'édition du catalogue d'exposition, pour un montant prévisionnel de 14 000 €.

- Engagement de la Ville de Montpellier :

- la prise en charge financière des frais de production, de communication, de montage de l'exposition, de transports et de l'organisation des évènementiels du projet, pour un montant évalué à 66 000 € et imputé sur le chapitre 923 du budget de la Ville ;
- l'ensemble du suivi budgétaire du projet ;
- le suivi de la production de l'exposition ;
- le suivi éditorial du catalogue ;
- la conception et réalisation des supports de communication ;
- l'organisation du transport des œuvres ;
- le montage technique de l'exposition ;
- l'organisation des évènementiels liés au projet (vernissage).

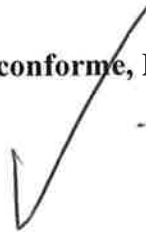
Cette convention implique également la mention du partenariat sur l'ensemble des supports de communication et publications édités par la Ville de Montpellier et les Amis du Musée Fabre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer la convention avec l'association, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET
L'ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE FABRE:
Jean-Michel Othoniel – Géométries amoureuses au Carré Sainte-Anne - Montpellier
Carré Sainte-Anne – Du 10 juin au 1^{er} octobre 2017 – vernissage le vendredi 9 juin**

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Montpellier:

Hôtel de Ville de Montpellier

1 Place Georges Frêche

34 267 Montpellier cedex 2

Téléphone: 04 67 34 88 84 Fax: 04 99 58 87 66

N° SIRET: 213 401 72 20 1787 Code APE: 8411Z

Représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014.

Ci-après dénommé « L'ORGANISATEUR »

ET:

L'Association des Amis du Musée Fabre

Représentée par Edouard AUJALEU, président de l'association

2 bis, rue Montpellieret

34000 Montpellier

email : amf-asso@wanadoo.fr

tel 04 67 60 63 50

fax 04 67 66 41 19

Ci-après dénommé « LES AMIS DU MUSEE FABRE »

Préambule :

Grâce à une politique dynamique menée en faveur de l'art contemporain, la Ville de Montpellier a su fidéliser un public nombreux autour de ses expositions gratuites et ouvertes à tous les publics ; expositions que la Ville de Montpellier continue à avoir à cœur d'organiser au Carré Sainte-Anne – espace d'art contemporain *via* sa Direction de la Culture et du Patrimoine.

Afin de mettre en œuvre une nouvelle exposition en ce lieu pour sa programmation de 2017, consacrée à l'œuvre de l'artiste Jean-Michel Othoniel, la Ville de Montpellier s'est associée aux Amis du Musée Fabre, selon les modalités et conditions stipulées par la présente convention. Cette convention constitue l'intégralité de l'accord entre les parties en présence, de sorte que seul un avenant à la présente convention respectant le parallélisme des formes pourra en modifier la teneur.

Vu le préambule,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention :

La présente convention relative à l'exposition intitulée *Jean-Michel Othoniel, Géométries amoureuses, au Carré Sainte-Anne de Montpellier*, se déroulera dans le courant de l'année 2017 (du 10 juin au 1^{er} octobre 2017 – vernissage le vendredi 9 juin 2016) au sein du Carré Sainte-Anne sis : rue Philippy 34000 Montpellier.

Cette exposition sera conçue spécialement pour la Ville de Montpellier et se déroulera sous le commissariat spécial de l'association des AMIS DU MUSEE FABRE susvisé, elle aura également pour commissaire général Monsieur Numa Hambursin en charge de la direction artistique des expositions du Carré Sainte-Anne pour la période 2011 - 2017.

Né en 1964 à Saint-Etienne, Jean-Michel Othoniel est une figure essentielle et incontournable de l'art contemporain français depuis deux décennies. Grand Prix de Rome en 1996, sa biographie ressemble à une litanie d'expositions dans les lieux les plus prestigieux du monde, étant l'un des très rares artistes français qui a su exporter son travail aux Etats-Unis et en Asie. Ses œuvres sont collectionnées par la plupart des institutions d'art contemporain françaises mais aussi par le MoMa à New-York, la collection Peggy Guggenheim de Venise, le MoCA de Miami, la Fondation Pinault ou encore, entre autres, le Brooklyn Museum. La station de métro du Palais-Royal à Paris, réalisée en 2000 et devenue une attraction touristique de la capitale, et la fontaine inaugurée en 2014 à Versailles, première adjonction majeure et pérenne dans ce parc depuis Louis XIV, témoignent de son importance d'ores-et-déjà historique. Depuis sa rétrospective en 2011 au Centre Pompidou à Paris, une rareté pour un artiste de cet âge, Jean-Michel Othoniel a privilégié les expositions à l'étranger.

L'exposition présentée à Montpellier portera sur les œuvres que l'artiste a collectionnées tout au long de sa carrière. En parallèle de cette exposition, ses œuvres récentes seront également exposées au Centre Régional d'Art Contemporain de Sète.

Article 2 : Intervention des AMIS DU MUSEE FABRE :

Les AMIS DU MUSEE FABRE interviennent pour :

- **L'écriture et le pilotage du projet d'exposition, ce qui inclut :**
 - recherches scientifiques, rencontres et élaboration du projet d'exposition ;
 - présentation du projet d'exposition aux différents protagonistes et éventuels ajustements ;
 - rédaction des contenus scientifiques de l'exposition et du catalogue dédié ;
 - mise en place de la méthode de production avec les équipes ;
 - transmission de la sélection définitive des œuvres au moins 3 mois avant le début de l'exposition.
- **L'encadrement de la production de l'exposition :**
 - mise en contact des équipes avec les artistes requis et/ou les prêteurs des œuvres de ces derniers ;
 - négociations des droits de reproduction et aide à la contractualisation ;
 - contrôle et suivi des prêts d'œuvres ;
 - conseils pour l'aménagement scénographique et l'équipement nécessaire à l'exposition projetée ;
 - rédaction de contenus pour la promotion de l'exposition ;
 - suivi actif de l'édition du catalogue en lien avec le prestataire choisi par l'ORGANISATEUR et le directeur artistique du Carré Sainte-Anne.

– **L'information et communication avec l'ORGANISATEUR :**

- transmission, *dans les 90 jours précédant le début de l'exposition (cf. al. 1 art.1)*, de la liste des œuvres sélectionnées, celles-ci devant être comprises entre 100 et 200 tirages, avec indication pour chacune d'elles de leurs dimensions ainsi que de leurs modalités d'exposition ;
- information écrite et verbale régulière et suffisante sur l'état d'avancement de la mission ;
- participation obligatoire à au moins deux réunions préparatoires à Montpellier ;
- participation active à toute action de médiatisation en amont et pendant l'exposition ;
- conseils en acquisition éventuelle pour la collection de la Ville.

– **Le déroulé de l'exposition :**

- participation à la mise en espace de l'exposition, à son vernissage et à une visite dédiée à la presse le jour-même ou le lendemain dudit vernissage ;
- validation des constats d'état des œuvres ;
- accueil des auteurs et professionnels invités.

- **La prise en charge financière du catalogue d'exposition** dans la limite d'une enveloppe de 14 000 € TTC (quatorze mille euros). Le montant de la participation financière sera directement versée aux prestataires désignés par l'ORGANISATEUR.

Les AMIS DU MUSEE FABRE intervient dans le respect du secret professionnel le plus strict et en toute indépendance. Il s'engage à mener à son terme la tâche qui leur est confiée, conformément aux règles de l'art et de la pratique.

Ils s'engagent à remettre tout document nécessaire au bon déroulement de l'exposition ainsi qu'à sa mise en œuvre dans un délai raisonnable permettant leur exploitation dans de bonnes conditions.

Les AMIS DU MUSEE FABRE devront officiellement informer L'ORGANISATEUR de tout événement, incident, imprévu dès qu'il en a connaissance.

Les AMIS DU MUSEE FABRE s'engagent à valoriser le partenariat avec la Ville de Montpellier sur l'ensemble des documents de communication et publication qu'il éditera à l'occasion de cette exposition.

Article 3 : Intervention de L'ORGANISATEUR :

L'ORGANISATEUR s'engage à apporter tous les moyens dont il dispose aux AMIS DU MUSEE FABRE afin que celui-ci puisse mener à bien sa mission.

L'ORGANISATEUR se tient à la disposition des AMIS DU MUSEE FABRE pour tous problèmes, questions qui surviendraient.

L'ORGANISATEUR se charge:

- de la prise en charge financière des frais de production, de communication, de montage de l'exposition, de transports et de l'organisation des évènementiels du projet ;
- de l'ensemble du suivi budgétaire du projet ;
- du suivi de la production de l'exposition ;
- du suivi éditorial du catalogue ;
- de la conception et réalisation des supports de communication ;
- de l'organisation du transport des œuvres ;
- du montage technique de l'exposition ;
- de l'organisation des évènementiels liés au projet (vernissage et journée spéciale).

Les AMIS DU MUSEE FABRE seront associés à chaque étape de la concrétisation du projet.

L'ORGANISATEUR s'engage à valoriser le partenariat avec Les Amis du Musée Fabre sur l'ensemble des

documents de communication et publication liées à cette exposition.

Article 4 : Durée :

La présente convention prendra effet à sa signature en décembre 2016. Son terme est fixé au 31 décembre 2017.

Article 5 : Résiliation :

En cas d'inexécution de ces obligations par l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit.

Article 6 : Élection de domicile :

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

Elles s'engagent à notifier tout changement de domicile, par lettre recommandée, à l'autre partie dans un délai de 60 jours.

Article 7 : Loi applicable :

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Article 8 : Litiges:

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. A défaut les tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seuls compétents.

Fait à, le

en deux exemplaires originaux

Le AMIS DU MUSEE FABRE :

Monsieur le Président
Edouard Aujaleu

L'ORGANISATEUR:

La Ville de Montpellier,
Le Maire

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Proposition de programmation des lieux d'art de la Ville de Montpellier pour la saison 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier porte une politique ambitieuse et volontaire en faveur de l'accès de tous à une offre culturelle de qualité. Garante de l'ouverture d'esprit et offrant la possibilité de porter un autre regard sur les grands sujets de société, la culture est au cœur des politiques publiques montpelliéraines.

L'art, et notamment l'art contemporain, tient une place particulière dans ce secteur. En effet, la Ville de Montpellier propose cinq lieux d'exposition dédiés à l'art contemporain :

- le Carré Sainte-Anne, espace d'exposition d'art contemporain,
- La Panacée, lieu dédié aux arts visuels et aux nouvelles formes d'écriture,
- le Pavillon Populaire, espace dédié à la photographie,
- l'Espace Dominique Bagouet, lieu d'art et de patrimoine,
- l'Espace Saint-Ravy, espace dédié aux artistes émergents.

La politique artistique de la Ville de Montpellier est un gage de rayonnement national et international. Elle assure également aux Montpelliérains l'opportunité de découvrir gratuitement et souvent en première nationale des artistes dont la renommée dépasse largement les frontières hexagonales et européennes. Enfin, un parcours de création est proposé aux artistes du territoire leur ouvrant la possibilité d'une carrière artistique.

Les Montpelliérains, mais également les habitants de la région et de toute la France, rendent hommage à cette programmation puisqu'ils ont été plus de 380 000 visiteurs à passer les portes des lieux d'art en 2016.

En 2017, la Ville de Montpellier proposera une programmation à la fois riche de symboles, emblématique de l'histoire et de la culture des peuples, à l'esthétique délicate, forte et ancrée dans les mouvements actuels de l'art contemporain.

Programmation du Carré Sainte-Anne :

Du 15 février au 30 avril 2017 :

Jonathan Meese - Dr. Merlin de Large (Marquis Zed de Baby-Excalibur)

Sous le commissariat de Numa Hambursin

Du 10 juin au 1^{er} octobre 2017 :

Jeân-Michel Othoniel – Géométries amoureuses au Carré Sainte-Anne de Montpellier

Sous le commissariat des Amis du Musée Fabre

Une exposition se tiendra en parallèle au Centre Régional d'Art Contemporain de Sète.

Du 25 octobre au 19 novembre 2017 :

AL

Sous le commissariat de Numa Hambursin

Programmation du Pavillon Populaire : Une saison américaine

Du 8 février au 16 avril 2017 :

Notes sur l'asphalte, une Amérique mobile et précaire

Sous le commissariat de Jordy Ballesta et Camillet Fallet

Du 6 au 28 mai 2017

Rencontres photographiques de Montpellier – Les Boutographies

Du 28 juin au 17 septembre 2017

William Gedney – Only the lonely

Sous le commissariat de Gilles Mora

Du 18 octobre 2017 au 8 janvier 2018

Ralph Gibson – The black Trilogy

Sous le commissariat de Gilles Mora

Programmation de l'Espace Dominique Bagouet

Du 1^{er} février au 9 avril 2017

Prodiges de la nature, les créations du Docteur Auzoux - 1797-1880. Collections de l'Université de Montpellier.

Sous le commissariat principal de Françoise Ollivier, appuyée de Numa Hambursin cocomissaire

Du 31 mai au 3 septembre 2017 :

1921-1923 : un cru d'exception de l'école des Beaux-Arts de Montpellier

Sous le commissariat de Numa Hambursin

Du 13 septembre au 3 décembre :

Jordi – Art et nature

Du 20 décembre 2017 au 4 mars 2018

Pierre Fournel

Programmation de l'Espace Saint-Ravy

Du 7 au 22 janvier 2017 :

Djémila Djoudi - Un jour les indiens reviendront

Du 28 janvier au 19 février 2017

Jean-Charles Michelet-Gambelli - Die & Retry

Du 25 février au 19 mars 2017 :

Collectif In Extremis - From A to B

Du 25 mars au 16 avril 2017 :

Leslie Verdet - Persistances

Les 21, 22 et 23 avril 2017

Lès BRISCARTS – 21ème Parcours d'Ateliers d'Artistes

Du 6 au 28 mai 2017

Collectif Artplusplus - The Dream Is Over

Du 3 au 25 juin 2017:

Collectif Linge Records - Bad Curatoring

Du 1^{er} au 23 juillet 2017 :

Karen Meersohn - L'Eternelle Ironie

Du 29 juillet au 20 août 2017 :

Olaf Czeschner et Matthieu Carron - HIT!ME

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la programmation 2017 des lieux d'art de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser l'invitation de personnes tierces (journalistes, personnalités, professionnels) à l'occasion de l'organisation de ces expositions ;
- De prélever les dépenses liées sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Convention Plan Objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises Partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 25 novembre 2013 (n°2013 /491), la Ville de Montpellier a décidé d'approuver la signature de la Convention Plan Objet avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon pour une durée de trois ans à compter de décembre 2013.

La signature de cette convention a formalisé et étendu le partenariat entre la Ville et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) qui depuis 2003 avait permis la mise en valeur du patrimoine religieux communal en faisant restaurer une vingtaine de tableaux des églises Saint-Denis, Saint-Matthieu, Saint-Roch et des chapelles de l'œuvre de la Miséricorde et Saint-Charles (Maison des Chœurs), sur la centaine d'objets classés Monuments historiques que recèlent ces édifices.

Le « plan-objet » initié par la DRAC Languedoc-Roussillon en 2001 repose sur un partenariat avec les collectivités territoriales et autres institutions pour permettre la connaissance, la conservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises. Par la signature de la convention en 2013, le périmètre de protection et de mise en valeur a été étendu à l'ensemble du patrimoine des églises constitué de peintures mais aussi de textiles, de pièces d'orfèvrerie et de sculptures datant du XIIème au XIXème siècles. Ont ainsi été réalisés les inventaires des églises Saint-Roch et Saint-Denis, le dépoussiérage et le conditionnement des textiles et de l'orfèvrerie, la restauration de tous les tableaux de Saint-Roch, la mise en place de cartels pour les œuvres majeures, le classement de pièces redécouvertes telles les bannières confectionnées pour la translation des reliques de saint Roch en 1848.

Cependant, les autres églises de la Ville Notre-Dame des Tables et Saint-Matthieu notamment et les chapelles de l'œuvre de la Miséricorde et Saint-Charles (Maison des Chœurs) conservent des œuvres qu'il faut encore restaurer, protéger et valoriser. En effet, la réalisation d'inventaires et la programmation concertée des

restaurations de ce patrimoine favorisent sa mise en valeur et son accessibilité aux visiteurs de ces lieux de culte et de culture.

Compte tenu de l'intérêt de la poursuite de ce partenariat, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention Plan Objet avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, jointe en annexe, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2017;
- de prévoir une ligne de crédit annuelle, fonction 903, pour la restauration des œuvres, chaque tranche de travaux étant éligible à une subvention de la DRAC à hauteur de 40% de leur montant hors taxes;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

CONVENTION CADRE

PREAMBULE

La présente convention a pour but de poursuivre le partenariat entrepris depuis 2013 entre la Ville de Montpellier et la Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie, dans le cadre du Plan-Objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des œuvres des églises de la Ville.

Le patrimoine religieux de la ville de Montpellier, par son importance numérique et qualitative (six églises protégées au titre des Monuments historiques, 100 objets classés et 300 déjà inventoriés), sa diversité (textile, orfèvrerie, peinture, sculpture... du XIIème au XIXème siècle), sa vulnérabilité (édifices non gardés), son étude partielle, appelle la poursuite de l'action conjointe des acteurs publics. Malgré l'action accomplie, l'état sanitaire de ce patrimoine est dans l'ensemble préoccupant. Il importe de poursuivre et développer le projet patrimonial initié et mis en œuvre depuis plusieurs années.

Le Plan-Objet s'appuie sur une méthodologie commune liant connaissance, conservation et valorisation se déclinant selon trois axes principaux intimement liés : un inventaire raisonné, une évaluation sanitaire des œuvres et des bâtiments adaptée à la conservation *in situ* et des

interventions de conservation curatives, associées à une programmation de restaurations fondamentales. Ces opérations permettent ensuite de mettre en œuvre une politique de conservation préventive afin de prévenir de nouvelles dégradations et d'associer une valorisation de ce patrimoine.

Les trois dernières années ont permis d'inventorier, conserver, restaurer et valoriser le patrimoine des églises Saint-Roch et Saint-Denis.

Entre,

La Direction régionale des affaires culturelles, représentée par son directeur Monsieur Laurent Roturier.

d'une part,

et la Ville de Montpellier, représenté par son Maire, Monsieur Philippe Saurel

d'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit

AU TITRE DU PATRIMOINE MOBILIER

ARTICLE 1

La Direction régionale des affaires culturelles et la Ville de Montpellier, s'engagent, par la présente convention, à poursuivre et étendre la démarche entreprise, sur les axes prioritaires suivants :

- action de connaissance et de recensement des œuvres avec bilan sanitaire et sécuritaire, avec enregistrement des données sur l'outil informatique de gestion des connaissances du patrimoine mobilier élaboré par la DRAC.
- mobilisation des crédits publics sur des programmes communs et hiérarchisés de restauration fondamentale des œuvres.
- valorisation du patrimoine mobilier à partir des inventaires scientifiques et des programmes de conservation et de restauration (éclairage, signalétique).

ARTICLE 2

En ce qui concerne la conservation préventive des œuvres et des édifices qui les contiennent, il apparaît nécessaire de faire réaliser dans le même temps, en liaison avec les services de l'État (CAOA, CRMH, UDAP) une mission systématique de diagnostic et d'intervention légère.

ARTICLE 3

L'exercice de ces missions suppose des moyens humains et des compétences techniques et scientifiques en cohérence avec les spécificités du patrimoine étudié. Cette opération sera conduite par un prestataire spécialisé dans l'étude, la conservation, la sécurité et la mise en valeur des œuvres. Il s'attachera les compétences de restaurateurs ou autres experts si nécessaire.

Cette opération a pour finalité l'élaboration d'un outil scientifique validé, la conservation préventive des œuvres, leur sécurisation et leur mise en valeur selon une programmation annuelle d'intervention, commune aux deux parties.

Cette opération doit aboutir à une connaissance optimale des œuvres dans le but de mieux gérer, conserver et mettre en valeur le patrimoine des églises de Montpellier en liaison avec le clergé affectataire, ceci supposant une mise en sécurité *in situ* des œuvres.

ARTICLE 4

Le Préfet de Région et le maire de Montpellier seront chargés de l'exécution de la présente convention conclue pour trois ans à compter du 1er janvier 2017.

Le budget affecté par la Ville concerne le financement d'un programme annuel dont le montant est fonction des travaux envisagés.

L'engagement financier de l'État, constitué par un arrêté de subvention pour chaque année, est à hauteur de 40 % environ du montant hors taxe des travaux.

ARTICLE 5

Une évaluation au terme de chaque exercice budgétaire devra être réalisée et devra faire apparaître notamment :

- Un bilan des engagements financiers des activités programmées,
- Un bilan qualitatif du déroulement des activités, de leur impact et de la contribution au développement culturel du territoire.

Les parties signataires conviennent de renouveler le comité de suivi chargé de l'évaluation des activités programmées.

ARTICLE 6

La documentation portera un copyright conjoint, chacune des parties se portant garant de la bonne utilisation des images et des textes. L'exploitation, sous quelle forme que ce soit - publication, exposition, site Internet, etc...- devra se faire sous le contrôle conjoint des deux parties. Elle mentionnera le partenariat instauré par ce protocole d'accord.

Fait à Montpellier le

Pour le préfet et par délégation,
le directeur régional
des affaires culturelles,

Monsieur le Maire de Montpellier

Laurent ROTURIER

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Exonération de frais de publication de documents d'archives

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Monsieur Vincent Challet, maître de conférences à l'université Paul-Valéry, a été de 2011 à 2014 le coordinateur général du projet ANR "Thalamus", projet pluridisciplinaire, soutenu par la Ville de Montpellier, ayant pour objectif l'édition scientifique et électronique du manuscrit AA9 des Archives municipales connu sous le nom de Petit Thalamus.

En novembre 2014, le projet s'était conclu par la mise en ligne de l'édition du manuscrit (<http://thalamus.humanum.fr>, accessible à partir du site www.montpellier.fr), une exposition à la Bibliothèque de la faculté de Médecine réalisée par les Archives municipales et un colloque intitulé "Aysso es lo comessamen. Écritures et mémoires du Montpellier médiéval".

Les actes de ce colloque vont être prochainement publiés sous sa direction aux Presses Universitaires de la Méditerranée (PULMM). Afin d'illustrer cet ouvrage qui comportera plusieurs reproductions du Petit Thalamus et de registres médiévaux conservés aux Archives de la Ville de Montpellier, il sollicite l'exonération des frais de publication.

Conformément aux tarifs adoptés par délibération n°2015/557 du 17 décembre 2015, le montant des droits de publication de cinq images de ces documents s'élève à 125,00€ TTC.

Compte-tenu de l'intérêt pour l'histoire de la Ville de Montpellier que présente cet ouvrage, il est proposé au Conseil municipal :

- d'exonérer Monsieur Vincent Challet du montant des droits de publication ;

- de considérer cette exonération comme une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Délégations du Conseil Municipal au Maire Modification et consolidation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de compétences.

Ces délégations permettent de faciliter le fonctionnement quotidien des services en permettant de ne pas soumettre la totalité des sujets que la commune doit traiter au formalisme et au calendrier des réunions du Conseil Municipal.

Une délibération a été prise lors du Conseil municipal du 24 avril 2014, pour fixer le champ d'application de cette délégation, délégation modifiée lors du Conseil municipal du 29 avril 2015 suite aux transferts de compétence à Montpellier Méditerranée Métropole.

Aujourd'hui, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont engagées dans un processus de mutualisation de leurs moyens (direction générale commune, services communs...).

Afin de faciliter ce mouvement, il convient aujourd'hui d'engager une harmonisation de nos procédures respectives et, parmi celles-ci, nos délégations.

Dans le cadre des délégations consenties par le Conseil Municipal au Maire figure aujourd'hui la totalité des procédures de marchés pour lesquelles il était prévu jusqu'à présent la possibilité pour monsieur le Maire de déléguer sa signature aux responsables de services communaux de façon très large pour les marchés allant jusqu'à un montant de 15 000 € HT et de façon plus limitée pour les marchés d'un montant supérieur à ce seuil.

Il vous est aujourd'hui proposé de monter ce premier seuil à 25 000 € HT afin de caler celui-ci sur le premier seuil applicable en matière de marchés publics. Cette modification permettra d'assurer une plus grande fluidité dans les petits achats permettant une plus grande réactivité de la collectivité. Des dispositions identiques vont être proposées au conseil métropolitain afin de permettre aux services de fonctionner sur des normes communes

En conséquence, il vous est proposé de modifier le point n°3 de la délégation comme suit :

« 3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être sub-déléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.

En outre, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil Municipal autorise également le Maire, pour les marchés à procédure adaptée, à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales selon les modalités suivantes :

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est inférieur à 25 000 euros HT.
- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est compris entre 25 000 et 209 000 euros HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution ne peuvent cependant être subdéléguées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive de Monsieur le Maire ou de l' élu ayant obtenu délégation de ce dernier.

Enfin, et toujours pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Municipal accepte que pour les marchés de moins de 25 000 € HT, l'apposition de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire vaille décision d'attribution. »

La version consolidée de la délégation consentie par le Conseil municipal au Maire est donc la suivante :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des emprunts obligataires, en devise, des swap ou des produits financiers structurés, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être sub-déléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.

En outre, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil Municipal autorise également le Maire, pour les marchés à procédure adaptée, à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales selon les modalités suivantes :

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 25 000 euros HT.
- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est compris entre 25 000 et 209 000 euros HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution des marchés publics ne peuvent cependant être subdéléguées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive de Monsieur le Maire ou de l' élu ayant obtenu délégation de ce dernier.

Enfin, et toujours pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Municipal accepte que pour les marchés de moins de 25 000 € HT, l'apposition de la signature sur le contrat ou le bon de commande par toute personne ayant reçu délégation pour le faire vaille décision d'attribution.

- 4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;
- 6° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- 11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal.
- 15° D'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- 16° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;
- 17° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 18° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 19° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 60 millions d'euros ;
- 20° D'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

21° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

22° De prendre les décisions mentionnées aux articles L 523-4 et L 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

23° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

24° De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions dans l'ensemble des domaines de compétences exercés par la commune.

Les décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT, sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets. Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal.

Par ailleurs, l'assemblée délibérante, délègue à Monsieur le Maire le pouvoir de saisir la commission consultative des services publics locaux conformément aux dispositions de l'article L1413-1 du CGCT.

Il est précisé que le Conseil municipal peut mettre fin à ces délégations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner à M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, délégation pour la durée de son mandat pour prendre les actes prévus et énumérés aux articles L 1413-1 et L 2122-22 du CGCT et dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser, en application des articles L 2122-17 et L 2122-23 de ce même code, qu'en cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur le Maire pourra par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, être remplacé dans la plénitude de ses fonctions par un adjoint, dans l'ordre de leur élection.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

○ COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		1 000 €
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	SUIVI PSYCHOLOGIQUE DE 30 JEUNES	1 000 €
5765	H2M	Fonctionnement		1 800 €
TOTAL				3 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

○ EXCLUSION

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1942	BANQUE ALIMENTAIRE	Projet	LOCATION DE	1 000 €

	DE L'HERAULT		FOURGONS POUR LE TRANSPORT DE DENREES	
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Projet	INSTALLATION D'UNE CHAMBRE FROIDE NEGATIVE	10 000 €
TOTAL				11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

○ HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
697	ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP 34	Projet	HANDI'JOB	2 200 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT	Projet	ORGANISTAION D'UNE SORTIE TANDEM SUR UN WEEK END	600 €
4861	AMETHYSTE	Fonctionnement		1 500 €
5974	CAP'A CITE	Fonctionnement		500 €
				4 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

○ CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1196	ASSOCIATION EMPLOI DEVELOPPEMENT ENTREPRISES BOUTIQUE GESTION	Projet	CITESLAB MONTPELLIER	11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

○ SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
1914	LA PORTE OUVERTE	Fonctionnement	4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 34 600 €;

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions - Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		200 €
528	ASSOCIATION DES DEPORTES INTERNES ET FAMILLES DE DISPARUS	Fonctionnement		200 €
540	FEDERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC-TUNISIE FNACA	Fonctionnement		1 000 €
1081	ASSOCIATION NATIONALE DES CHEMINOTS ANCIENS COMBATTANTS	Fonctionnement		200 €
1203	ASSOCIATION RHIN ET DANUBE	Fonctionnement		200 €

1204	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	Fonctionnement		200 €
1878	SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	ACHAT D'UN DRAPEAU	200 €
2079	ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER AMMAC	Fonctionnement		200 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		300 €
TOTAL				2 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	Fonctionnement		1 000 €
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	Projet	ANIMATIONS NATURALISTES DES PARCS ET JARDINS PARTAGES A MONTPELLIER	500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Fonctionnement		1 000 €
1457	MOSSON COULEE VERTE	Fonctionnement		3 000 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS DU LANGUEDOC ROUSSILON	Fonctionnement		2 000 €
5417	SALON DE L'ECOLOGIE	Projet	ORGANISATION DU SALON DE L'ECOLOGIE 2017	1 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI FM	Projet	AVANT SEVE	3 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI FM	Fonctionnement		1 000 €
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Fonctionnement		1 000 €
6470	RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	Fonctionnement		500 €
TOTAL				14 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**:

○ DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
249	UFC QUE CHOISIR	Fonctionnement		1 000 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 000 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	Projet	ACTION ANTI GASPILLAGE ALIMENTAIRE	500 €
3135	QUARTIER DE L'ANCIEN COURRIER - ASSOCIATIONS DES COMMERÇANTS	Projet	ANIMATION DES RUES DURANT LES FETES DE FIN D'ANNEE	1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement		1 200 €
4309	CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION	Fonctionnement		1 500 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	Fonctionnement		500 €
TOTAL				6 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

○ EMPLOI

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
33	ASSO EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES - AETE	Fonctionnement		2 500 €
77	COMIDER - COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Projet	MARKETHON DE L'EMPLOI	2 800 €
729	ASSO POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Projet	FINANCER LES MICRO ENTREPRISES	1 000 €
1196	BGE MONTPELLIER	Projet	CITESLAB MONTPELLIER	4 000 €
1878	SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	PRIX DE LA LEGION D'HONNEUR AUX APPRENTIS DES METIERS MANUELS DE L'HERAULT	1 500 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement		4 000 €
3523	MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	Fonctionnement		3 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI	2 000 €
TOTAL				20 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- Dans le cadre de la thématique **ENFANCE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		7 500 €
231	THEATRE EN FLAMMES - CREATEF	Projet	LE QUARTIER DES BEBES	500 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	Fonctionnement		1 500 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES	Fonctionnement		300 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	Projet	BEBES BIB ET CHANSONNETTES	1 000 €
3901	HALTE POUCE	Fonctionnement		4 500 €
4770	RIROLI	Fonctionnement		600 €
TOTAL				15 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25846, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES**:

Code	Structure	Type	Montant
237	UNION LOCALE CGT	Fonctionnement	4 000 €
239	FO UNION LOCALE FORCE OUVIERE DE MONPELLIER	Fonctionnement	4 000 €
1273	UNITE POLICE SNPT	Fonctionnement	1 000 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

Chapitre	Ligne de crédit	Nature	Structure	Type	Montant
925	11691	657362	Centre Communal d'Action Sociale C.C.A.S.	Fonctionnement	12 000 000 €
920	905	6574	Comité des Œuvres Sociales et Culturelles C.O.S.C.	Fonctionnement	722 000 €
922	11690	6574	Caisse des Ecoles	Fonctionnement	202 000 €
TOTAL					12 924 000 €

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3	UNICEF	Fonctionnement		700 €
363	AMICALE DES CATALANS DE MONTPELLIER	Projet	APLEC DE MONTPELLIER	5 000 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Fonctionnement		200 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	SEMAINE CULTURELLE RUSSE	500 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Fonctionnement		8 000 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Projet	28EME QUINZAINE DES TIERS MONDES	2 000 €
459	TERRE DES HOMMES FRANCE TDHF	Fonctionnement		300 €
630	AMITIE FRANCO-MALGACHE - FIHAVANANA	Fonctionnement		300 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	ACCUEIL DES VILLES JUMEEES LORS DU 51EME TOURNOI	6 500 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Projet	FAVORISER L'INTERCULTURALITE	700 €
1073	FRANCE-ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Fonctionnement		700 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Fonctionnement		13 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		7 000 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET SA REGION AAM	Fonctionnement		300 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	FORUM SPORTIF ET CULTUREL MONTPELLIER HEIDEILBERG	5 000 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	FORUM SPORTIF ET CULTUREL MONTPELLIER BARCELONE	5 000 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS-MONDE	Fonctionnement		2 700 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC-ROUSSILLON ASSOCIATION CULTURELLE FRANCE	Projet	FEMMES MAGHREBINES ET CREATIVITE	300 €

	MAGHREB			
3976	MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU	Fonctionnement		50 000 €
4355	AMITIE FRANCO-VIETNAMIENNE COMITE HERAULT	Projet	IRIS NOIRS	300 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Projet	LA POLITIQUE SPORTIVE A CUBA	500 €
5008	CASA AMADIS ASSO CULTURELLE DE LANGUE PORTUGAISE DE MONTPELLIER	Projet	ECHANGES MONTPELLIER / PORTUGAL	500 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement		50 000 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Projet	ACHAT DE MATERIELS ET RENOVATION DE LA CAVE	5 000 €
6011	PROVINSEL	Projet	LES NUITS GASTRONOMIQUES	1 000 €
6665	LES AMIS DE LA SICILE ASSOCIATION MONTPELLIER PALERME	Fonctionnement		700 €
TOTAL				167 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS**:

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5305	LA MAISON THEATRE	Projet	SPECTACLE « JE SUIS ROSA PARKS »	2 000 €
6461	ASSOCIATION ETUDIANTE BRIN DE FORET	Projet	SENSIBILISATION A L'EROSION DE LA BIODIVERSITE	1 000 €
TOTAL				3 000 €

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	Fonctionnement		1 200 €
290	ARGOS	Projet	ADOpte UN COACH	500 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €

633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
2495	BDE POLYTECH MONTPELLIER-UNIVERSITE 2	Projet	16EME SEMINAIRE DE L'EAU : LES DEFIS DE LA GESTION DE L'EAU	500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	Fonctionnement		4 000 €
4867	SOS JEUNES	Fonctionnement		8 000 €
5210	MDA 34 - GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT	Fonctionnement		30 000 €
5544	SCOUTS MUSULMANS DE FRANCE MPL	Fonctionnement		2 000 €
6346	JEUNESSE S'ENGAGE	Fonctionnement		1 500 €
6423	ECLAIREUSES ET ECLAIREURS ISRAELITES DE FRANCE	Fonctionnement		2 000 €
TOTAL				55 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

○ SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	Fonctionnement		21 500 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Fonctionnement		23 000 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Projet	TOURNOIS FCPB 2016-2017	1 400 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		58 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Fonctionnement		5 400 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Projet	TOURNOI NATIONAL JEUNES	3 600 €
366	ECOLE JUDO MONTPELLIER	Fonctionnement		450 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Fonctionnement		5 800 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	CHESSATHLON	2 250 €
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement		900 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	MONTPELLIER BEACH MASTERS	4 750 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement		3 000 €
826	MUC JUDO JUJITSU	Fonctionnement		2 000 €

864	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK UC	Fonctionnement		2 500 €
872	MUC ORIENTATION RAIDS MULTISPORTS	Fonctionnement		500 €
878	MUC CYCLOTOURISME	Fonctionnement		1 000 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 700 €
907	MUC TRAMPOLINE	Fonctionnement		1 300 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Fonctionnement		32 700 €
917	MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB VOLLEY-BALL	Fonctionnement		15 000 €
919	MUC ESCRIME	Fonctionnement		18 000 €
926	MUC OMNISPORTS	Fonctionnement		17 300 €
928	MUC FOOTBALL	Fonctionnement		9 000 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Fonctionnement		10 900 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	51EME TOURNOI INTERNATIONAL DE PAQUES ASSM	6 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement		20 000 €
964	MUC LUTTE	Fonctionnement		3 700 €
967	MUC HANDBALL	Fonctionnement		20 300 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement		400 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 800 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Projet	31 EME GRAND PRIX BOULISTE DE LA VILLE DE MONTPELLIER	4 400 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		400 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Projet	CHALLENGE DU SOUVENIR	400 €
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN MPSM	Fonctionnement		2 300 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement		500 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		9 750 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Fonctionnement		11 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	TOURNOIS REGIONAUX DE FOOTBALL	1 900 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Projet	TOURNOI	1 800 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	20 KM DE MONTPELLIER	3 000 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Fonctionnement		9 000 €

1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement		22 800 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Projet	ASBAMBINOS - ECOLE DE VOLLEY	500 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 300 €
1238	MONTPELLIER AM JUDO	Fonctionnement		1 000 €
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	Fonctionnement		800 €
1403	SARBACANE MEDITERRANEE	Fonctionnement		1 100 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement		4 200 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Fonctionnement		5 400 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	ANIMATION ET TOURNOI	1 000 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement		21 800 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement		1 400 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER SQM	Fonctionnement		900 €
1615	MUC BOXE FRANCAISE SAVATE	Fonctionnement		1 000 €
1702	LUMIERE ET AVENIR	Projet	LES FOULEES DE LA MOSSON	800 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement		4 500 €
1840	MONTPELLIER TAE KWON DO	Projet	HAN MA DANG	500 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		97 500 €
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB MARC	Fonctionnement		1 900 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON MAT	Projet	URBAN TRAIL DE MONTPELLIER	9 500 €
2055	AIKIDO MONTPELLIER	Fonctionnement		450 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	Fonctionnement		3 800 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement		64 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	Fonctionnement		1 000 €
2312	MUC GYMNASTIQUE	Fonctionnement		2 300 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement		1 800 €
2470	CROIX D'ARGENT	Fonctionnement		400 €

	PETANQUE			
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement		750 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOI IGOR BANTSIMBA	500 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Fonctionnement		10 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	LOU CLAPAS CUP	3 300 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	Fonctionnement		3 800 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement		2 600 €
2953	MUC AIKIDO	Fonctionnement		470 €
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	Fonctionnement		2 300 €
3059	MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		1 900 €
3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement		3 400 €
3175	KENDO MONTPELLIER	Fonctionnement		200 €
3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	Fonctionnement		500 €
3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	Fonctionnement		1 200 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement		13 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 800 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement		10 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	MONTPELLIER KIDS	1 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA	Fonctionnement		3 300 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA	Projet	CHACUN SA FOULEE	500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement		3 700 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Projet	MONTPELLIER FETE LES 10 ANS DE MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	500 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB MRHC	Fonctionnement		6 500 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION	Fonctionnement		3 000 €

	FUTSAL			
4141	MUC RANDONNEE PEDESTRE	Fonctionnement		470 €
4145	MUC BASKET	Fonctionnement		1 200 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE MNS	Fonctionnement		6 100 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	Fonctionnement		1 900 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement		1 250 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Projet	ECOLE DE BOXE	1 000 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement		800 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement		2 100 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	Fonctionnement		5 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	Projet	MONTPELLIER AU FIL DE L'EAU "LE DEFILEZ"	900 €
4561	ASSOCIATION SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		8 000 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement		1 800 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement		3 000 €
4748	CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE	Fonctionnement		2 500 €
4748	CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE	Projet	TIMM 2017	2 500 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 400 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL DES SOURDS	500 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL DES 80 ANS DU CSSM	1 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Fonctionnement		5 500 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Fonctionnement		2 800 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Projet	GALA DE BOXE	500 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement		3 600 €
5086	LES FAUTEUILS DE FEU	Fonctionnement		2 800 €

5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		5 700 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE MA2M	Projet	MARATHON DE LA MER	40 000 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	Fonctionnement		99 500 €
5400	A.K SPORT	Fonctionnement		9 500 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		141 500 €
5443	SAS MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SAS MHSC	Fonctionnement		83 000 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Fonctionnement		400 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DES SOURDS INDIVIDUEL ET CHAMPIONNAT DE FRANCE DES CLUBS	500 €
5625	MONTPELLIER DERBY CLUB	Fonctionnement		500 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Fonctionnement		1 000 €
5698	INSTITUT DE BOXE PIEDS POING MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		400 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement		8 000 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement		1 000 €
5816	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
5819	ENVOL	Fonctionnement		1 000 €
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES	Fonctionnement		800 €
6100	FIGHT CONTACT	Fonctionnement		500 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	Fonctionnement		2 000 €
6542	TIGRE	Projet	FIT DAYS MGEN ENFANTS DE MONTPELLIER	4 200 €
6580	LES AMIS DE LA PETANQUE	Fonctionnement		400 €
	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		60 000 €
TOTAL				1 182 890 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS	Fonctionnement		2 500 €

	DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON			
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	Projet	FESTIVAL JEUNE PUBLIC	6 500 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUIZIERE	Projet	LA NATURE POUR TOUS	1 000 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA	Fonctionnement		850 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA	Projet	FESTIVAL EUROPEEN DE FILM D'EDUCATION	2 700 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	COURS D'INITIATION ET DE PERFECTIONNEMENT DANS LES ECOLES PRIMAIRES + ORGANISATION D'UN TOURNOI INTER- ECOLES	4 500 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Fonctionnement		60 000 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Projet	MISE A NIVEAU RESEAU INFORMATIQUE	1 000 €
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	Projet	LAIKOS INTERVENTION DES LES ECOLES POUR FAIRE VIVRE ET EXPLIQUER LA LAICITE	500 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	Fonctionnement		5 700 €
686	TRISOMIE 21 HERAULT - GROUPE D'ETUDE ET D'INSERTION SOCIALE DE PERSONNES TRISOMIQUES 21	Fonctionnement		2 300 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE ET CO	Projet	REUSSITE EDUCATIVE ET PARENTALITE	2 500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	LES CLASSES DE VILLE	2 100 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	LA MOSSON AU FIL DES SAISONS	1 700 €

1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	Fonctionnement		1 200 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 300 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Projet	POUR UN CENTRE DE LOISIRS PERENNE DANS LE QUARTIER DE LA MOSSON	1 000 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Fonctionnement		700 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Projet	PRIX DE LA LAICITE ET DE LA CITOYENNETE 2017	200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Projet	CARNAVAL ET FETE DE L'ECOLE	300 €
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	Fonctionnement		650 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	Fonctionnement		250 €
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	Projet	JEUNESSE EN ARABESQUES	1 000 €
3777	CITE CITOYENNE	Fonctionnement		1 500 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	Fonctionnement		8 600 €
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	ATELIER JEUNESSE	850 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	OPERATION BROCOLI	950 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	SUR LA ROUTE AVEC ANABELLE LA COCCINELLE	1 900 €
5211	ASSOCIATION POUR L'EPANOUISSEMENT DES HAUTS POTENTIELS INTELLECTUELS EN LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		1 600 €
5385	ZADIGOZINC	Projet	DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DANS LE CAFE ASSOCIATIF	2 600 €
5385	ZADIGOZINC	Projet	LE CAFE "HORS LES MURS"	500 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	Projet	SPECTACLES DE THEATRE	300 €

5850	ASSOCIATION PARENTS D'ELEVES SENGHOR JOYCE	Projet	KERMESSE POUR DEUX ECOLES DE PLUS DE 500 ELEVES	300 €
5885	FEDERACION CALANDRETA ERAU	Fonctionnement		68 000 €
5939	COMITE DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE AU PLEIN AIR DE L'HERAULT JPA34	Fonctionnement		500 €
6098	INDIGO D'OC COLLECTIF DE DESIGNERS	Projet	LES ATELIERS DESIGN A L'ECOLE	500 €
6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	INTERVENTION PEDAGOGIQUE AUTOUR DU CONTE ET DE LA MUSIQUE	1 000 €
6536	ASSOCIATION SOUTIEN ET AIDE	Fonctionnement		1 000 €
6547	NEWOL ENTERTAINMENT	Projet	RADIO TV ECOLE : APPRENDRE A T'EXPRIMER !	500 €
TOTAL				192 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
155	JALMALV MONTPELLIER	Fonctionnement		3 000 €
233	MA VIE	Projet	MALADIES CHRONIQUES ET ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES	1 800 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	Fonctionnement		1 200 €
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT AFD 34	Fonctionnement		1 800 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	Fonctionnement		3 000 €
1480	INFO DON 34	Fonctionnement		400 €
1948	FRANCE ALZHEIMER HERAULT FAH	Fonctionnement		1 000 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	Fonctionnement		4 500 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	Fonctionnement		3 800 €
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Fonctionnement		1 000 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	Fonctionnement		1 800 €
3794	PREVENTION ET SOIN DES ADDICTIONS – POINT ECOUTE PARENTS	Fonctionnement		1 500 €

	ADOLESCENTS			
3864	ALCOOL ASSISTANCE HERAULT	Fonctionnement		400 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	Fonctionnement		4 000 €
4207	ALCOOL ET LES PROCHES	Fonctionnement		400 €
4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS	Fonctionnement		1 000 €
5138	BLOUSES ROSES	Fonctionnement		500 €
5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L'HERAULT	Projet	UN BEBE, UN LIVRE	700 €
5532	ALLO PARENTS / ALLO JEUNES 34	Fonctionnement		900 €
5627	ASSOCIATION TOM	Projet	AUTOUR DU DEFIBRILLATEUR	1 000 €
5638	ARCOPRED	Fonctionnement		1 200 €
5726	FRANCE ADOT 34	Fonctionnement		500 €
5772	SOUFFRANCE AU TRAVAIL 34	Fonctionnement		300 €
5803	ENTREE DE SECOURS	Fonctionnement		1 300 €
5970	POIDS D'INTERROGATION	Fonctionnement		500 €
6305	DREAM	Fonctionnement		500 €
TOTAL				38 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
429	RAIPONCE	Fonctionnement		3 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Fonctionnement		1 000 €
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	Projet	JOURNAL HECTOR	500 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		4 000 €
4163	VIA VOLTAIRE	Fonctionnement		10 000 €
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION HERAULT RAIH	Fonctionnement		4 000 €
5895	ACCORDERIE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 900 €
6444	SYLLABE	Projet	LANGAGE ANCRAGE	300 €
TOTAL				24 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- DROITS DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	Fonctionnement		7 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Fonctionnement		12 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Projet	INTERVENTIONS SCOLAIRES SUR L'EGALITE DES SEXES	2 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Projet	FEMMES EGALITE EMPLOI	2 500 €
3359	MOUVEMENT DU NID	Fonctionnement		6 800 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	Fonctionnement		4 000 €
TOTAL				34 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

○ EXCLUSION

Code	Structure	Type	Montant
666	SECOURS CATHOLIQUE	Fonctionnement	12 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Fonctionnement	32 000 €
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	800 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR HERAULT	Fonctionnement	45 000 €
1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement	75 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Fonctionnement	8 000 €
2110	A COEUR OUVERT	Fonctionnement	4 000 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	Fonctionnement	8 000 €
5448	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34 CSS 34	Fonctionnement	6 000 €
5863	SOS SDF LES AMOUREUX DE LA VIE	Fonctionnement	500 €
6522	LES PETITS FRERES DES PAUVRES	Fonctionnement	500 €
TOTAL			191 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

○ HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	Fonctionnement		380 €
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	Projet	FORMATION DES DIRIGEANTS	800 €
693	GIHP GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES LR	Fonctionnement		1 000 €
696	COMITE LIAISON DES	Fonctionnement		10 000 €

	ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES			
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Fonctionnement		8 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		8 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	L'ACCESSIBILITE DANS NOTRE QUOTIDIEN	1 400 €
700	AUXILIAIRE DES AVEUGLES 34	Fonctionnement		700 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	Fonctionnement		1 800 €
1058	ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Fonctionnement		12 000 €
1108	ASSOCIATION VALENTIN HAUY AVH	Projet	PROJET CUISINE	500 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	Fonctionnement		3 800 €
1734	MUSIKA	Projet	3EME CONCERT SOLIDAIRE HANDIMUSIQUE "ENSEMBLE JOUONS LA DIFFERENCE"	500 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT MTCH	Projet	ORGANISATION D'UNE SORTIE TANDEM SUR LE WEEK END	400 €
1936	ROULE NATURE	Fonctionnement		1 800 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	Fonctionnement		2 000 €
2827	SESAME AUTISME HERAULT	Fonctionnement		800 €
5180	GHANDIS	Fonctionnement		400 €
5475	ASSOCIATION FAMILIALE DES SOURDS MONTPELLIER - HERAULT	Fonctionnement		400 €
6139	DIFFERENT COMME TOUT LE MONDE	Projet	DIFFERENT COMME TOUT LE MONDE	5 000 €
TOTAL				59 680 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

○ LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Montant
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	Fonctionnement	1 400 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	Fonctionnement	7 500 €
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	Fonctionnement	3 600 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER CA3318!	Fonctionnement	4 500 €
4618	ASSOCIATION DES NOUVEAUX GAYS ET LESBIENNES ANGEL	Fonctionnement	500 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	Fonctionnement	3 500 €
TOTAL			21 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

○ SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
254	UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	Fonctionnement	3 000 €
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement	1 000 €
618	LA CLE DES CHANTS	Fonctionnement	500 €
1106	ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES D'HOSPITALISES LA PASQUIERE	Fonctionnement	1 800 €
1742	ASTREE	Fonctionnement	1 400 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES (APAJ)	Fonctionnement	3 500 €
1914	LA PORTE OUVERTE	Fonctionnement	1 000 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	Fonctionnement	1 500 €
4636	LE PEYROU LES SENIORS EN ACTION	Fonctionnement	400 €
TOTAL			14 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

● Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	Fonctionnement		500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	Projet	REPAS DE QUARTIER	350 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	Projet	SOIREES LITTERAIRES ET MUSICALES	350 €
92	AMICALE DES RETRAITES LOU CLAPAS	Fonctionnement		500 €
122	MAJORETTES DE	Fonctionnement		2 850 €

	MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS			
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Fonctionnement		2 580 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Projet	60 ANS DE L'ASSOCIATION	7 000 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	Fonctionnement		500 €
283	COMITE PROSPECTIVE ET CONCERTATIONS DU MILLENAIRE ER QUARTIERS ES	Fonctionnement		500 €
296	JASMIN D'ORIENT	Fonctionnement		800 €
296	JASMIN D'ORIENT	Projet	JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME	350 €
296	JASMIN D'ORIENT	Projet	DECOUVERTES ET LOISIRS SEJOUR POUR LES JEUNES DES QUARTIERS PRIORITAIRES	350 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Fonctionnement		500 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Projet	ANIMATIONS	700 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Fonctionnement		500 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Projet	40EME FETE DU QUARTIER	700 €
361	AMICALE DES LOZERIENS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
396	COMITE DE QUARTIER LEZ - POMPIGNANE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
424	MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON- VIOLENTE	Fonctionnement		500 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	Fonctionnement		11 000 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	Fonctionnement		1 400 €
948	COMITE DE QUARTIER ROCAMBALE OUEST	Fonctionnement		500 €
1029	CENTRE 665	Fonctionnement		10 000 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Fonctionnement		500 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	CHASSE A L'OEUF	200 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	VERS UN QUARTIER PROPRE EN 2017	250 €

1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Projet	ECRIRE ET ACCUEILLIR LES ECRIVAINS	250 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Fonctionnement		1 000 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Projet	JOURNEE DU PATRIMOINE DU QUARTIER ANTIGONE	600 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	Fonctionnement		500 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	Projet	FETES DU QUARTIER CEVENNES ET ENVIRON	700 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS	Fonctionnement		500 €
1453	AMICALE HERAULTAISE DES ENFANTS DES DEPARTEMENTS DE BONE CONSTANTINE ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 000 €
1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		18 000 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	Fonctionnement		200 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	Projet	AIGUELONGUEE DANS LES ETOILES	200 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	Projet	CARNAVAL	250 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHÆUR AJC	Projet	AIGUELONGUE SE LA JOUE FESTIVAL DE THEATRE	250 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Fonctionnement		500 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Projet	ANIMATION MUSICALE DES QUARTIERS LEMASSON MAS DREVON MARQUEROSE ET CROIX D'ARGENT	500 €
1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	Fonctionnement		1 200 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA	Fonctionnement		500 €

	RAUZE			
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	Projet	SOIREE DE LA GALETTE DES ROIS	200 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC AAML	Fonctionnement		1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Fonctionnement		500 €
1907	ASSOCIATION CULTURELLE JUDEO MUSULMANE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		500 €
1970	ASSOCIATION NATIONALE DES PUPILLES DE LA NATION DES ORPHELINS DE GUERRE OU DU DEVOIR - DELEGATION DE L'HERAULT	Fonctionnement		500 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT- SABINES	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	CARNAVAL	350 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	REAPS DE QUARTIER INITIATION A LA DANSE ET BAL DE QUARTIER	350 €
2013	LA PENA DEI CLAPAS	Fonctionnement		2 500 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Fonctionnement		500 €
2698	AMICALE FRANCAIS D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS-DU- LOUP	Fonctionnement		400 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Fonctionnement		500 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Projet	CONCERT DU NOUVEL AN	350 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Projet	FETE DE LA SAINT JEAN	350 €
2957	LA BARONNIE DE CARAVETES ET LES AMIS DE LA BARONNIE	Fonctionnement		2 000 €

3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANCAIS MUSULMANS	Fonctionnement		1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Fonctionnement		500 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE ANCIENS DE TUNISIE	Fonctionnement		1 200 €
3679	BOUT'ENTRAIN	Fonctionnement		500 €
3679	BOUT'ENTRAIN	Projet	PROJET CINEMA DE QUARTIER	700 €
3680	COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
3940	MARE NOSTRUM	Fonctionnement		500 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	Fonctionnement		300 €
4203	OPIFAC	Fonctionnement		500 €
4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	Fonctionnement		500 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	Fonctionnement		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Fonctionnement		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Projet	FETES DU PRINTEMPS	700 €
4605	COMITE DE QUARTIER CLERONDEGAMBE	Fonctionnement		500 €
4737	CLUB QUESTION POUR UN CHAMPION MONTPELLIER	Projet	TOURNOI ANNUEL QUESTION POUR UN CHAMPION DE MONTPELLIER	500 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	Fonctionnement		500 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	Projet	AUBESESSION D'ARTISTES	700 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	Fonctionnement		500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	Projet	AUTOUR DE L'AQUEDUC	700 €
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA ADEQV	Fonctionnement		500 €
5140	ASSOCIATION POUR LE RASSEMBLEMENT DES CITOYENS ET COMMERCANTS ARCEC	Fonctionnement		700 €

5182	ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES	Fonctionnement		500 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMs	Fonctionnement		500 €
5460	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ	Fonctionnement		500 €
5578	COMITE ASSOCIATIF DE LA RAUZE SAYSET	Fonctionnement		500 €
5624	OVALIE PROVIDENCE	Fonctionnement		500 €
5703	PLAYM'HERAULT	Projet	5EME EXPOSITION INTERNATIONALE DE COLLECTIONNEURS DE PLAYMOBIL	500 €
5820	LA TEJERA-LES GENETS ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
5826	COMITE DE QUARTIER LES AUBES	Fonctionnement		500 €
5844	LES DES-CALES : CLUB ASSOCIATIF LUDO-ENVIRONNEMENTAL	Fonctionnement		300 €
6370	BIEN VIVRE A AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
6417	COEUR MARIANNE	Fonctionnement		500 €
TOTAL				105 830 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 15 085 350 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver les conventions spécifiques annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Nom de la structure:

Nature de la subvention :

Intitulé du projet :

Montant attribué :

Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION **POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Et :

La structure bénéficiaire ..., représentée par ..., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Considérant que l'organisme contractant a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire ... contribue au développement de la politique de la Ville en matière de ... et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour le projet "...".

Le projet porté par la structure bénéficiaire ... poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : ... HT.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire **original** de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ▲ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2016 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ▲ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure,
- ▲ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- ▲ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet ;
- ▲ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site-internet avec un lien sur le site de la Ville...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Et :

La structure bénéficiaire ..., représentée par ..., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Considérant que la structure bénéficiaire ... contribue au développement de la politique de la Ville en matière de ... et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour son fonctionnement.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

Le budget prévisionnel global de la structure pour 2017 s'élève à : ... HT.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation d'un relevé d'identité bancaire et de chacune des pièces suivantes :

- ▲ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2016 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ▲ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure,

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits,

dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;

- La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats

Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),, représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de€ attribuée pour l'année 2017 par la Ville de Montpellier lors du, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Titulaire du compte:

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2017 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2017.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE CCAS CA1886 !
Nature de la subvention : Fonctionnement
Montant attribué : 12 000 000,00 €
Thématique : CCAS

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION **DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016.

Et :

La structure bénéficiaire CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE représentée par Mme YAGUE Annie, Présidente, élue par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Considérant que la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière d'actions sociales et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de 12 000 000,00 euros pour son fonctionnement.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....

Le budget prévisionnel global de la structure pour 2017 s'élève à : 12 000 000,00 € HT.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de 12 000 000,00 euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application

des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera selon l'échéancier ci-dessous. Il est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Echéancier 2017 :

- 1 238 000 € en janvier
- 1 238 000 € en février
- 1 238 000 € en mars
- 1 035 750 € en avril
- 1 035 750 € en mai
- 1 035 750 € en juin
- 1 035 750 € en juillet
- 1 035 750 € en août
- 1 035 750 € en septembre
- 1 035 750 € en octobre
- 1 035 750 € en novembre

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

Le solde de la subvention sera versé sur présentation d'un relevé d'identité bancaire et de chacune des pièces suivantes :

- ▲ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2016 certifiés par la Présidente, ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ▲ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure,

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de

presse, documents audiovisuels, ... ;

- La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative et Vie Associative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

<p>Nom de la structure: COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL / COSC CA2866</p> <p>Nature de la subvention : Fonctionnement</p> <p>Montant attribué : 722 000,00 €</p> <p>Thématique : COSC</p>

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016.

Et :

La structure bénéficiaire COMITE DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES DU PERSONNEL MUNICIPAL représentée par Mme DEBOISSY Amparo, Présidente, élue par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Considérant que la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière d'actions sociales et culturelles et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de 722 000,00 euros pour son fonctionnement.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Le budget prévisionnel global de la structure pour 2017 s'élève à : 722 000,00 € HT.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **722 000,00 euros**.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera selon l'échéancier ci-dessous. Il est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Echéancier 2017 :

- 216 600 € en janvier
- 216 600 € en juin
- 216 600 € en septembre
- 72 200 € en décembre

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

Le solde de la subvention (72 200 €) sera versé sur présentation d'un relevé d'identité bancaire et de chacune des pièces suivantes :

- ▲ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2016 certifiés par la Présidente, ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ▲ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien

de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;

- La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative et Vie Associative au 04 67 34 88 00.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 9 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

**CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER
ET LE GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE
MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT (MDA 34)**

Cette convention de partenariat est conclue entre:

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération en date du 15 décembre 2016.

d'autre part,

La structure MDA 34 - Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison des Adolescents de l'Hérault représentée par son Président M. Frédéric HOIBIAN.

Il a été convenu ce qui suit:

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de la Jeunesse, développe des actions en direction des jeunes de 12 à 29 ans autour d'un lieu d'accueil et d'information labellisé « Point Information Jeunesse », des aides au financement de projets (Bourses d'initiatives) ou individuels (BAFA, Permis B, ...), des aides en faveur de l'accès aux loisirs et à la culture, d'un Conseil Montpellierain de la Jeunesse, etc....

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite apporter une attention particulière au public des adolescents.

Le Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) vise à répondre à une mission de santé globale, au sens de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en direction des jeunes de 11 à 21 ans à l'échelle du département de l'Hérault.

Cette volonté s'inscrit donc dans une démarche globale de prévention Santé dans toutes ses dimensions telles que le bien-être physique, psychique et social.

Situé à Montpellier, 9 rue de la République à proximité de l'Espace Montpellier Jeunesse de la Ville de Montpellier, c'est un espace d'accueil, d'écoute, de soutien, de sensibilisation et de médiation, articulé autour des problématiques liées à l'adolescence.

Tout jeune, avec ou sans rendez-vous, peut bénéficier de consultations ou de conseils gratuits auprès de médecins généralistes ou spécialistes, de psychologues, d'infirmiers, d'assistants sociaux, d'animateurs, d'éducateurs, et de médiateurs familiaux.

Outre le volet médical, la MDA 34 met également l'accent sur l'axe socio-culturel et citoyen nécessaire pour les revaloriser et les accompagner dans l'estime de soi.

Considérant que les actions menées par la Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) contribuent aux objectifs des politiques développées par la Ville de Montpellier et qu'elles présentent un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien dans le cadre de la présente convention de partenariat.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) propose un plan d'action, au titre de son projet associatif, autour des grands axes suivants :

- Accueil, écoute, information, orientation,
- Evaluation des situations,
- Prise en charge médicale et psychologique,
- Accompagnement culturel, éducatif, social et juridique.

Considérant que le projet de la Maison Des Adolescents contribue au développement de sa politique en matière de Jeunesse et de prévention santé et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION ET SUBVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2017.

La Ville de Montpellier accorde au Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison Des Adolescents de l'Hérault une subvention de 30 000 Euros au titre du fonctionnement 2017 de la structure.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER ET DE LA MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT

En complémentarité de la subvention et au titre des actions déclinées par le Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison des Adolescents de l'Hérault (article 1 de la présente convention), la Ville de Montpellier s'engage à accompagner et soutenir le Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison des Adolescents de l'Hérault dans la mise en œuvre de son plan d'action pluriannuel, et ce dans la limite de ses champs de compétence et modalités d'intervention propres.

A ce titre, une attention particulière sera portée aux actions développées autour de la citoyenneté, la prévention santé, l'information Jeunesse et ce en lien étroit avec l'Espace Montpellier Jeunesse de la Ville de Montpellier ou les actions menées en lien avec la Politique de la Ville.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier et la Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) s'engagent mutuellement à étudier des actions coordonnées à l'échelle du territoire de Montpellier, à se rencontrer régulièrement afin de développer des projets communs et/ou de communication en direction des adolescents.

Enfin, le service Jeunesse de la Ville de Montpellier et la Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) s'engagent à mettre à disposition gracieusement, et réciproquement, leurs locaux pour les actions menées conjointement.

ARTICLE 4 : MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre de la présente convention de partenariat, les cosignataires conviennent de se réunir régulièrement, à minima, seront prévues deux réunions annuelles.

ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 versements ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation d'un relevé d'identité bancaire et des pièces suivantes :

-Pièce n°3 : Les comptes 2016 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;

-Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'UTILISATION ET ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,

- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association ;

- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

-à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (Contact : 04 67 34 88 00)

- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2017 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant

* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTROLE

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

ARTICLE 8: DEVOIR D'INFORMATION

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

ARTICLE 9: RESILIATION ET CAS DE REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION VERSEE

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

ARTICLE 10: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier
Monsieur Le MAIRE,

Pour la structure bénéficiaire
Monsieur le Président de l'Association,

Philippe SAUREL

Frédéric HOIBIAN

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016



Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00 sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Herv MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveu TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Tarifs 2017 pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Cette délibération contient par principe l'ensemble des tarifs montpellierains qui seront applicables au 1^{er} janvier 2017 pour la plupart ou à compter de dates plus spécifiques pour d'autres.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public)

CADRE JURIDIQUE ET TYPOLOGIE DES TARIFS MUNICIPAUX QUI SONT INTEGRALEMENT LISTES DANS CETTE DELIBERATION

LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;

- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, -devis dont le montant répond donc aux prix- du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

LES TYPOLOGIES DES TARIFS

- **Taxe** : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- **Redevance** : deux redevances sont distinguées :

La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.

La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine.

Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés en 3 catégories :

- 1– Les tarifs relatifs aux services à la population**
- 2– Les redevances d'occupation du domaine public**
- 3– Les refacturations**

1 - LES TARIFS RELATIFS AUX SERVICES A LA POPULATION

Les services de la Ville de Montpellier s'organisent autour de 150 métiers qui permettent d'offrir aux montpelliérains un service public professionnel, proche et réactif.

1-1) LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE) :

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier. Au total, près de 25 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = Taux d'effort x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

Taux applicables pour 2017

Le barème national pour 2017 sera publié en début d'année prochaine. Il sera appliqué dès sa publication.

A titre indicatif, pour l'année 2016 :

Ressources plancher 2016	660,44 €		
Ressources plafond 2016	4 864,89 €		

	Taux d'effort	Tarif plancher 2016	Tarif plafond 2016
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,06%	0,40 €	2,92 €
2 enfants	0,05%	0,33 €	2,43 €
3 enfants	0,04%	0,26 €	1,95 €
4 à 7 enfants	0,03%	0,20 €	1,46 €
8 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,97 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,05%	0,33 €	2,43 €
2 enfants	0,04%	0,26 €	1,95 €
3 à 5 enfants	0,03%	0,20 €	1,46 €
6 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,97 €
TARIFICATIONS SPECIFIQUES			
Familles non affiliées au régime CAF		Tarifs majorés de 50%	

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € (0.05% x 2 200€).

Tarifications spécifiques

Par ailleurs, conformément à la circulaire CNAF relative à la prestation de service unique, la Ville applique les tarifications spécifiques suivantes :

→ **Le tarif fixe moyen :**

- Pour les familles non allocataires sans avis d'imposition, ni fiche de salaires
- En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance
- Pour l'accueil d'urgence, si les ressources des familles ne sont pas connues au moment de l'inscription

Le tarif fixe moyen est défini par le montant total des participations familiales facturées de l'ensemble des établissements gérés par la Ville sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente. A titre d'exemple, le tarif fixe moyen en 2016 = 1.27 € par heure.

→ **Le tarif lié au handicap d'un enfant :**

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif correspondant au taux d'effort immédiatement inférieur.

→ **Par dérogation :**

La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil Départemental de l'Hérault. L'enfant accueilli peut bénéficier, autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

1-2) RESTAURATION SCOLAIRE

La cuisine centrale municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre plus de 11 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

Modalités de détermination des tarifs

L'application d'un taux d'effort génère une tarification individualisée ce qui garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 euros. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 euros et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

Revenus pris en compte

→ **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO à partir du numéro CAF de la famille) ;

→ **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

Modalités de réservation

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte 2 semaines précédant le début des vacances scolaires, sa clôture étant fixée au dernier jour de classe précédant les vacances scolaires. Elle est prolongée jusqu'au dimanche pour les réservations effectuées par internet. Par exception, en septembre les réservations restent

ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine complète de classe.

Au vu du calendrier scolaire 2016/2017 qui prévoit une période scolaire longue avant les grandes vacances, il est prévu – par dérogation au règlement de fonctionnement des temps périscolaires de la Ville de Montpellier du 06.07.16 – de scinder cette période en deux (du 18 avril au 24 mai pour la première et du 29 mai au 7 juillet pour la seconde). Les périodes de réservations afférentes seront les suivantes :

- Du lundi 20 mars au vendredi 31 mars (jusqu'au dimanche 2 avril par internet)
- Du mardi 2 mai au vendredi 12 mai (jusqu'au dimanche 14 mai par internet)

Quatre modes de réservation sont possibles :

- Par internet via le site de la ville : www.montpellier.fr ;
- Dans chaque école, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire ;
- Au service Prest'O à l'Hôtel de Ville ;
- Dans les mairies de proximité Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson.

Modalités de calcul et tarifs de la restauration

Tarif = Part fixe + (Taux d'effort x Revenu mensuel avant abattement) encadré par un plancher et plafond.

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES

Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,093%	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,084%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,074%		

TARIFICATION OCCASIONNELLE

Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration de 25% est appliquée aux tarifs ci-dessus.

TARIFICATIONS SPECIFIQUES

	Tarif unitaire
Prise en charge temps méridien sans repas	1,50 €
Repas Adulte	6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »	4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »	10,00 €

Afin de permettre aux enfants montpelliérains de bénéficier de la tarification sociale sans différences selon qu'ils sont accueillis dans un ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement) municipal ou associatif. La Ville dans sa délibération 2014/327 approuvée par Conseil Municipal le 24 juillet 2014 propose d'appliquer la tarification sociale aux repas commandés par les ALSH associatifs auprès de la Cuisine Centrale dès lors que ces ALSH répercuteront ladite tarification sur les repas fournis aux enfants.

1-3) ACCUEIL DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE)

Modalités de détermination des tarifs

L'application d'un taux d'effort génère une tarification individualisée ce qui garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

Revenus pris en compte et modalités de réservation identiques à la restauration scolaire (cf point 1-2)

Modalités de calculs et tarifs des Accueils de Loisirs Associés à l'Ecole

Tarif = Part fixe + (Taux d'effort x Revenu mensuel avant abattement) encadré par un plancher et plafond

TARIFICATION POUR LES ACCUEILS	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
ACCUEILS MATIN : 7H45-8H45 ET ACCUEILS SOIRS 17H30-18H30 (prix par enfant inscrit)				
Famille avec 1 enfant à charge	0,32 €	0,012%	0,40 €	0,80 €
Famille avec 2 enfants à charge	0,29 €	0,010%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,26 €	0,009%		
ACCUEILS MERCREDI MIDI : 11h45-12h30	GRATUIT			
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Pénalités de retard appliquée à chaque retard à compter du 2 ^{ème} retard constaté dans l'année scolaire le mercredi après 12h30 et le lundi, mardi, jeudi et vendredi après 18h30.				10,00 €

1-4) LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (ALSH) :

Les Accueils de Loisirs de Montpellier sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 33 centres sont répartis sur la Commune représentant 1 200 places par jour.

Les revenus pris en compte

→ **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO à partir du numéro CAF de la famille) ;

→ **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel avant abattement de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

Tarif journée (sans repas) = Taux d'effort x revenu mensuel avant abattement

Taux applicables pour 2017

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0,595%	7,50 €	16,31 €
2 enfants	0,543%	6,99 €	14,79 €
3 enfants	0,491%	6,28 €	14,08 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		
Plusieurs enfants inscrits	<i>-50 % à partir du 2^{ème} enfant inscrit : cette réduction s'applique sur le tarif calculé pour le 2^{ème} enfant et les suivants. Elle ne s'applique pas pour le 1^{er} enfant de la famille. Cette réduction ne s'applique pas pour les familles bénéficiant des bons CAF</i>		

1-5) LES PRESTATIONS JEUNESSE :

La carte été jeunes

La Ville propose aux jeunes Montpelliérains de 12 à 29 ans des prestations de loisirs à un tarif préférentiel. La Carte Eté Jeunes contient une cinquantaine de coupons donnant accès à une trentaine d'activités culturelles et sportives différentes à pratiquer de juin à septembre pour une valeur totale des activités de 350€.

Toute attribution à titre gratuit devra donner lieu à une délibération fixant les critères d'attribution.

Les ateliers « découverte »

Des ateliers « découverte » ou des animations sont proposés aux montpelliérains de 12 à 29 ans, pendant les petites vacances de février, avril et octobre.

Les Photocopies et impression de CV

Ces prestations permettent à la Ville de Montpellier d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi, de logement et d'informations diverses.

Exposition & vide-studio annuel

Les jeunes artistes montpelliérains non professionnels et le tissu associatif partenaire du service Jeunesse peuvent exposer gratuitement à l'EMJ.

Pour les jeunes de moins de 30 ans, ayant un lien avec Montpellier, et pour les associations partenaires, il est mis à disposition un emplacement gratuit pour le vide studio (puces) : journée d'échange et de ventes d'objets personnels, réservé aux non professionnels.

**Tableau récapitulatif
des tarifs 2017**

Prestation	Tarifs 2017
Carte été jeune	25,00 €
Ateliers « découverte »	20,20 €
Photocopie A4 / Impression CV ou lettre de motivation	0,10 €
Photocopie A3	0,20 €
Mur d'exposition	Gratuit
Vide studio	Gratuit

1-6)LES ACTIVITES SPORTIVES :

La carte Montpellier Sports permet d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville dans le cadre du programme permanent. Par ailleurs, elle offre un accès à l'ensemble des activités proposées par le programme spécial vacances : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel, encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

Tarifs 2017	
Carte Montpellier Sports	5,00 €

1-7)LES ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES DES MAISONS POUR TOUS :

Les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent aux Montpelliérains de tous âges environ 600 activités hebdomadaires dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

Inscription dans le réseau des Maisons Pour Tous

Lors de cette inscription unique pour l'ensemble des Maisons pour tous une carte nominative est délivrée permettant de bénéficier à titre gracieux de certaines animations, également de tarifs préférentiels à des manifestations et soirées familiales et de tarifs réduits aux théâtres Gérard Philipe.

Le dossier d'inscription est à renouveler pour chaque saison au mois de septembre.

Les cotisations annuelles pour les activités

Cartes d'abonnement		Tarifs année scolaire 2017/2018
Cours particuliers		Tarifs année scolaire 2017/2018
Tarification solfège seul – éveil musical – solfège spécial batteur (30 séances d'1 heure)		135 €
Tarification cours particulier à 1 élève (30 séances d'1 heure)		500 €
Tarification cours à 2 élèves (30 séances d'1 heure)		440 €
Tarification cours à 3 élèves (30 séances d'1 heure)		320 €
Tarification initiation à internet (cours dispensé par animateurs MPT)		5 €
Réduction pour :		
-comité d'entreprises conventionné avec la Ville de Montpellier (COSC et autres)		20%
-les étudiants		50%
-les bénéficiaires des allocations insertion, solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, parent isolé, revenu minimum d'insertion,		
-les adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)		
-les personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum		
-pour les enfants de familles de 3 enfants		30%
-pour les enfants de familles de 4 enfants		40%

Soirées et animations organisées en MPT		Tarifs année scolaire 2017/2018
Tarification abonné animation diverses – catégorie A		1 €
Tarification abonné animation diverses – catégorie B		3 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie C		4 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie D		7 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie E		10 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie F		15 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie A		2 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie B		5 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie C		6 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie D		9 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie E		12 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie F		17 €

Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des cours restant à faire jusqu'à la fin de la session.

Les tarifs des stages

Stages	Tarifs année scolaire 2017/2018
Tarification abonné stages – catégorie H	10 €
Tarification abonné stages – catégorie I	21 €
Tarification abonné stages – catégorie J	31 €
Tarification abonné stages – catégorie K	41 €

1-8) LA SERRE AMAZONIENNE :

La Serre Amazonienne de la Ville de Montpellier est une réalisation unique en France. Recréant toutes les caractéristiques et spécificités de la forêt amazonienne, elle permet aux visiteurs de découvrir plus de 500 animaux et 3 500 végétaux. Elle a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Le Pass Métropole permet d'obtenir une réduction sur les tarifs individuels.

Tarifs 2017	Sans Pass Métropole	Avec Pass Métropole
Entrée Adulte	6,50 €	5,50 €
Carnets de 10 entrées	40,00 €	40,00 €
Tarif réduit (enfants de 6 à 18 ans, étudiants, familles nombreuses, demandeurs d'emploi, sénior + de 60 ans)	3,00 €	2,50 €
Entrée gratuite pour :	Gratuit	Gratuit
-les enfants de moins de 6 ans		
-les bénéficiaires de minima sociaux		
-enfants et accompagnateurs des crèches, écoles primaires et ALSH de Montpellier		
Tarif groupes :		
-comités d'entreprises et associations (>10 personnes)	3,00 €	3,00 €
-groupes scolaires (collèges & lycées) et étudiants	3,00 €	3,00 €
-groupes scolaires primaires et ALSH hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
-Enfants des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	Gratuit	Gratuit
-Accompagnateurs des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
Visite nocturne et guidée	10,00 €	10,00 €
Location d'audio-guide	1,00 €	1,00 €
Plan du zoo	0,50 €	0,50 €

1-9)LE PARCOURS MUSEOGRAPHIQUE :

Que l'on soit habitant ou non de la Ville de Montpellier, il est toujours enrichissant de découvrir les richesses d'une culture, d'un patrimoine. Le parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permet l'accès :

- Au musée du Vieux Montpellier
- A la pharmacie et chapelle de la Miséricorde

Entrée parcours muséographique		Tarifs 2017
Tarif normal individuel		3,00 €
Tarif réduit pour :		
-les groupes (à partir de 10 personnes)		2,00 €
-les familles nombreuses sur présentation de la carte		2,00 €
-les détenteurs d'un billet de la visite du centre historique avec l'office du tourisme ou sur présentation du billet d'entrée de l'un des musées partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole		1,50 €
Entrée gratuite pour :		
-les moins de 26 ans et les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, les groupes scolaires, les ALSH et leurs accompagnants, les détenteurs de la City Card délivrée par l'Office du Tourisme, les titulaires d'une carte d'invalidité et leurs accompagnants		gratuit
-à l'occasion de la Nuit Européenne des Musées		
-lors des Journées du Patrimoine		
-le 1er dimanche de chaque mois		

1-10)LE THEÂTRE JEAN VILAR :

Le Théâtre Jean Vilar, situé au 155 rue de Bologne à Montpellier, permet à chaque montpellierain de bénéficier tout au long de l'année d'une programmation audacieuse et de qualité.

Ces tarifs sont applicables à partir de juin 2017, pour les spectacles de la saison 2017/2018

Théâtre Jean Vilar		Tarifs 2017
Plein tarif		17,00 €
Tarif réduit pour les étudiant, plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), accompagnant d'un professionnel invité		11,00 €
Tarif super réduit pour les moins de 16 ans, lycéens, collégiens, écoles hors Montpellier, professionnels du spectacle vivant		5,00 €
Tarif ultra réduit pour les écoles de Montpellier, les bénéficiaires de minima sociaux		1,00 €
Cartes d'abonnement pour 4 spectacles :		
Plein tarif (12 € / spectacle supplémentaire)		48,00 €
Tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire) : étudiants, + de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes)		36,00 €
Tarif super réduit: moins de 16 ans, lycéens, professionnels du spectacle vivant (3,50 €/place supplémentaire)		14,00 €
Dispositifs particuliers:		
Pass culture (convention avec le CROUS)		9,50 €
Stage théâtre - tarification par jour et par participant (durée générale d'un stage : 5 jours)		10,00 €
Cultures et sport solidaires 34		gratuit
Maison des chômeurs		5,00 €

1-11) LE CINEMA NESTOR BURMA

Depuis son ouverture en 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma a accueilli plus de 129 000 spectateurs. Outil culturel de proximité, ouvert à tous, il conjugue une programmation généraliste et populaire avec des films de qualité qui lui ont valu en 2016 le renouvellement du classement Art et Essai assorti des labels « jeune public et Patrimoine, répertoire » par le Centre National du Cinéma et de l'image animée.

Entrée cinéma Nestor Burma	Tarifs 2017
Tarif individuel	6,00 €
Tarif réduit pour tous avant 17h00, les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	5,00 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €
Tarif individuel Ecran des enfants	3,00 €
Tarif moins de 14 ans	4,00 €
Carte 10 places (non nominative et valable 1 an)	45,00 €
Tarif Comité d'entreprises ou de groupe (minimum 10 personnes) – prix par personne	4,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe Ecran des enfants (écoles et centres de loisirs) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif spécial (événement conventionné ou séance à la carte - enseignant, centre de loisirs, IME)	3,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Supplément (3D)	1,00 €
Remplacement de lunettes 3D endommagées	45,00 €

2 - LES REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Avec plus de mille lieux et événements dédiés à la culture, 246 salles et terrains de sport, 146 parcs et squares, Montpellier offre à ses habitants, à travers la richesse de son patrimoine, une Ville dans laquelle il fait bon vivre.

La redevance d'occupation du domaine public correspond à la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques). L'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

La redevance est également un outil permettant d'organiser harmonieusement l'occupation de notre patrimoine Municipal.

2-1) LES SALLES MUNICIPALES ET LE MATERIEL :

Les salles municipales :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et **entraînant des recettes**

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés **n'entraînant pas des recettes**

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 23 h (départ public).

Sous conditions tarifaires, les salles Rencontres, Pagézy et Grammont pourront être utilisées jusqu'à 1 h du matin (départ public) :

- Un ½ tarif sera appliqué à la place d'un forfait de base
- Un plein tarif sera appliqué à la place d'un ½ tarif

A titre exceptionnel et pour les associations à but non lucratif, la salle des Rencontres ou la salle PAGEZY pourront être mises à disposition jusqu'à 03h00 du matin au plein tarif.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles	Unité	Tarifs 2017		
		Plein Tarif	Demi Tarif *	Forfait de Base**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville)	à la semaine	3 210,00 €	1 605,00 €	30,50 €
Salle du Conseil Municipal (hors prestation de régie technique obligatoire IEC)	/jour	2 190,00 €	1 095,00 €	51,00 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	3 260,00 €	1 630,00 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	4 000,00 €	2 000,00 €	102,00 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	2 750,00 €	1 375,00 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 000,00 €	1 500,00 €	102,00 €
Mairie annexe de Grammont	/ jour (du lundi au samedi)	2 040,00 €	1 020,00 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 000,00 €	1 500,00 €	102,00 €
Salle Jules Pagezy (ancien hôtel de ville)	/ jour (du lundi au samedi)	1 630,00 €	815,00 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 000,00 €	1 000,00 €	102,00 €
Centre Rabelais (bd Sarraill - salle de projection)	/ jour (du lundi au samedi)	1 325,00 €	662,50 €	51,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 000,00 €	1 000,00 €	102,00 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour (du lundi au samedi)	260,00 €	130,00 €	26,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	520,00 €	260,00 €	52,00 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour (du lundi au samedi)	610,00 €	305,00 €	30,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	1 220,00 €	610,00 €	61,00 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour (du lundi au samedi)	450,00 €	225,00 €	30,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	900,00 €	450,00 €	61,00 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour (du lundi au samedi)	315,00 €	157,50 €	30,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	610,00 €	305,00 €	61,00 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour (du lundi au samedi)	315,00 €	157,50 €	30,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	610,00 €	305,00 €	61,00 €
Cautionnement				
Caution pour tout espace loué	u			1 560,00 €

Le matériel

Délivrance et restitution du matériel :

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectue pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 au centre technique de **Garosud**.

Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

Gratuité des livraisons et prestations électriques pour les associations humanitaires ou caritatives.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement du matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Matériels	Unité	Tarifs 2017	
		Particuliers et sociétés à caractère commercial	Associations
Chaise	u/jour	0,31 €	0 €
Table (2m)	u/jour	4,26 €	0 €
Grille-caddie	u/jour	5,92 €	0 €
Podium	m ² /jour	7,95 €	0 €
Barrière	u/jour	7,95 €	0 €
Place de tribune	u/jour	0,81 €	0 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R	par camion	Non prévu	120 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique	par camion	Non prévu	70 €
Forfait électrique -Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	50 €
Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	171 €
Cautionnement			
Cautionnement petit matériel		365 €	365 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement		1 350 €	1 350 €

Les Salles de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King

Ces Trois lieux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 22h

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

		Tarifs 2017		
Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Maison des Relations Internationales	/ jour	912,00 €	456,00 €	51,00 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	314,00 €	157,00 €	31,00 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	101,00 €	51,00 €	16,00 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif par quinzaine)	/ U	1 317,00 €	659,00 €	21,00 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif par quinzaine)	/ U	507,00 €	254,00 €	16,00 €
Cautionnement		Tarifs 2017		
Caution	u			1 530,00 €

Les salles des Maisons Pour Tous et Centre de Ressources Darwin

La Ville de Montpellier met également des salles à disposition des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements pour des activités régulières ou ponctuelles. Ces mises à disposition se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions. Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Salles pour activités hebdomadaires - Maisons Pour Tous	Tarifs 2017
Tarification pour 1 h et 10 personnes	110 €
Tarification pour 1 h et 20 personnes	165 €
Tarification pour 1 h et 30 personnes	220 €
Tarification pour 1 h et + de 30 personnes	270 €
Tarification pour 1 h 30 et 10 personnes	140 €
Tarification pour 1 h 30 et 20 personnes	190 €
Tarification pour 1 h 30 et 30 personnes	245 €
Tarification pour 1 h 30 et + de 30 personnes	300 €
Tarification pour 2 h et 10 personnes	165 €
Tarification pour 2 h et 20 personnes	220 €
Tarification pour 2 h et 30 personnes	270 €
Tarification pour 2 h et + de 30 personnes	320 €
Tarification pour ½ journée et 10 personnes	245 €
Tarification pour ½ journée et 20 personnes	300 €
Tarification pour ½ journée et 30 personnes	350 €
Tarification pour ½ journée et + de 30 personnes	430 €
Tarification pour 1 journée et + de 30 personnes	455 €
Tarification par heure supplémentaire pour plus de 11h et + de 30 personnes	40 €

Salles pour activités ponctuelles – Maisons Pour Tous et Centre de Ressources Darwin		Tarifs 2017
1/2 journée salle de - 60 personnes		55 €
1/2 journée salle de + 60 personnes		110 €
Journée salle de - 20 personnes		55 €
Journée salle de 20 à 60 personnes		110 €
Journée salle de + 60 personnes		220 €
Week-end réunions et assemblées		110 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes		110 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes		220 €
Caution location		150 €

Théâtre Gérard Philipe		Tarifs 2017
Tarification pour matinée		35 €
Tarification pour après-midi		60 €
Tarification pour journée répétition		85 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation		115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir		90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation		150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir		remise de 25%
Caution location		450 €

Studio d'enregistrement		Tarifs 2017
Journée location		110 €
Heure location		15 €

Salle polyvalente Albert Camus (associations logées à la maison des rapatriés)		Tarifs 2017
1/2 journée salle de - 60 personnes		30 €
1/2 journée salle de + 60 personnes		50 €
Journée salle de - 60 personnes		50 €
Journée salle de + 60 personnes		105 €
Week-end réunions et assemblées		50 €
Week-end stages d'activités des associations		50 €
Caution		150 €

2-2)LIEUX CULTURELS

Théâtre Jean Vilar

Théâtre Jean Vilar	Tarifs 2017
Grande salle	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 3 agents de sécurité, 4 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 655,00 €
L'heure avant 9h et après 23h	255,00 €
Caution	1 925,00 €
Bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 1 régisseur d'accueil technique, 3 agents de sécurité, 1 contrôleur. Par journée de location de 9h à 23h	1 706,00 €
L'heure avant 9h et après 23h	182,00 €
Caution	1 315,00 €
Grande salle + bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 4 agents de sécurité, 5 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 873,00 €
L'heure avant 9h et après 23h	292,00 €
Caution	1 180,00 €

Location du Carré Sainte-Anne et du Pavillon populaire

Ces tarifs prennent en compte le projet d'établissement ainsi que les coûts de fonctionnement de tels accueils.

Plein tarif pour la location du lieu sans implication avec le projet d'établissement, sous condition de disponibilité du lieu et avec accord préalable.

*Demi-tarif pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire et du Carré Sainte Anne ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, **entraînant des recettes.**

Forfait de base pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire et du Carré Sainte Anne ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, **n'entraînant pas de recettes.

Carré Sainte-Anne	Unité	Tarifs 2017		
		Plein tarif	Demi-tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000,00 €	1 500,00 €	500,00 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000,00 €	1 000,00 €	250,00 €

Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes

Pavillon Populaire	Unité	Tarifs 2017		
		Plein tarif	Demi-tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000,00 €	1 500,00 €	500,00 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000,00 €	1 000,00 €	250,00 €

Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes

La Panacée

Les tarifs pour les espaces d'exposition, en période d'accrochage et de fermeture au public, peuvent être consentis à une personne morale pour un de ses événements (journée d'entreprise, manifestation prestige, colloques, visites privées).

Le tarif proposé pour les autres espaces (centre de ressources, auditorium, patio ou Panastudio) comprend les coûts de fonctionnement (suivi technique, sécurité et accueil, entretien).

***Demi-tarif** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle de La Panacée ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier entraînant des recettes

****Forfait de base** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle de La Panacée ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier n'entraînant pas des recettes

La Panacée	Tarifs 2017		
	Plein tarif	Demi-tarif *	Forfait de base**
Salles d'exposition (609 m2)			
tarif 1 jour	10 000,00 €	5 000,00 €	500,00 €
tarif 1/2 journée	5 000,00 €	2 500,00 €	
Centre de ressources (168 m2)			
tarif 1 jour	350,00 €	175,00 €	50,00 €
tarif 1/2 journée	175,00 €	87,50 €	
Auditorium (195 m2)			
tarif 1 jour	750,00 €	375,00 €	50,00 €
tarif 1/2 journée	375,00 €	187,50 €	
Patio (633m2)			
tarif 1 jour	500,00 €	250,00 €	50,00 €
tarif 1/2 journée	250,00 €	125,00 €	
Panastudio (62 m2)			
tarif 1 jour	250,00 €	125,00 €	50,00 €
tarif 1/2 journée	125,00 €	62,50 €	

2-3)LES SALLES DE L'ESPACE MONTPELLIER JEUNESSE (EMJ) :

La ville de Montpellier met des salles de l'EMJ à disposition des associations partenaires du service jeunesse et des montpelliérains âgés de 12 à 29 ans porteurs de projet. Le service Jeunesse pour répondre au mieux à la demande des associations, propose également une mise à disposition de la salle à l'heure.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers ni à des associations culturelles.

Salles de l'Espace Montpellier Jeunesse	Unité	Tarifs 2017
Pour les associations partenaires du service jeunesse (valorisation de l'aide en nature, avec un montant identique à celui des Maisons pour tous pour une salle de 20 à 60 personnes)	Jour	Gratuit
Pour les jeunes montpelliérains de 12 à 29 ans	Jour	Gratuit

2-4) LA MISE A DISPOSITION DES LOCAUX SCOLAIRES

Locaux scolaires	Tarifs 2017
Tarif par heure et par salle	5,00 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Gratuit

2-5) LA LOCATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Les installations sportives font partie du domaine public de la Commune, leur utilisation donne lieu à paiement d'une redevance.

Tarifs appliqués aux écoles hors contrat, collèges, lycées, universités	Unité	Tarifs 2017
Location gymnase	heure	13,70 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	6,40 €
Location de terrain	heure	10,55 €
Location de mur d'escalade	heure	9,65 €
Location de skate parc	heure	9,50 €
Location de court de tennis	heure	6,40 €
Autres usagers	Unité	Tarifs 2017
Location gymnase	heure	50,75 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7,80 €
Location d'installation athlétisme	heure	50,75 €
Location de mur d'escalade	heure	45,00 €
Location de terrain	heure	39,40 €
Location de court de tennis	heure	45,00 €
Location de skate parc	heure	45,00 €
Location Pas de Tir Montmaur pour les polices municipales des communes de Montpellier Méditerranée Métropole séance de 3 heures pour 7 personnes maximum	séance	192,50 €
Manifestations sportives dans les installations sportives ou sur le domaine public	j	0,00 €
Montage et démontage de la manifestation		
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1 journée + 60 personnes	1 j	116,20 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1/2 journée - 60 personnes	1/2 j	58,00 €

2-6) LA LOCATION DES JARDINS FAMILIAUX

La Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux répartis sur 3 sites : Malbosc, les Grands grès et Rieucoulon.

Nota Bene : la date de renouvellement de bail se faisant au 1er août de chaque année, le tarif Suivant est donc valable du 01/08/2017 au 31/07/2018.

Location des jardins familiaux	Unité	Tarifs au 01/08/2017
Location de jardin familial	m²/an	1,03 €
Parcelle standard de 120m²	€/an	124,00 €
Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	124,00 €

2-7) TAXES ET REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (CF. PLAN DE ZONAGE JOINT EN ANNEXE)

I - Taxe locale sur la publicité extérieure	Unité	Tarifs 2017
Enseigne < ou égal à 7 m²	m²/an	0,00 €
Enseigne > à 7 m² et ≤ à 20 m²	m²/an	30,00 €
Enseigne > à 20 m² et ≤ à 50 m²	m²/an	60,00 €
Enseigne > à 50 m²	m²/an	120,00 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes		
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m²/an	30,00 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m²/an	60,00 €

II - Marchés, marchés aux puces, brocantes de la Ville	Unité	Tarifs 2017
Exonérations : cas spécifiquement prévus		
Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville. Pour les abonnés, seuls les séances annulées sur décision de la Ville seront déduites de l'abonnement trimestriel		
Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels		
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m²/ avec véhicule / séance de marché	U/Jour	20,00 €
Non professionnels redevance emplacement 10 m²/ avec véhicule / séance de marché	U/Jour	0,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m² / avec véhicule	séance	24,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m²)/ avec véhicules	séance	32,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m² / 1 camion	séance	48,00 €
Marché aux Plantes		
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m²/trimestre	14,00 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	35,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	25,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m² / 1 camion d'avril à septembre	U/trimestre	300,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m² / 1 camion d'octobre à mars	U/trimestre	200,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m² / 1 camion d'avril à septembre	U/Jour	40,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m² / 1 camion octobre à mars	U/Jour	30,00 €
Promenade du Peyrou		
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	20,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	25,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	séance	50,00 €
Redevance emplacement abonnés Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	trimestre	510,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	30,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	40,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou / CNS 100m²	séance	80,00 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	séance	14,00 €
Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)		
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m²/trimestre	5,00 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m²/trimestre	7,50 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m²/1/2 jour	1,40 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m²/jour	2,10 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m²/1/2jour	1,90 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jour férié	m²/jour	2,80 €
Carte commerçant - 1ère attribution	carte	0,00 €
Carte commerçant - Renouvellement / perte	carte	8,00 €
Bouquiniste 18m²	u/Jour	15,00 €
Octave des Morts : redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m²	36,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant du lundi au vendredi inclus	m²/jour	10,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant le samedi et le dimanche	m²/jour	20,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

III - Halles		Unité	Tarifs 2017
Halle des Quatre Saisons			
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre		7,70 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre		40,50 €
Halles Jacques Cœur			
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre		15,50 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre		74,50 €
Halles Castellane			
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre		20,50 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre		56,00 €
Redevance occupation d'une cave non aménagée	trimestre		83,00 €
Redevance occupation d'une cave aménagée	trimestre		167,00 €
Droits d'entrée halles couvertes			
Surface étal inférieure à 10m²	u		3 000,00 €
Surface étal de 10 à 14m²	u		3 500,00 €
Surface étal de 15 à 19m²	u		3 800,00 €
Surface étal de 20 à 24m²	u		4 200,00 €
Surface étal de 25m² et +	u		4 800,00 €
Droits d'entrée halles couvertes : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint			0,00 €

IV – AUTRES REDEVANCES		Unité	Tarifs 2017
Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée			
Emplacement de stationnement	an/véhicule		170,00 €
Occupation commerciale du domaine public			
Diverses occupations commerciales - Espaces libres divers	m²/jour		2,20 €
Diverses occupations commerciales - Espace Grammont	m²/jour		1,65 €
Diverses occupations commerciales - Espace libre Place de la Comédie	m²/jour		6,80 €
Diverses occupations commerciales - Espace libre Place Georges Frêche	m²/jour		1,70 €
Diverses occupations commerciales - Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m²/jour		5,80 €
Stand de vente 12m² environ, tout site promotion d'un territoire (alimentaire ou non alimentaire)	u/jour		30,00 €
Occupation à but non lucratif du domaine public, tout site, pour comité de quartier, association parents élèves, écoles, Téléthon, solidarité nationale ou internationale			0,00 €
Attraction/Manège/Patinoires sur le domaine public	m²/jour		0,17 €
Manège de l'Esplanade Charles de Gaulle	Forfait /an		6 550,00 €
Manège du zoo du Lunaret	Forfait /an		4 200,00 €
Carrousel Place Laissac	Forfait/mois		0,00 €
Carrousel Place de la Comédie	Forfait/mois		900,00 €
Manifestation d'ampleur nationale sur les berges du Lez	jour		2 000,00 €
Distributions d'échantillons/bons d'achats/goodies/promotion commerciale forfait 100m²	jour/100m²		600,00 €
Cirque forfait pour capacité inférieure ou égale à 300 personnes	jour		150,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 301 et 700 personnes	jour		300,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 701 et 1500 personnes	jour		450,00 €
Cirque forfait pour capacité supérieure à 1501 personnes	jour		600,00 €
Cirque jour de montage/démontage (en début ou fin de période si pas de spectacle)	jour		0,00 €
Estivales - Esplanade Charles De Gaulle			
Pour les commerçants en artisanat & produits régionaux, producteurs et produits alimentaires conditionnées	m²/jour		7,20 €
Bouquiniste 18m²	u/Jour		25,00 €
Viticulteurs - forfait incluant la mise à disposition de comptoirs et espace bar	m²/jour		16,90 €
Vente de produits alimentaires, restauration, vin, tapas	m²/jour		16,90 €
Autres manifestations publiques			
Grand Bazar / Antiquaires / Emplacement 18 m²	u/Jour		15,00 €
Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m²	u/Jour		30,00 €
Marché thématique événementiel 12 m² environ	u/Jour		30,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m²	semaine		970,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m² Activité Restauration	semaine		1 160,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m²	semaine		1 300,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m² Activité Restauration	semaine		1 560,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m²	semaine		1 940,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m² Activité Restauration	semaine		2 330,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m²)	semaine		510,00 €

VI - Occupation temporaire du domaine public		Unité	Tarifs 2017
Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.			
Exonérations : cas spécifiquement prévus pour les occupations du domaine public (dépôt de matériaux + bennes de récupération + échafaudages et matériels de chantier			
Frais de gestion pour manifestation annulée sur décision de l'organisateur	U		50,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile	U/an		40,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto	U/an		51,00 €
Vide greniers	U/an		0,00 €
Occupation temporaire du domaine public / Dépôt de matériaux			
Dépôts de matériaux : sable, palette etc...	m²/semaine		16,50 €
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / semaine		16,50 €
Occupation temporaire du domaine public / Bennes de récupération de matériaux (hors emprise du chantier)			
l'unité de 6m² forfaitaires de sol occupé : la 1ère semaine	u / semaine		30,00 €
l'unité de 6m² forfaitaires de sol occupé : les semaines suivantes	u / semaine		60,00 €
Occupation temporaire du domaine public / Echafaudages et matériels de chantier			
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, grues, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection: m² de sol occupé ou projeté au sol.			
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m²/ semaine		4,90 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m²/ semaine		16,50 €
Echafaudages et matériels de chantiers forfait pour 3 mois renouvelable	m²/3 mois		75,00 €
Echafaudages et matériels de chantiers ravalement de façades: occupation du sol rallongés par ABF au-delà de 6 semaines	m²/ semaine		0,00 €
Concessions d'occupation du domaine public			
Concession de tous ordres	u/an		7% du CA
Pénalités et frais de gestion et de contrôle			
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction		255,00 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	10% de majoration du montant		
Droits de stationnement Taxis			
Droits de stationnement pour 1 véhicule taxi	trimestre		

V - Droits de terrasse

Cas spécifiques prévus

- Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies de ZAC qui viennent d'être ouvertes à la circulation et d'exonérer les commerçants de redevance pendant la durée de travaux publics qui génèrent l'installation des terrasses
- Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air
- Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%

Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)

Zone 1	m²/an	97,00 €
Zone 2	m²/an	60,00 €
Zone 3	m²/an	43,00 €
Zone 4	m²/an	37,00 €

Terrasse classe B1 (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement tels que parasols, paravents, jardinières, écrans, platelage...)

Zone 1	m²/an	137,00 €
Zone 2	m²/an	109,00 €
Zone 3	m²/an	96,00 €
Zone 4	m²/an	69,00 €

Terrasse classe B2 (terrasse aménagée saisonnière : espace délimité par des bâches) 6 mois minimum

Zone 1	m²/an	185,00 €
Zone 2	m²/an	147,00 €
Zone 3	m²/an	129,00 €
Zone 4	m²/an	93,00 €

Terrasse classe C (terrasse délimitée perpendiculairement aux façades par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipée des éléments de confort proches d'une installation en dur)

Zone 1	m²/an	320,00 €
Zone 2	m²/an	250,00 €
Zone 3	m²/an	200,00 €
Zone 4	m²/an	170,00 €

Stands de vente & kiosques

Commerces non sédentaires (CNS) pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m²/jour	23,00 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot/rugby (19-16 matchs) - emplacement d'environ 20m²	an	4 000,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces pendant manifestations sportives ou culturelles, fête 14/07	m²/jour	33,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces, marrons, bonbons, ballons... hors manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	unité de 2m²/jour	20,00 €
Kiosque de vente immobilière	m²/mois	115,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza, Crêpes, Glaces, Boissons chaudes - tout site	mois	320,00 €

Chapiteaux / tentes pour spectacles, expositions, cérémonies - Stand alimentaire

Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration - Stand alimentaire	m²/jour	11,50 €
---	---------	---------

Etalages et autres dispositifs sur le domaine public

Etalages et présentoirs sur le domaine public (1ml minimum appliqué)	ml/an	129,00 €
Vitrine mobile	u/an	95,00 €
Porte menus hors terrasse	u/an	54,00 €
Conservateur à glace, crêpière	u/an	420,00 €
Banc de fruits de mer	u/an	515,00 €

Surplomb du domaine public

Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	150,00 €
---	------	----------

2-8) LES DROITS DE VOIRIE RELATIFS AU STATIONNEMENT

Droits de voirie et d'occupation du domaine public

Tarifs 2017

Tarif remplacement Carte Pass (accès zone piétonne) en cas de perte, vol ou détérioration	12,00 €
---	---------

Gratuité de stationnement avec la carte oxygène 30 minutes par jour toutes zones confondues.

Afin de moderniser le paiement du stationnement sur voirie aux usagers, la Ville a déployé en 2015 le paiement dématérialisé (via le prestataire Pay by Phone). Ce nouveau système de paiement du stationnement sur voirie permet aux usagers de bénéficier du confort, s'ils le souhaitent, de régler leur stationnement via leur mobile. Ce service de base se fait à coût constant pour l'utilisateur. Les usagers faisant le choix d'utiliser ce service à valeur ajoutée pourront optionnellement demander un service supplémentaire qui consiste en l'envoi d'un SMS d'alerte avant la fin du temps de stationnement programmé. Le tarif de ce service optionnel est :

Service optionnel	Tarifs 2017
Envoi d'un SMS pour prévenir de la fin du temps de stationnement programmé	0,15 €
Stationnement payant zone courte durée "Jaune" limitée à 2 heures	Tarifs 2017
Tarif normal 15 min	0,50 €
Tarif normal 1/2h	1,00 €
Tarif normal 45min	1,50 €
Tarif normal 1h	2,00 €
Tarif normal 1h15	2,50 €
Tarif normal 1h30	3,00 €
Tarif normal 1h45	3,50 €
Tarif normal 2h	4,00 €
Tarif résident 4h	0,60 €
Tarif résident 5h	0,70 €
Tarif résident 1 jour	1,00 €
Tarif résident 6 jours	4,00 €
Tarif résident 15 jours	7,50 €
Tarif résident mensuel	15,00 €
Tarif résident mensuel disposant d'un abonnement de transport collectif TAM	7,50 €
Carte mensuelle de stationnement (carte à gratter)	15,00 €
Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 5 heures	Tarifs 2017
Tarif normal 20 mn	0,50 €
Tarif normal 32 mn	0,70 €
Tarif normal 45 mn	1,00 €
Tarif normal 1h	1,30 €
Tarif normal 2h	2,60 €
Tarif normal 3h	3,10 €
Tarif normal 4h	3,60 €
Tarif normal 5h	4,00 €
Tarif résident 4h	0,60 €
Tarif résident 5h	0,70 €
Tarif résident 1 jour	1,00 €
Tarif résident 15 jours	7,50 €
Tarif résident mensuel	15,00 €
Tarif résident mensuel disposant d'un abonnement de transport collectif TAM	7,50 €
Carte mensuelle de stationnement (carte à gratter)	15,00 €

Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 heures	Tarifs 2017
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 1h30	1,00 €
Tarif normal 2h	1,20 €
Tarif normal 3h	1,40 €
Tarif normal 4h	1,50 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,70 €
Tarif normal 7h	1,80 €
Tarif normal 8h	1,90 €
Tarif normal 9h	2,00 €
Tarif résident	gratuit

Parking stade "La Mosson"	Tarifs 2017
Entrée Parking stade "La Mosson"	2,00 €

3 - LES REFACTURATIONS

Certains tarifs ne correspondent pas à un service public mais seulement à une refacturation de prestations pour le compte de tiers. Le prix payé par le bénéficiaire correspond alors au coût réel pour la Ville (coûts directs et indirects du service).

3-1) REFACTURATION DES PRESTATIONS DE REPROGRAPHIE ET DE PETITES FOURNITURES

La Ville de Montpellier est amenée à effectuer diverses prestations de reprographie de documents, de photocopies et duplications de documents administratifs (*) et de plans officiels de la Ville. Elle publie également un certain nombre de documents tels que des inventaires, bulletins historiques de la Ville et des cartes postales. Elle veille au respect des droits de réutilisation de données publiques

(*) à noter que le montant des frais de copie d'un document administratif est défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2001.

Photocopies et impressions papier	Tarifs 2017
Photocopie A3 Couleur	1,40 €
Photocopie A3 Noir& Blanc	1,30 €
Photocopie A4 (microforme)	0,35 €
Photocopie A4 Couleur	0,35 €
Photocopie A4 Noir& Blanc (tarif règlementé)	0,18 €
Fourniture d'articles de papeterie	Tarifs 2017
Chemise élastique	0.50 €
Chemise à sangle	1.00 €
Chemise carton	0.10 €
Transparent	0.10 €
Reliure	9.10 €
CD-Rom	1.50 €
Fourniture de listes électorales	Tarifs 2017
Liste électorale sur support papier - prix par page	0.18 €
Liste électorale sur CD-Rom - prix par CD Rom	2.75 €
Reprographiques, travaux photographiques et droits de réutilisation de données publiques	Tarifs 2017
Droits de reproduction	25,50 €

Travaux photographiques < A3 (par photo)	3,00 €
Travaux photographiques >= A3 et < A1 (par photo)	5,00 €
Reproduction de plan de permis de construire	5,00 €
Fourniture de CD gravé	2,75 €
Fourniture de DVD gravé	5,00 €
Gravure numérique	1,00 €
Frais de port pour envoi CD ou DVD	2,60 €
Publications	Tarifs 2017
Inventaire	25,00 €
Inventaire numérique	5,00 €
Bulletin historique de la Ville	8,30 €
Anciens numéros	4,00 €
Carte postale	0,60 €
Catalogue d'exposition - refacturation du prix fixé par l'éditeur	prix éditeur

3-2)SYSTÈME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE

Système d'information géographique	Tarifs 2017
Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) sans droit de reproduction. L'unité de tarification est la Ville entière	
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/7500 (1,52m x 1,30m)	82,00 €
Plan et répertoire reliés format A4 (environ 100 pages) échelle 1/6500	9,70 €
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/10000 (1,15m x 1,15 m)	54,30 €
Plan et répertoire reliés format A5 échelle 1/13000	5,20 €
Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage non commercial. L'unité de tarification est le quartier.	
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf)	75,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) échelle 1/5000	37,50 €
Plan officiel de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage commercial. L'unité de tarification est la Ville entière.	
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion numérique	5 235,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion numérique	2 616,00 €
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion papier	2 616,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion papier	1 309,00 €
Cartes et plans historiques de la Ville et de ses environs sans droit de reproduction, sur papier glacé. L'unité de tarification est la carte entière.	
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/50000 (1,30m x 1,45m)	71,60 €
Documents anciens, format selon document	61,40 €
Carte couleur de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/20000 (0,90m x 0,60m)	51,00 €
Plan monochrome de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	51,00 €
Plan monochrome de Montpellier en 1911 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	51,00 €
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/80000 (0,80m x 0,90m)	51,00 €
Vues aériennes sans droit de reproduction (tirages sur papier glacé)	
Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/7500 (1,50m x 1,30m)	143,20 €
Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/10000 (1,15m x 1,15m)	96,20 €
Ortho-image couleur (extraits) format A0 (1,20m x 0,84m)	72,00 €
Ortho-image couleur (extraits) format quelconque (de 0,50m² à 2,25m²)	72,00 €
Photo aérienne ancienne en niveaux de gris (extraits) format quelconque (de 0,50m² à 2,25m²)	72,00 €
Ortho-image couleur (extraits) format A1 (0,60m x 0,84m)	35,90 €
Demandes particulières	
Tarification sur devis pour conception, développement ou mise en forme (fichiers divers, travaux spéciaux...)	

3-3) REFACTURATION DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs 2017
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	238,00 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	674,00 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	951,00 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	595,00 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs 2017
Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	116,00 €
Surface de pelouse < 10m²: travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m²	1,40 €
Surface de pelouse < 10m²: apport de terre complémentaire (0,10m³x120)	m²	2,20 €
Surface de pelouse < 10m²: griffage, réglage, ensemencement, roulage	m²	2,20 €
Surface de pelouse < 10m²: 1er arrosage	m²	0,70 €
Surface de pelouse > 10m²	m²	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs 2017
Surface d'arbustes < 10m²: dessouchage et travail du sol	m²	25,50 €
Surface d'arbustes < 10m²: apport de terre	m²	18,60 €
Surface d'arbustes < 10m²: remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m²	18,30 €
Surface d'arbustes < 10m²: 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m²	7,30 €
Surface d'arbustes > 10m²	m²	Sur devis
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%
Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarifs 2017
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public		Sur devis

Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres

3-4) AFFICHAGE SAUVAGE

Lutte contre l'affichage sauvage: application de l'art. L.581-29 du Code de l'environnement	Unité	Tarifs 2017
Frais d'enlèvement / dispositif	U	150,00 €

3-5) REFACTURATION MATERIEL ET PRESTATIONS DE TRAVAUX DIVERS

Prestations	Tarifs 2017
Mise à disposition de matériel loué	Facturation au tantième du devis de location
Cloutage des terrasses	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion
Refacturation des interventions d'office en matière d'occupation du domaine public	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion

3-6) REFACTURATION DES SERVICES EXCEPTIONNELS POUR LE COMPTE DES TIERS (COUT PAR AGENT MOBILISE)

Mobilisation d'agents pour le compte d'un tiers

Prestations	Unité	Tarifs 2017
-------------	-------	-------------

Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	18,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au samedi	H / agent	22,00 €
Tarif de 22h00 à 7h, dimanches et jours fériés (+100% du tarif horaire jour)	H / agent	36,00 €
Tarif de 7h à 22h00, dimanches et jours fériés (+66% du tarif horaire jour)	H / agent	30,00 €
Tarif par heure et par véhicule	H / véhicule	7,00 €

Mobilisation d'agents et de matériels pour capture d'animaux selon les moyens déployés pour le compte d'un tiers

Capture d'un animal avec fourgon aménagé pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs 2017
Forfait intervention du lundi au samedi de 7h00 à 22h00	112,00 €
Forfait intervention du lundi au samedi de 22h00 à 7h00	140,00 €
Forfait intervention dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)	185,00 €
Forfait intervention dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)	224,00 €

Capture d'un animal avec fourgon et remorque de transport (équidés...) pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs 2017
Forfait intervention du lundi au samedi de 7h00 à 22h00	140,00 €
Forfait intervention du lundi au samedi de 22h00 à 7h00	175,00 €
Forfait intervention dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)	232,00 €
Forfait intervention dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)	280,00 €

Refacturation des soins vétérinaires pour le compte d'un tiers

Soins vétérinaires, ...	Tarifs 2017
Majoration lors de la facturation auprès d'un tiers des soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutive au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation auprès d'un tiers des frais de séjour d'animaux en lieux de dépôt	5%

3-7) REFACTURATION DES CONCESSIONS FUNERAIRES ET REDEVANCES

La Ville a en charge la gestion des 5 cimetières (St Lazare, son extension et son annexe, St Etienne et Celleneuve), des concessions et des défunts. A ce titre, elle gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs ou anciens qui sont construits sur les terrains. La Ville émet et encaisse en régie les taxes et redevances correspondant aux droits liés aux inhumations, aux dispersions des cendres au Jardin du Souvenir, aux exhumations, aux convois et aux crémations.

Les vacations de Police sont encaissées par la Police Nationale.

Achat et renouvellement des concessions	Tarifs 2017
Concession 5 ans (renouvellement exclusivement)	167,00 €
Concession 10 ans (renouvellement exclusivement)	334,00 €
Concession 15 ans de 2m²	517,00 €
Concession 30 ans de 2m²	1 042,00 €
Concession 30 ans de 4m² pour bâti	2 084,00 €
m² supplémentaire à la concession de base 30 ans pour bâti	521,00 €
Concession 50 ans de 2m²	1 767,00 €
Concession 50 ans de 4m² pour bâti	3 534,00 €
m² supplémentaire à la concession de base de 50 ans pour bâti	883,00 €
Concession perpétuité (4m²)	7 068,00 €
m² supplémentaire à la concession de base perpétuelle	1 767,00 €
Columbarium 2 / 3 places (30 ans)	789,00 €
Columbarium 4 / 6 places (30 ans)	1 580,00 €
Columbarium 6/8 places (50 ans)	2 180,00 €
Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains	Tarifs 2017
Caveau bâti neuf 2 places (HT) secteur "J" et "C4" St Etienne	1 598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places (HT) secteur "J" et "C4" St Etienne	3 198,16 €
Equipement existant (HT) sur terrain repris par la Ville (forfait)	1 326,67 €
Taxes, redevances et vacations de police	Tarifs 2017
Taxes pour inhumation, dispersion, exhumation et dépôt en caveau d'attente	71,00 €
Taxes de convois et de crémations	71,00 €
Caveau d'attente - séjour / jour	10,00 €
Vacations de police	20,00 €

3-8) REFACTURATION DE CAISSES DE TRANSPORTS D'ANIMAUX

Modèle : Vari Kennel	Unité	Tarifs 2017
Très petite	U	30,00 €
Petite	U	50,00 €
Moyenne	U	75,00 €
Grande	U	100,00 €
Très grande	U	200,00 €
Modèle : caisse en bois simple	Unité	Tarifs 2017
Très petite	U	150,00 €
Petite	U	250,00 €
Moyenne	U	350,00 €
Grande	U	400,00 €
Très grande	U	500,00 €
Modèle : caisse en bois simple avec cerclage métal	Unité	Tarifs 2017
Très petite	U	200,00 €
Petite	U	300,00 €
Moyenne	U	400,00 €
Grande	U	500,00 €
Très grande	U	600,00 €
Modèle : caisse en bois renforcée avec métal et tôle	Unité	Tarifs 2017
Très petite	U	400,00 €
Petite	U	750,00 €
Moyenne	U	1 000,00 €
Grande	U	1 500,00 €
Très grande	U	2 000,00 €

3-9) PLAN DE DEPLACEMENT ENTREPRISE

Le plan de Déplacement Entreprise de la Ville de Montpellier comprend :

- Abonnement PDE TAM : transport en commun
- Location d'un vélo à assistance électrique (VAE)
- Parking le plus proche du lieu de travail
- Parking 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail

Tarifs applicables aux agents municipaux et indexés sur le tarif abonnement PDE de la TAM

Abonnement TAM - Location VAE et Parkings	Unité	Tarifs 2017
Abonnement Transport en commun TAM	Par mois	17,63 €
Location d'un vélo à assistance électrique (VAE)	Par mois	17,63 €
Parking le plus proche du lieu de travail	Par mois	17,63 €
Parking 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail	Par mois	8,81 €


En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les tarifs qui lui sont proposés dans la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Exercice 2016 - Fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences des opérations de voirie sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Ces opérations de voirie contribuent à l'amélioration du cadre de vie des Montpelliérains, et participent au développement et à l'aménagement du territoire communal.

A ce titre, la Ville de Montpellier prendra en charge une partie du financement 2016 de la réalisation de ces opérations par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil Municipal et du Conseil Métropolitain.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2016, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations telles que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 5 338 535€. Il se décompose comme suit :

Opérations	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Programmes de maintenance Voirie	4 779 166,67 €	1 863 875,00 €	39%
Programmes de maintenance Pluvial	475 000,00 €	185 250,00 €	39%

Programmes de maintenance Eclairage Public	2 012 500,00 €	784 875,00 €	39%
Programmes de maintenance Gestion Modale des Déplacements et Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques	1 355 833,33 €	528 775,00 €	39%
Montpellier au quotidien Voirie	708 333,33 €	313 543,00 €	44.3%
Montpellier au quotidien Eclairage public	125 000,00 €	48 750,00 €	39%
Accompagnement concessionnaire EDF	125 000,00 €	48 750,00 €	39%
Rénovation du tunnel Comédie	191 666,67 €	74 750,00 €	39%
Aménagement des abords écoles	333 333,33 €	130 000,00 €	39%
Requalification de la cité Gély	333 333,33 €	97 500,00 €	39%
Rue Paul Rimbaud Cévennes	416 666,67 €	143 000,00 €	39%
Avenue du Pont Trinquat	1 529 166,67 €	596 375,00 €	39%
Grand rue Jean Moulin	41 666,67 €	16 250,00 €	39%
Place des Tritons	363 905,00 €	106 442,00 €	39%
Parvis G.Richard - Pôle Balard	41 666,67 €	16 250,00 €	39%
Léon Vallois Argencourt	83 333,33 €	32 500,00 €	39%
Réparer les espaces publics	416 666,67 €	162 500,00 €	39%
Plans d'action de quartier	166 666,67 €	65 000,00 €	39%
Expérimentation	83 333,33 €	32 500,00 €	39%
Lycée Jules Ferry - Colline	83 333,33 €	32 500,00 €	39%
Lafeuillade	108 333,33 €	42 250,00 €	39%
Arceaux	43 333,33 €	16 900,00 €	39%
Total		5 338 535.00€	

Il sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 5 338 535€, pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- d'approuver la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe,
- d'autoriser Monsieur le maire à signer la convention après approbation concordante de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



**Projet de Convention de Fonds de Concours entre
la ville de Montpellier
et
Montpellier Méditerranée Métropole**

Entre

La ville de Montpellier, représentée par son maire, Monsieur Philippe SAUREL, dûment habilité par la délibération n° en date du 15 décembre 2016

Ci-après dénommée **la Commune**

D'une part,

Et

Montpellier Méditerranée Métropole représentée pardûment habilité(e) par une délibération en date du 14 décembre 2016,

Ci-après dénommée **la Métropole**

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, les travaux suivants sur le territoire de la ville :

- Programmes de maintenance Voirie
- Programmes de maintenance Pluvial
- Programmes de maintenance Eclairage Public
- Programmes de maintenance Gestion Modale des Déplacements et Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques
- Montpellier au quotidien Voirie
- Montpellier au quotidien Eclairage public
- Accompagnement concessionnaire EDF
- Rénovation du tunnel Comédie
- Aménagement des abords écoles
- Requalification de la cité Gély
- Rue Paul Rimbaud Cévennes
- Avenue du Pont Trinquat
- Grand rue Jean Moulin
- Place des Tritons
- Parvis G.Richard - Pôle Balard
- Léon Vallois Argencourt
- Réparer les espaces publics
- Plans d'action de quartier
- Expérimentation
- Lycée Jules Ferry - Colline
- Lafeuillade
- Arceaux

Ces opérations participent à l'aménagement du territoire de la Commune et à l'amélioration des conditions de vie de ses habitants. Au titre des avantages que représentent pour elle ces travaux, la Commune a décidé d'attribuer un fonds de concours à la Métropole, maître d'ouvrage, dans les conditions définies par les présentes.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de la Commune à la réalisation des travaux décrits en annexe et exécutés sous la maîtrise d'ouvrage métropolitaine selon un programme et une estimation du coût financier prévisionnel déterminés par la Métropole, dans le cadre de ses compétences.

Article 2 – Régime juridique

La présente convention définit les modalités de mise en œuvre du fonds de concours, après approbations concordantes du conseil municipal de la Commune et du conseil de la Métropole, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 – Montant du fond de concours

3.1 : La Commune souhaite participer au coût des travaux par le versement à la Métropole de la somme de 5 338 535 €. Ce fonds de concours se décompose comme suit :

Opérations	Montant HT de l'opération	Montant du Fonds de concours	Taux
Programmes de maintenance Voirie	4 779 166,67 €	1 863 875,00 €	39%
Programmes de maintenance Pluvial	475 000,00 €	185 250,00 €	39%
Programmes de maintenance Eclairage Public	2 012 500,00 €	784 875,00 €	39%
Programmes de maintenance Gestion Modale des Déplacements et Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques	1 355 833,33 €	528 775,00 €	39%
Montpellier au quotidien Voirie	708 333,33 €	313 543,00 €	44.3%
Montpellier au quotidien Eclairage public	125 000,00 €	48 750,00 €	39%
Accompagnement concessionnaire EDF	125 000,00 €	48 750,00 €	39%
Rénovation du tunnel Comédie	191 666,67 €	74 750,00 €	39%
Aménagement des abords écoles	333 333,33 €	130 000,00 €	39%
Requalification de la cité Gély	333 333,33 €	97 500,00 €	39%
Rue Paul Rimbaud Cévennes	416 666,67 €	143 000,00 €	39%
Avenue du Pont Trinquat	1 529 166,67 €	596 375,00 €	39%
Grand rue Jean Moulin	41 666,67 €	16 250,00 €	39%
Place des Tritons	363 905,00 €	106 442,00 €	39%
Parvis G.Richard - Pôle Balard	41 666,67 €	16 250,00 €	39%
Léon Vallois Argencourt	83 333,33 €	32 500,00 €	39%
Réparer les espaces publics	416 666,67 €	162 500,00 €	39%
Plans d'action de quartier	166 666,67 €	65 000,00 €	39%
Expérimentation	83 333,33 €	32 500,00 €	39%
Lycée Jules Ferry - Colline	83 333,33 €	32 500,00 €	39%

Lafeuillade	108 333,33 €	42 250,00 €	39%
Arceaux	43 333,33 €	16 900,00 €	39%
Total		5 338 535.00€	

3.2 : Ce fonds de concours sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial indiqué à l'article 3.1 de la présente convention.

3.3 : Il est précisé qu'en cas de survenance de sujétions techniques imprévues, au sens de la jurisprudence, la réévaluation à la hausse du fonds de concours ne pourra pas être limitée dans son montant et correspondra au surcoût constaté.

Article 4 – Modalités de versement

4.1 : La Commune s'engage à verser à la Métropole la totalité de la somme de 5 338 535 €.

A la demande de la Métropole, les acomptes seront versés par la Commune, sur la base d'une situation intermédiaire des prestations et/ou travaux payés. L'acompte sollicité sera calculé au prorata des prestations et/ou travaux exécutés

4.2 : Les demandes de paiement accompagnées des justificatifs prévus conformément à l'usage (état des mandatements certifié par le trésorier municipal) seront transmises à la Commune.

4.3 : Il est rappelé que cette participation sera réévaluée à la hausse ou à la baisse, en fonction du coût définitif de l'opération dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente convention et donnera lieu à ce titre à un versement supplémentaire de la Commune à la Métropole ou d'un remboursement de la Métropole à la Commune.

Article 5 – Engagement de la Commune

L'acceptation de la présente convention par la Commune l'engage à ne pas remettre en cause sa participation financière.

Article 6 – Engagement de la Métropole

6.1 La Métropole déclare accepter le versement du fonds de concours par la Commune, dans les conditions définies dans la présente convention et s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser l'opération objet de la présente.

6.2 : La non-réalisation des prestations et/ou travaux objets de la présente par la Métropole pour des motifs d'intérêt général et/ou des causes extérieures aux parties et imprévisibles au jour de la conclusion de la présente, entraînera l'application des dispositions inscrites à l'article 8 de la présente convention.

6.3 : La Métropole s'engage à justifier, à tout moment auprès de la Commune, de l'utilisation des fonds constitutifs de sa participation financière.

Article 7 – Information de la Commune

7.1 : A sa demande, la Commune se verra remettre les documents techniques de programmation de l'opération de travaux.

7.2 : A sa demande, la Commune pourra assister à toutes les réunions de chantier auxquelles elle jugera sa présence utile.

Article 8 – Clause résolutoire

8.1 : La Commune affirme, à titre de clause essentielle et déterminante de son engagement que la présente convention est acceptée sous la condition résolutoire de la réalisation par le Métropole de l'opération mentionnée à l'article 1^{er} de la présente convention.

8.2 : En cas de non-réalisation de l'opération projetée, le versement du fond de concours devient sans objet sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure préalable.

Article 9 – Domanialité publique

Les ouvrages et /ou immeubles issus des travaux objet de la présente convention seront incorporés, après réception, dans le domaine public de la Métropole.

Article 10 – Litiges – Election de domicile

10.1 : Pour l'exécution des présentes et de ses suites la Métropole élit domicile 50 place Zeus –CS 39556-34961 Montpellier Cedex 2 et la Commune en sa mairie 1 Place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

10.2 : Tout changement de domiciliation ne sera opposable à l'autre partie que quinze jours calendaires après réception d'une notification par lettre recommandée et à défaut, il est expressément convenu que toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été au domicile susvisé.

10.3 : En cas de litige survenant dans l'application des présentes, les parties soussignées attribuent compétence au tribunal administratif de Montpellier.

Article 11 - Annexe

Sont annexés à la présente convention, la description des travaux, le programme estimatif et le coût prévisionnel global de l'opération.

Fait à Montpellier, le.....
(en deux exemplaires originaux)

Pour la commune de Montpellier

**Pour Montpellier Méditerranée
Métropole,
Le Président,**

le Maire

Le Vice-Président

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Exercice 2016 - Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des Projets Urbains Partenariaux (PUP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP), créé par la loi Boutin du 25 mars 2009, modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014 et codifié aux articles L 332-11-3 et L 332-11-4 du Code de l'urbanisme, est un outil financier souple qui permet, en dehors d'une ZAC, l'apport de participations à des équipements publics rendus nécessaires par une opération de construction ou d'aménagement, via la conclusion d'une convention.

Le signataire de la convention est la collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Suivant le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a entraîné à compter du 1er janvier 2015, d'une part le transfert de la compétence PLU à la Métropole et d'autre part, le transfert de la totalité de la compétence voirie.

A compter du 1^{er} janvier 2015, la Métropole est devenue signataire des conventions de PUP, et par là même bénéficiaire des participations versées au titre de ces PUP.

Avant le 1^{er} janvier 2015, la Ville de Montpellier avait passé des PUP notamment le PUP « Saint Lazare » pour lesquels des travaux d'équipements publics notamment de voirie restent à réaliser. Compte tenu du transfert global de la compétence voirie, à la Métropole, les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, alors que les participations seront perçues par la Ville de Montpellier signataire d'une convention de PUP.

En conséquence, il convient d'organiser le reversement des participations perçues pour la réalisation d'équipements devenus de compétence métropolitaine, par convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier méditerranée Métropole.

Il s'agit de l'opération PUP « Saint Lazare » :

- Date de signature de la convention : 6 mars 2014
- signataire : Bouygues Immobilier représenté par M. J-P. JARNO

Description des travaux :

Le PUP prévoit dans la convention l'aménagement des espaces publics suivants (voiries, trottoirs, voies cyclables...) : place du Souvenir Français, carrefour de l'avenue Saint Lazare et Justice de Castelnau, avenue Saint Lazare et rue de Ferran ainsi qu'un trottoir sur l'avenue de la Justice de Castelnau.

En ce qui concerne les espaces verts et mobiliers urbains, il est prévu l'installation de mobiliers urbains permettant de sécuriser et d'aménager l'espace public (garde-corps, potelets, ...) et la réalisation de plantation de manière à arborer les trottoirs et les espaces publics.

En ce qui concerne les réseaux, des travaux sont nécessaires pour la reprise du réseau de régulation de trafic du carrefour de l'avenue Saint Lazare et Justice de Castelnau, ainsi que l'enfouissement de réseaux (basse Tension, France Télécom, éclairage y compris candélabres) et l'installation du réseau Pégase. De plus, le réseau d'eaux pluviales sera repris conformément à l'aménagement prévu.

- Montant des participations perçues par la Ville : 993 481 €
- Montant du reversement : 984 737 €

La différence entre les participations perçues par la Ville et le montant reversé à Montpellier Méditerranée Métropole correspond aux dépenses réelles réalisées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations au titre du PUP « Saint Lazare », perçues antérieurement à 2016,
- De dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville, au chapitre 908,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la convention de reversement à intervenir, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



<p>CONVENTION DE REVERSEMENT DES PRODUITS DE PROJET URBAIN PARTENARIAL</p>
--

La présente convention est conclue entre :

Montpellier Méditerranée Métropole,

Représentée par _____, dûment habilité aux présentes par délibération n°..... en date du 14 décembre 2016.

Ci-après désigné « Montpellier Méditerranée Métropole » ou « la Métropole »,

ET

La Commune de Montpellier

Représentée par _____, dûment habilité aux présentes par délibérations en date du 15 décembre 2016, Ci-après désigné « la Ville »,

PREAMBULE

Le Projet Urbain Partenarial (PUP), créé par la loi Boutin du 25 mars 2009, modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014 et codifié aux articles L 332-11-3 et L 332-11-4 du Code de l'urbanisme, est un outil financier souple qui permet, en dehors d'une ZAC, l'apport de participations à des équipements publics rendus nécessaires par une opération de construction ou d'aménagement, via la conclusion d'une convention.

Le signataire de la convention est la collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Suivant le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a entraîné à compter du 1er janvier 2015, d'une part le transfert de la compétence PLU à la Métropole et d'autre part, le transfert de la totalité de la compétence voirie.

A compter du 1^{er} janvier 2015, la Métropole est devenue signataire des conventions de PUP, et par là même bénéficiaire des participations versées au titre de ces PUP.

Avant le 1^{er} janvier 2015, la Ville de Montpellier avait passé des PUP notamment le PUP « Saint Lazare » pour lesquels des travaux d'équipements publics notamment de voirie restent à réaliser. Compte tenu du transfert global de la compétence voirie, à la Métropole, les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, alors que les participations seront perçues par la Ville de Montpellier signataire d'une convention de PUP.

En conséquence, il convient d'organiser le reversement des participations perçues pour la réalisation d'équipements devenus de compétence métropolitaine, par convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier méditerranée Métropole.

Il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Opération PUP « Saint Lazare » :

- Date de signature de la convention : 6 mars 2014
- signataire : Bouygues Immobilier représenté par M. J-P. JARNO

Description des travaux :

Le PUP prévoit dans la convention l'aménagement des espaces publics suivants (voiries, trottoirs, voies cyclables...) : place du Souvenir Français, carrefour de l'avenue Saint Lazare et Justice de Castelnau, avenue Saint Lazare et rue de Ferran ainsi qu'un trottoir sur l'avenue de la Justice de Castelnau.

En ce qui concerne les espaces verts et mobiliers urbains, il est prévu l'installation de mobiliers urbains permettant de sécuriser et d'aménager l'espace public (garde-corps, potelets, ...) et la réalisation de plantation de manière à arborer les trottoirs et les espaces publics.

En ce qui concerne les réseaux, des travaux sont nécessaires pour la reprise du réseau de régulation de trafic du carrefour de l'avenue Saint Lazare et Justice de Castelnau, ainsi que l'enfouissement de

réseaux (basse Tension, France Télécom, éclairage y compris candélabres) et l'installation du réseau Pégase. De plus, le réseau d'eaux pluviales sera repris conformément à l'aménagement prévu.

ARTICLE 2 : Montant des reversements antérieurs à l'année 2016 :

- Montant des participations perçues par la Ville : 993 481 €
- Montant du reversement : 984 737 €

La différence entre les participations perçues par la Ville et le montant reversé à Montpellier Méditerranée Métropole correspond aux dépenses réelles réalisées par la Ville.

ARTICLE 3 : Modalités de reversement des produits générés par les conventions de PUP

Le versement sera effectué en une fois pour les années 2015 et 2016 avant la fin de l'exercice budgétaire

ARTICLE 4 : Durée de la présente convention de reversement

La présente convention prendra fin lorsque la Ville aura reversé à la Métropole la totalité des participations au titre des années 2015 et 2016.

ARTICLE 5 : Litiges

En cas de litiges sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, et après épuisement des voies amiables, les parties s'engagent à s'en remettre à la juridiction administrative compétente.

ARTICLE 6 : Caractère exécutoire de la présente convention de reversement

La présente convention de reversement est exécutoire à compter de sa transmission au contrôle de légalité après signature par les deux parties.

Fait à Montpellier, le

Fait à Montpellier, le

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Pour la Ville de Montpellier

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Exercice 2016 - Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des programmes d'aménagement d'ensemble (PAE)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) a été créé par la loi du 18 juillet 1984 relative à « la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement », modifiée par les lois SAPIN du 29 janvier 1993 « relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques », BOSSON du 9 février 1994 « portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction », ALUR du 24 mars 2014 « relative à accès au logement et à un urbanisme rénové » et codifiée aux articles L332-9 du Code de l'urbanisme.

Le PAE est un dispositif de participation des constructeurs au financement, de tout ou partie, d'un programme d'équipements publics qu'une commune, ou un EPCI, s'engage à réaliser dans un secteur déterminé, pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier de ce secteur, via la signature de convention.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a entraîné à compter du 1^{er} janvier 2015 le transfert de la totalité de la compétence voirie.

A compter du 1^{er} janvier 2015, la Métropole est ainsi devenue signataire des Programmes d'Aménagement d'Ensemble, et par là même, bénéficiaire des participations versées au titre des PAE.

Avant le 1^{er} janvier 2015, la Ville de Montpellier avait approuvé, en particulier, les PAE « Saint Lazare » et « Aqueduc » pour lesquels des travaux d'équipements publics de voirie restent à réaliser. Compte tenu du transfert global de la compétence voirie à la Métropole, les travaux seront réalisés, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, alors que les participations seront perçues par la Ville de Montpellier, signataire des deux conventions de PAE.

En conséquence, il convient d'organiser le reversement des participations perçues pour la réalisation d'équipements devenus de compétence métropolitaine, par convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier méditerranée Métropole.

Il s'agit des opérations suivantes :

PAE « Saint Lazare » :

- En date du 6 février 2012 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E) « Saint Lazare»
- Requalification des espaces et des équipements publics d'infrastructure (voiries, réseaux,...) et création d'une liaison piétonne entre les avenues Saint Lazare et Castelnau.
- Montant des participations perçues par la Ville : 434 223 €
- Montant du reversement : 409 943 €

La différence entre les participations perçues par la Ville et le montant reversé à Montpellier Méditerranée Métropole correspond aux dépenses réelles réalisées par la Ville.

PAE « Aqueduc » :

- En date du 18 décembre 1997 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E) « Aqueduc».
- En date du 22 décembre 2003 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la modification du Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E) « Aqueduc».
- Programme initial :
 - Reprofilage total de la rue Saint Priest avec reprise de voirie, trottoirs, créations de pistes cyclables et plantation d'alignement.
 - Réfection de la rue la Croix Lavit avec reprise de la voirie et des trottoirs.
 - Réfection de la rue de la Galera avec reprise de la voirie et des trottoirs et création de piste cyclable.
 - Construction d'une école pour l'ensemble de ce secteur.
- Modification du programme initial :
 - Réalisation de l'élargissement entre la rue Robert Capa et la rue de la Croix de Lavit, ces travaux comprennent les trottoirs, un stationnement longitudinal, plantations d'alignement et éclairage public, ainsi que la réalisation d'une piste cyclable,
 - Elargissement d'une voie de desserte ouest-est, ces travaux comprennent les trottoirs, un stationnement longitudinal, plantations d'alignement et éclairage public, ainsi que la réalisation d'une piste cyclable,
- Montant des participations perçues par la Ville : 1 650 966 €
- Montant du reversement : 1 450 465 €

La différence entre les participations perçues par la Ville et le montant reversé à Montpellier Méditerranée Métropole correspond aux dépenses réelles réalisées par la Ville.

La Ville s'engage à reverser la totalité des participations perçues dans le cadre des programmes « Aqueduc » et « Saint Lazare » pour les années à venir dans le cadre de nouvelles conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations au titre des PAE précités, perçues antérieurement à 2016,

- De dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville, au chapitre 908,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la convention de reversement à intervenir, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 16 décembre 2016



<p>CONVENTION DE REVERSEMENT DES PRODUITS DE PROGRAMMES D'AMENAGEMENTS D'ENSEMBLE</p>

La présente convention est conclue entre :

Montpellier Méditerranée Métropole,

Représentée par _____, dûment habilité aux présentes par délibération n°..... en date du 14 décembre 2016.

Ci-après désigné « Montpellier Méditerranée Métropole » ou « la Métropole »,

ET

La Commune de Montpellier

Représentée par _____, dûment habilité aux présentes par délibérations en date du 15 décembre 2016, Ci-après désigné « la Ville »,

PREAMBULE

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) a été créé par la loi du 18 juillet 1984 relative à « la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement », modifiée par les lois SAPIN du 29 janvier 1993 « relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques », BOSSON du 9 février 1994 « portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction », ALUR du 24 mars 2014 « relative à l'accès au logement et à un urbanisme rénové » et codifiée aux articles L332-9 du Code de l'urbanisme.

Le PAE un dispositif de participation des constructeurs au financement, de tout ou partie, d'un programme d'équipements publics qu'une commune, ou un EPCI, s'engage à réaliser, dans un secteur déterminé, pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier de ce secteur, via la signature de convention.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a entraîné à compter du 1^{er} janvier 2015, le transfert de la totalité de la compétence voirie.

A compter du 1^{er} janvier 2015, la Métropole est ainsi devenue signataire des conventions de financement PAE, et par là même, bénéficiaire des participations versées au titre des PAE.

Cependant, avant le 1^{er} janvier 2015, la Ville de Montpellier avait approuvé les PAE « Saint Lazare » et « Aqueduc » pour lesquels des travaux d'équipements publics de voirie restent à réaliser. Compte tenu du transfert global de la compétence voirie, à la Métropole, les travaux seront réalisés, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, alors que les participations seront perçues par la Ville de Montpellier signataire des deux conventions de PAE.

Il convient d'organiser le reversement des participations perçues pour la réalisation d'équipements maintenant de compétence métropolitaine.

En conséquence, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

PAE « Saint Lazare »

En date du 6 février 2012 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E) « Saint Lazare» ;

Celui-ci a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par l'aménagement du secteur de « Aqueduc » situé entre l'Avenue Saint Lazare, l'avenue de Castelnau et l'avenue de la Reine d'Italie sur le territoire de la commune de Montpellier.

Au vu du transfert de compétence la Métropole doit réaliser ces travaux et la Ville doit reverser à la Métropole les produits générés par la convention de P.A.E «Saint Lazare», la requalification des espaces et des équipements publics d'infrastructure (voiries, réseaux,...) et de la création d'une liaison piétonne entre les avenues Saint Lazare et Castelnau.

PAE « Aqueduc »

En date du 18 décembre 1997 le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E) « Aqueduc», modifié le 22 décembre 2003 afin d'adapter le niveau d'équipement à l'évolution de la population concernée dans le périmètre du programme.

Celui-ci a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par l'aménagement du secteur de « St Lazare » qui se décline sur les rues Saint Priest, la Croix Lavit et de la Galera sur le territoire de la commune de Montpellier et étendu à l'élargissement d'une voie de liaison entre la rue Robert Capa et la rue la Croix Lavit ainsi qu'à l'élargissement d'une voie de desserte ouest-est à partir de la rue précédente.

Au vu du transfert de compétence la Métropole doit réaliser ces travaux et la Ville doit reverser à la Métropole les produits générés par la convention de PAE «Aqueduc», relatifs aux réfections de voiries, d'élargissement de voie de liaison et de desserte.

ARTICLE 2 : Montant des reversements antérieurs à l'année 2016 :

PAE « Saint Lazare »

Définition des travaux: Requalification des espaces et des équipements publics d'infrastructure (voiries, réseaux,...) et création d'une liaison piétonne entre les avenues Saint Lazare et Castelnau.

Montant des participations perçues : 434 223 euros

Montant du reversement à prévoir : 409 943 euros

PAE « Aqueduc »

- Définition des travaux: Programme initial :

- Reprofilage total de la rue Saint Priest avec reprise de voirie, trottoirs, créations de pistes cyclables et plantation d'alignement.
- Réfection de la rue la Croix Lavit avec reprise de la voirie et des trottoirs.
- Réfection de la rue de la Galera avec reprise de la voirie et des trottoirs et création de piste cyclable.
- Construction d'une école pour l'ensemble de ce secteur.

- Modifications du programme initial :

- Réalisation de l'élargissement entre la rue Robert Capa et la rue de la Croix de Lavit, ces travaux comprennent les trottoirs, un stationnement longitudinal, plantations d'alignement et éclairage public, ainsi que la réalisation d'une piste cyclable,
- Elargissement d'une voie d'une voie de desserte ouest-est, ces travaux comprennent les trottoirs, un stationnement longitudinal, plantations d'alignement et éclairage public, ainsi que la réalisation d'une piste cyclable,

Montant des participations perçues : 1 650 966 euros

Montant du reversement à prévoir : 1 450 465 euros

ARTICLE 3 : Modalités de reversement des produits générés par les conventions de PAE

Le versement sera effectué en une fois pour les années 2015 et 2016 avant la fin de l'exercice budgétaire

ARTICLE 4 : Durée de la présente convention de reversement

La présente convention prendra fin lorsque la Ville aura reversé à la Métropole la totalité des participations au titre des années 2015 et 2016.

La Ville s'engage à reverser la totalité des participations perçues pour les années à venir dans le cadre de nouvelles conventions.

ARTICLE 5 : Litiges

En cas de litiges sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, et après épuisement des voies amiables, les parties s'engagent à s'en remettre à la juridiction administrative compétente.

ARTICLE 6 : Caractère exécutoire de la présente convention de reversement

La présente convention de reversement est exécutoire à compter de sa transmission au contrôle de légalité après signature par les deux parties.

Fait à Montpellier, le

Fait à Montpellier, le

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Pour la Ville de Montpellier

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Indemnité de conseil du Trésorier Municipal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément au décret 82-979 du 19 novembre 1982, les collectivités territoriales peuvent attribuer des indemnités aux agents des services déconcentrés de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat.

Les conditions d'attribution de cette indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux sont visées dans un arrêté ministériel du 16 décembre 1983.

Ce même arrêté autorise les comptables, exerçant les fonctions de Trésorier Municipal, à fournir, à la demande de la commune concernée, des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, financière et comptable.

Depuis, les missions de conseil du Trésorier Municipal ont été élargies au domaine de la fiscalité dans le cadre du regroupement entre les services du Trésor et les services fiscaux au sein de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ces prestations ont un caractère facultatif et donnent lieu au versement annuel par la commune d'une indemnité de conseil déterminée en application des règles de calcul énoncées à l'article 4 de l'arrêté précité.

Le recours à ces prestations ainsi que l'attribution de l'indemnité de conseil doivent être validés par le Conseil municipal conformément à l'article 2 de cet arrêté, et, en application de l'article 3, une nouvelle délibération doit être prise lors du renouvellement du Conseil Municipal ainsi que lors d'un changement de comptable du Trésor.

Madame Béatrice BLANES ayant pris ses fonctions de Trésorière Municipale depuis le 20 juillet 2016, il convient d'adopter une nouvelle délibération relative à son indemnisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De bien vouloir solliciter les prestations de conseil de la Trésorière Municipale, Madame Béatrice BLANES,
- D'octroyer en conséquence à l'intéressée, pendant la durée de ses fonctions, l'indemnité de conseil au taux maximal, dans la limite du plafond calculé par référence au traitement brut annuel correspondant à l'indice majoré 150 de la fonction publique,
- D'inscrire les crédits correspondant au budget principal de la Ville pour les différents exercices (chapitre 920).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Apurement annuel des régies exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne ainsi que des vérifications ponctuelles par les services du comptable.

Au cours de l'année 2016, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 1 535.00 € concernant 4 régies :

- Régie Crèche Pinocchio
- Régie Parcours Muséographique
- Régie Maison pour Tous Léo Lagrange
- Régie Serre Amazonienne

Chaque régisseur doit, lorsque l'écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Chacun des régisseurs concernés a suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006, qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

La Ville a par la suite été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Or, les déficits de trois de ces régies ne résultent pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs pourrait être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. Le Trésorier Payeur Général statuera ensuite sur celle-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- En accord avec la Trésorière Municipale, de bien vouloir donner un avis favorable à cette proposition de remise totale détaillée ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Crèche Pinocchio	Mme ROGER	10.00 €	22 Septembre 2015	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2017 aux chapitres 926
- En accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à ces propositions de remises partielles détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Parcours Muséographique	M. MIMOUN	190.00 €	07 Juin 2016	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 20 €
Maison pour Tous Léo Lagrange	M. FERRARIS	75.00 €	20 Juillet 2016	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 20 €
Serre Amazonienne	M. CHAFI	1 260.00 €	05 Février 2016	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 250 €

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2017 aux chapitres 923, 924 et 928
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ces demandes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016